Sur la route des Croisades : Damas

Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

BOURSE

CINQUANTIÈME ANNÉE – N° 15090 7 F

MERCREDI 4 AOÛT 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Envisageant des raids aériens en Bosnie

L'OTAN se dit prête à défendre Sarajevo

Un peu tard...

DEPUIS quelques jours déjà, les Etats-Unis laissaient entendre qu'ils envisageaient l'emploi de la manière forte en Bosnie-Herzégovine, à la fois pour protéger les « casques bleus » déployés sur place, et pour mettre un terme aux bombardements quotidiens de Sarajevo par l'artillerie serbe afin de rétablir l'approvisionnement de la ville et la libre circulation de l'aide humanitaire. Ce n'est certes pas la première fois que Washington brandit ainsi la menace d'une intervention militaire, et force est de constater que ces mises en garde n'ont guère impressionné jusqu'ici les dirigeants serbes, qui ont tranquillement poursuivi leurs conquêtes de territoires.

Mais le ton des déclarations récentes de la Maison Blanche et du département d'Etat est un peu plus musclé. « Nous ne pouvons tout simplement pas permettre aux Serbes de continuer d'étrangler Sarajevo et de commettre les abus humanitaires dont nous sommes témoins, nous pensons que le temps de l'action est venu », disait, par exemple, le secrétaire d'Etat, Warren Christopher. Et c'est à la demande des Américains, soucieux apparemment de ne pas agir seuls, que les seize pays de l'OTAN se sont réunis, lundi 2 août, à Bruxelles, pour préparer en commun une éventuelle « frappe aérienne » contre les Serbes bosniaques.

BIEN que le communiqué final de la conférence semble refléter une identité de vues entre les Occidentaux, des divergences – sérieuses – existent néanmoins. Si justifiée soit-elle, la proposition américaine, qui revient à infliger une punition aux Serbes, suscite des réserves tant en France qu'en Grande-Bretagne. Paris et Londres, entre autres, font valoir, une fois de plus, qu'ils ont des milliers d'hommes sur le terrain et que, en cas de raids aériens sur les positions serbes autour de Sarajevo, leurs « casques bleus » seraient sans doute les premières victimes de représailles. D'autre part, au lieu d'apaiser les combats, une opération militaire, même « chirurgicale », risque de pousser les Serbes à étendre le conflit. Radovan Karadzic a déjà évoqué l'« escalade inévitable ».

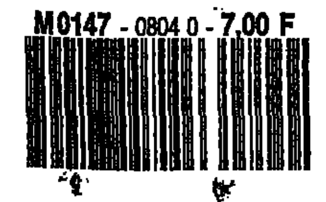
ENFIN, le recours à des raids pourrait, comme le soulignent les médiateurs internationaux, compromettre gravement les laborieuses négociations de paix de Genève, qui viennent d'entrer dans une phase cruciale. Serbes, Croates et Musulmans de Bosnie-Herzégovine se sont entendus sur un projet constitutionnel prévoyant la création d'une Union de trois Républiques, et il semble que le président bosniaque, Alija Izetbegovic, ait finalement accepté cette partition sous la pression des Etats-Unis.

Il n'est pas exclu qu'il ait obtenu en contrepartie des promesses de Washington concernant la levée du siège de Sarajevo et d'autres villes musulmanes assiégées depuis des mois. En tout état de cause, si les Serbes poursuivent leurs pilonnages, l'éventualité d'une intervention militaire alliée se précisera. Une intervention qui aurait sans doute dû être menée il y a plus d'un an.

A son arrivée en Israël, venant du Caire, le secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, s'est déclaré, mardi 3 août, *« très satisfait »* de la décision de l'OTAN de se préparer à des raids aériens pour mettre fin au siège de Sarajevo par les Serbes de Bosnie-Herzégovine. Réunis la veille à Bruxelles, les ambassadeurs des seize pays membres de l'Alliance atlantique ont entériné la proposition américaine d'intervention militaire en Bosnie, dans des cas précis, sous l'autorité du Conseil de sécurité des Nations unies et en accord avec les résolutions de l'ONU.

Le président Bill Clinton avait pour sa part affirmé que les alliés ne permettraient pas que Sarajevo *« tombe ou meure de faim »*. Pendant ce temps, en Croatie, l'artillerie des forces serbes a sérieusement endommagé le pont stratégique de Maslenica.

Lire nos informations page 3



M0147 - 0804 0 - 7,00 F

Alors que Paris et Bonn tentent de surmonter leurs divergences

Le flottement des monnaies européennes relance le débat sur la politique économique en France

Le flottement des monnaies à l'intérieur du Système monétaire européen (SME) décidé lundi 2 août, a calmé la spéculation. Mardi matin, après l'annonce surprise par la Bundesbank d'un léger assouplissement du crédit (abaissement de 6,95 % à 6,85 % du taux de ses prises en pension), une détente était observée sur les marchés financiers. A Paris, où le Comité économique et financier franco-allemand devait se réunir et tenter d'aplanir des divergences entre les deux pays, le compromis de Bruxelles suscite de vifs débats. Certains dénoncent « la mise en congé du SME », d'autres souhaitent que la France baisse ses taux afin de relancer son économie.

par Alain Vernholes

On aurait tort de croire que la décision prise par les pays de la Communauté de laisser flotter leurs monnaies donnera aux gouvernements européens plus de liberté de manœuvre au cours des semaines et des mois à venir. On aurait également tort de croire que les taux d'intérêt pourront maintenant rapidement baisser, favorisant une reprise économique que tout le monde souhaite, et que certains sont prêts à obtenir par n'importe quels moyens. De ce point de vue, la déception risque d'être grande dans certains pays souffrant de la récession qui se prolonge en Europe. La France est de ceux-là.

Lire la suite page 14 ainsi que nos informations pages 14 à 16 et page 20

Le piège

par Jacques Lesourne

LE 1er août 1993 restera pour la construction européenne une journée noire, même si, à court terme, la quasi-disparition du SME n'a pas pour la France que des conséquences négatives. Mais s'il est un homme qui doit aujourd'hui se répéter tout bas : *« Je n'ai pas voulu cela »* et méditer sur les conséquences imprévues des décisions qu'il a prises, c'est bien le chancelier Kohl.

D'un côté, il a été l'âme de l'Europe, et Jacques Delors reconnaît que, sans lui, il n'aurait rien pu faire. Craignant l'avenir, Helmut Kohl n'a pas ménagé sa peine pour intégrer son pays dans la construction européenne. L'union monétaire n'était à ses yeux qu'une étape vers une forme d'union politique et l'euro-corps franco-allemand qu'une brique dans la constitution d'un pilier militaire européen rattaché à l'OTAN. Le qualifier de « père du traité de Maastricht » ne semble pas un abus de langage.

Dans le même temps, Helmut Kohl a géré de main de maître l'aspect politique de l'unification allemande. Il a compris rapidement que Mikhaïl Gorbatchev était prêt à des concessions en échange d'une aide économique.

Lire la suite page 14

OM-Valenciennes : la défense de M. Tapie



Lire page 7 l'article de PHILIPPE BROUSSARD

Les aventuriers de la générosité

Sous le vent de la crise, le paysage des générosités change vite. Face aux situations d'urgence qui se multiplient, la société civile « met la main à la pâte » et invente de nouveaux assauts contre les petites misères. Les entreprises humanitaires connaissent un « boom » inégalé : dons en quantité, et marketing sophistiqué. Urgence, développement, droits de l'homme : faire pression sur le terrain politique est à l'ordre du jour. Tels sont les thèmes de l'enquête en cinq volets dont nous commençons la publication.

I. – *Urgences silencieuses*

par Danielle Rouard

C'est une ancienne ferme, dans une ruelle paisible du *« village »*, le vieux quartier que Gennevilliers protège des tours HLM qui ont envahi le territoire de cette banlieue Nord de Paris. La Passerelle est son nom, que l'on se transmet comme un secret de famille.

Car la porte de ce lieu d'accueil est ouverte par tous les vents, et à toute heure... *« Viens, on va chez grand-mère »* dit-on au petit que l'on dépose ici, pour un ou plusieurs jours, parce qu'on ne sait plus quoi en faire. Les *« vraies »* mamies, n'est-ce-pas, ne sont plus en mesure de jouer leur rôle d'antan, restées au pays, enfermées dans une maison de retraite, ou simplement rejetées pour cause d'indifférence.

A l'heure du goûter, cet après-midi, frappent à l'entrée de La Passerelle une mère et ses trois garçons : quatre, six et sept ans. Allure lourde, accent chtimi et une grande réserve. Cette femme a un mari, *« qui ne peut pas s'occuper des gosses, avec le travail »*. Lorsqu'on touche le SMIC, on ne peut pas s'offrir une baby-sitter. La semaine dernière, quand cette mère est allée à l'hôpital pour donner naissance à un quatrième enfant, les voisins se sont occupés des autres.

Manque de chance : la naissance n'était pas pour cette fois. Pour son deuxième séjour à l'hôpital elle ne peut pas *« redemander aux voisins »*. Verena Thorn, la directrice, écoute. Les vingt-quatre lits de La Passerelle sont déjà occupés.

Lire la suite page 9

Les PDG d'Elf et de Gaz de France remplacés

Le conseil d'administration d'Elf Aquitaine devait se réunir mardi 3 août pour proposer la nomination à la présidence de Philippe Jaffré, directeur général de la Caisse nationale du Crédit agricole. Il succède à Loïk Le Floch-Prigent, proche du président de la République qui, le même jour, devait être appelé à la tête de Gaz de France en remplacement de Francis Gutmann, lui-même cité pour la présidence de l'Institut français du pétrole. Il s'agit du premier mouvement significatif de PDG au sein des grands groupes publics français, un mouvement clairement marqué d'arrière-pensées politiques. M. Jaffré, inspecteur des finances qui a mené les privatisations de 1986, conduira celle d'Elf.

page 20

Mutebi II couronné

Avec l'aval du président de l'Ouganda les Bagandais ont de nouveau un roi

KAMPALA

de notre envoyé spécial

« Je n'espérais pas un tel jour », confie la princesse Nabaloga, sœur aînée de Ronald Muwenba Mutebi, au soir du couronnement de son frère, sacré trente-sixième roi des Bagandas. *« Mon rêve le plus profond devient réalité »*, avoue Silvester Mayambala, chef de district à Buddo Hill, la colline royale où se déroulent les cérémonies marquant la restauration de la royauté bagandaise, samedi 31 juillet, soit vingt-sept ans après son abolition. *« Nous savons désormais que l'impossible peut devenir possible ! »*, s'écrie le maître d'œuvre des cérémonies, le professeur Ssemakula-Kiwanuka, de l'université Makerere.

Ce jour-là, les invités étrangers ont été témoins d'une des réalités africaines : le profond attachement d'un peuple à la royauté. Le couronnement traditionnel s'est déroulé à l'endroit même où le roi Kintu, fondateur du royaume du Baganda, s'était fait introniser, au début du quatorzième siècle, après avoir défait le tyran Bemba.

Avant l'aube, Mutebi a rejoué cette bataille avant de se rendre au lieu-dit de Naggalabi. Là, le gardien des lieux l'a dépouillé de sa toge de prince, taillée, comme les habits ancestraux, dans de l'écorce. Mutebi a revêtu de nouvelles capes, offertes en signe d'allégeance par les représentants des cinquante-deux clans bagandais. Il a fait mine d'abattre le jeune bœuf qu'on lui présentait, puis a prêté serment, une lance et un bouclier à la main, s'engageant ainsi à nourrir et à protéger ses sujets.

C'est le chef des Nkima (singes), le clan de sa mère, qui a déposé la couronne sur sa tête, tandis que ses conseillers se prosternaient de tout leur long.

JEAN HÉLÈNE

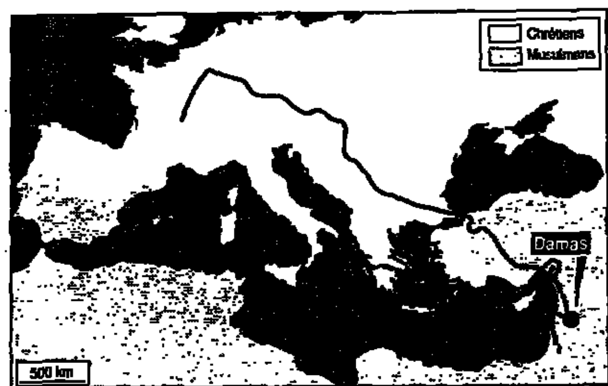
Lire la suite page 6

A L'ÉTRANGER : Maroc, 8 DH ; Tunisie, 850 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 85 p. ; Grèce, 250 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 400 L ; Luxembourg, 46 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal Cont., 180 PTE ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

SUR LA ROUTE DES CROISADES

14. – Damas la tentation cannibale

SYRIE



Tentés par la conquête militaire à en oublier Jérusalem, les barons francs sont rappelés à leur devoir par des émeutes inopinées. Cette « révolte des pauvres » s'accompagne de violences et d'anthropophagie.

par Jean-Claude Guillebaud

A minuit, ce soir-là, je songeais au soupir de Raymond Makzumé, agent maritime à Iskandérun et consul honoraire de France : *« Nous rêvons tous du jour où une même route fera librement le tour de la Méditerranée. »* La route existe que suivirent déjà, en 1098-1099, les armées franques d'Alexandrette à Antioche et Lattaquié, de Tripoli à Beyrouth, Tyr et Saint-Jean-d'Acre. La route existe, mais plus la liberté de la prendre ! Sur mon chemin de 1993, voilà qu'il faut compter avec les guerres, les « zones de sécurité », les « check points », les barricades.

Et les dictatures.

Les dictatures, comme on le sait, souffrent d'une crispation récidivante. Elles subodorent dans le journaliste qui passe un péril pour l'Etat. Dans leur application à s'en prémunir, dans leur hâte brutale à « cadrer » les mouvements de l'indiscret présumé, à diriger ses curiosités, dans leur souci ingénu de « verrouiller l'information », elles « mangent le morceau » en quelque sorte. Et « tirent l'œil » sans excès de finesse sur cela même qu'elles voulaient cacher. Vais-je expliquer ce paradoxe au douanier tombant de sommeil que mon cas embarrasse et qui m'interdit obstinément le passage vers Tripoli ?

Sur le plan du strict règlement, le douanier a raison. La Syrie du président Hafez El Assad est une dictature sans état d'âme mais assurément précautionneuse. Tout journaliste franchissant ses frontières muni d'un visa en bonne et due forme est tenu de se présenter dans les jours qui suivent au ministère de l'information, à Damas. Faute de cela, on ne saurait l'autoriser à sortir. Debriefing obligatoire, en somme...

Mais la première Croisade ne passa point à Damas, lorsque après la conquête d'Antioche elle finit par reprendre la route de Jérusalem. La capitale syrienne n'est donc pas dans mon programme. Après une déambulation en autobus et taxis divers par Ma'arat-al-Numan, Lattaquié et Tartous ; après une halte convenue au krak des Chevaliers (l'actuel Qalaat-el-Hodn), fabuleuse forteresse de l'époque franque qui fascinait Lawrence d'Arabie, la grande Histoire me commande expressément de longer la côte vers Tripoli, au Liban, en passant la frontière peu après Hamidiya. L'itinéraire est précis. Mais peut-on sérieusement parler des pérégrinations de Godefroi de Bouillon au milieu de la nuit syrienne avec un douanier que flanquent quelques moukhabarats (membres de la police politique syrienne) patibulaires, pistolet coincé dans la ceinture du jean ? Pour toute réponse, on m'articule cent fois la règle : *« Tout journaliste doit passer par Damas... »* Elle contraint en quelque sorte le visiteur à une curiosité « politique » qu'il n'avait pas.

Damas ? Eh bien soit, allons-y voir !

Dès lors commence une nuit très singulière. Pour soixante-dix dollars, un taxi bringuebalant m'emporte vers 450 kilomètres de randonnées imprévues dans des villes endormies, sur des autoroutes, des places et des avenues où nous stoppons parfois. Le chauffeur est un colosse rigolard et qui entend l'anglais.

Nous remontons d'abord vers Lattaquié, pour prendre son épouse, qui l'aidera à lutter contre le sommeil. Nous faisons du même coup provision de galettes, de fruits secs, d'eau minérale, de cigarettes blondes et de cassettes « arabesques ». Elles seront passées et repassées à plein volume... La vieille Mercedes grince maintenant et rebondit sur les plaques disjointes de l'autoroute. Nous doublons continûment des files de camions crachant des fumées noires. Ce trajet prend parfois des allures de folle cavale ponctuée de salamalecs et de fous rires un tantinet subversifs. Sur toutes les collines ou presque, des statues hollywoodiennes de Hafez El Assad sont éclairées par de généreux halogènes et trouent la nuit avec emphase. Au regard de ce « culte de la personnalité », plus hyperbolique et illuminé que de raison, toutes les autres dictatures du tiers-monde paraissent camper dans la discrétion.

La route est longue. Et nous rions sans témoin. C'est bien le pire...

C'est dans cet équipage très étrange que nous retraversons Ma'arat-al-Numan et y faisons halte dans la nuit. C'est une grosse ville poussiéreuse et sans grâces particulières. Je n'imaginais point marquer ainsi cette mémorable étape que toutes les chroniques médiévales mentionnent sur un ton qui exclut la plaisanterie.

Ici, en effet, deux catégories d'événements eurent lieu en janvier 1099 qui marquèrent la première Croisade d'une tache indélébile. *« L'épisode de Ma'arat-al-Numan,* écrit Amin Maalouf, *va contribuer à creuser entre les Arabes et les Franjs un fossé que plusieurs siècles ne parviendront pas à combler. »* Les deux péripéties sont extravagantes. D'innombrables dessins ou gravures en rendront compte durant tout le Moyen Age. La littérature épique et l'historiographie arabe ou turque y reviendront sans cesse. Elles s'éclairent par leur contexte.

Après la prise d'Antioche et les combats incessants menés par les croisés qui s'y trouvent, à leur tour, assiégés, après cette épidémie de peste qui emporte Adhémar de Monteil, légat du pape et chef spirituel des armées franques, la Croisade piétine interminablement dans la Syrie du Nord. Les barons, en effet, sont à ce point mobilisés par des rivalités de conquêtes qu'ils en négligent de reprendre la route vers Jérusalem. Baudouin de Boulogne s'est emparé sans combat de la ville arménienne – et chrétienne – d'Edesse (l'actuelle Urfa) pour y établir un comté franc. Bohémond de Tarente et Raymond de Saint-Gilles se disputent encore la souveraineté sur Antioche. Moins pieux désormais qu'aventureux, les autres chefs francs entreprennent l'un après l'autre des expéditions isolées pour se tailler des fiefs.

L'esprit de croisade, en vérité, est aussi mal en point que l'armée elle-même (il reste à peine 1 000 chevaliers et 5 000 piétons) ou la foule des pèlerins, décimée par la famine et les maladies. Une foule que négligent désormais avec dédain les chevaliers avides d'exploits temporels et de possessions. Une foule mystique et affamée dont ils ne parlent même qu'avec un peu de répugnance. Or, c'est cette foule en déréliction où prolifèrent d'étranges sectes prônant l'absolu dénuement et d'où surgissent des meneurs qui va brusquement entrer en scène. Dans la violence.

Et l'horreur.

Voici les faits. Sous la pression des pèlerins, Raymond de Saint-Gilles s'est résolu à partir le 23 novembre pour assiéger Ma'arat-al-Numan, ville fortifiée devant laquelle avait échoué en juillet un autre seigneur toulousain, Raymond Pillet. Le siège est long, difficile, mais les croisés parviennent cette fois, le 12 décembre, à prendre la ville, dont la population est massacrée. Cette nouvelle conquête et le partage du butin rallument aussitôt la querelle entre Saint-Gilles et Bohémond, qui ne se sont toujours pas accordés sur la « question d'Antioche ». Palinodies, négociations, menaces, défis réciproques...

« Dans chaque place que Dieu nous livre, des luttes entre nos princes ! », se lamente le chroniqueur Raymond d'Agyles, messager des humbles.

C'est alors qu'éclate, dévastatrice, impitoyable, la colère des pauvres. Ceux-là mêmes qui erraient faméliques dans les rues de Ma'arat et dont nul ne se souciait plus. Ces gueux et ces ribauds à deux doigts de la déraison, voilà qu'ils s'enflamment en une terrible émeute. Elle durera plusieurs jours. Émeute déraisonnable ? Pas tout à fait. Pour contraindre les barons à reprendre la route de Jérusalem, les pèlerins entreprennent la destruction méthodique de cette ville tout juste conquise. Remparts démantelés, maisons incendiées, murailles abattues... Il s'agit de ruiner absolument tout ce qui excitait la convoitise des seigneurs.

Raymond de Saint-Gilles, comte de Toulouse et de Provence, comprend qu'il doit capituler. Et s'humilier enfin. Puisque ces événements le dépassent, il feint d'en être l'organisateur. Pieds nus, vêtu d'une mauvaise robe de bure, il s'avance au-devant de la foule difficilement apaisée et l'entraîne, toute honte bue, sur le chemin de Jérusalem.

Les *« pauperes Dei »* ont gagné.

Mais ils n'ont pas fait que cela.

> Ici on honore Saladin, mythique vainqueur de l'Occident et libérateur de Jérusalem

Dans l'enfer de Ma'arat, livrés à l'épouvante, à la faim et à la soif, pendant que les barons se chamaillaient, les pauvres et leurs sectes – les redoutables Tafurs flamands et les Ébionites intransigeants – ont cédé à la tentation interdite entre toutes et pratiqué, sur une grande échelle, du cannibalisme. Les cadavres de « Sarrasins » qui gisaient dans les fossés ont été découpés et dévorés avec avidité. Raymond d'Agyles, qui décrit la scène, ajoute que *« ce spectacle jeta l'épouvante chez beaucoup de gens »*.

Que dire alors de la réaction des autres chroniqueurs ? Tous évoquent les dévorations de Ma'arat avec le même sentiment d'horreur. Raoul de Caen : *« Les nôtres faisaient bouillir des païens adultes dans des marmites. Ils fixaient les enfants sur des broches et les dévoraient grillés. »* Albert d'Aix : *« Les nôtres ne répugnaient pas à manger non seulement des Turcs et des Sarrasins mais aussi des chiens. »* L'Anonyme : *« ... D'autres découpaient la chair des cadavres en morceaux et les faisaient cuire pour les manger. »*

Dans l'Islam tout entier, cet épisode sèmera l'effroi et conduira plusieurs cités arabes à se rendre sans combattre à l'approche des Francs. Mais surtout, quoiqu'il fût localisé et marginal, ce crime restera désormais attaché pendant des siècles au souvenir des Croisades. *« Jamais,* écrit Amin Maalouf, *les Turcs n'oublieront le cannibalisme des Occidentaux. A travers toute leur littérature épique, les Franjs seront invariablement décrits comme des anthropophages. »* A la pointe du jour, voici Damas.

J'y patienterai quelque temps, l'œil – et l'oreille – aux aguets. La ville où je marche maintenant réunit curieusement l'empreinte désuète du mandat français (ces enseignes, ces panneaux...), la désolation bétonnée du « socialisme arabe », les splendeurs d'une histoire damascène affleurant partout et cette tristesse diffuse, indéfinissable, qui naît de la peur politique. Celle-ci est indiscutable, palpable, perceptible à chaque instant dans une ville exagérément fliquée. Cheminant longtemps dans le vide alangui d'un vendredi d'été (jour férié de l'islam), je ne douterai pas longtemps, en tout cas, que les Croisades fussent encore mêlées à l'actualité syrienne.

Et directement.

En plein centre de la ville, au pied de la citadelle fameuse devant laquelle échouera la deuxième Croisade en 1148, un mausolée vient d'être inauguré dans les derniers jours de 1992. Le socle de pierre et de béton n'est pas terminé, mais le monument de bronze est déjà imposant. On y voit Saladin en cote de maille et casque à pointe sur un cheval cabré, entouré de ses lieutenants kurdes et brandissant une bannière. Derrière lui, sous la queue des chevaux, à genoux dans la position des vaincus, deux seigneurs francs contemplent mélancoliquement le sol : Renaud de Châtillon et Guy de Lusignan, qui, sur les pentes d'un ancien volcan près du lac de Tibériade, viennent de perdre la bataille de Hattin (1187).

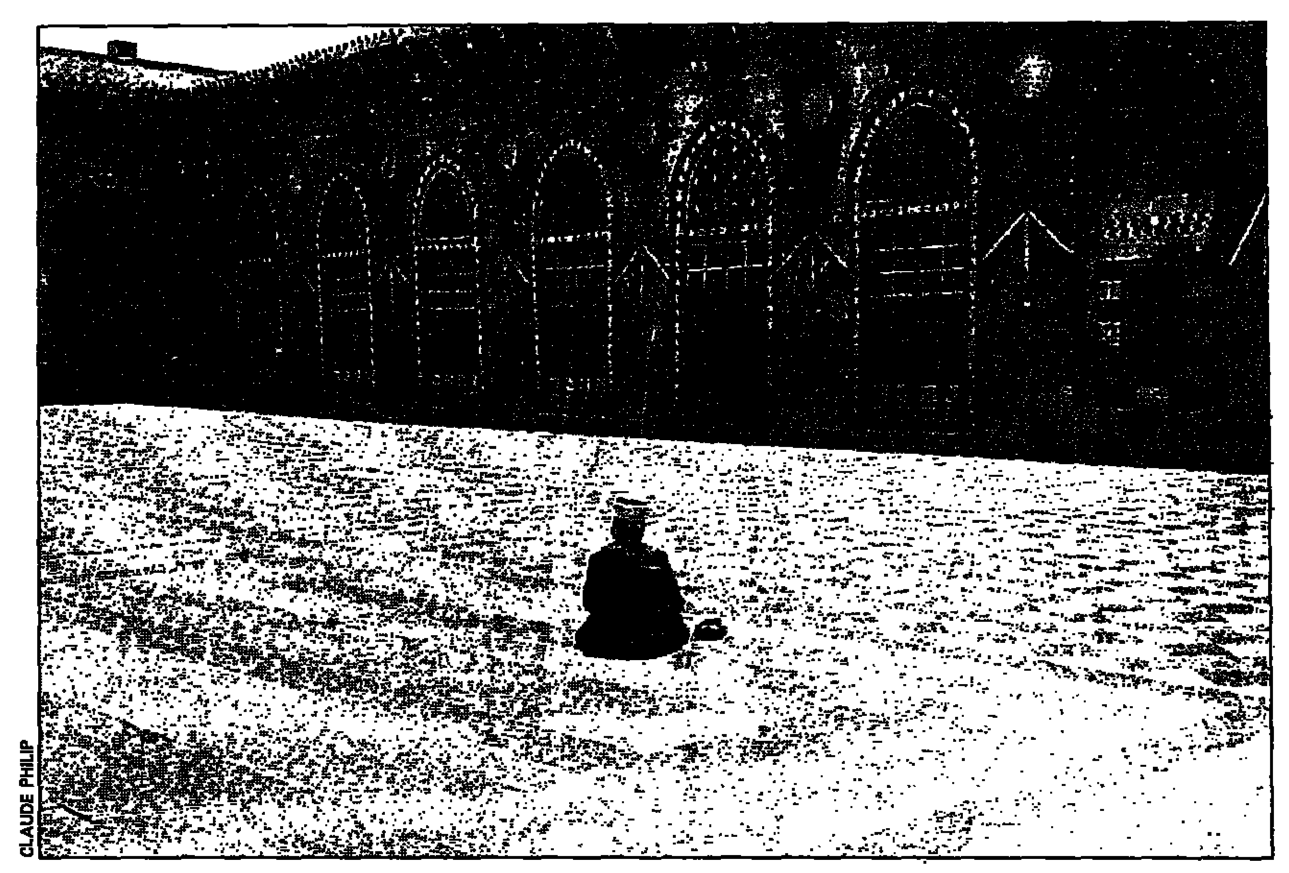
Que le régime d'Hafez El Assad, comme bien d'autres dans le monde arabe, honore Saladin, mythique vainqueur de l'Occident et libérateur de Jérusalem, n'est pas une surprise. Mais qu'il lui consacre, en 1992, une composition équestre monumentale en plein cœur de Damas n'est pas non plus dépourvu de signification. En 1987, un colloque s'est tenu dans la capitale syrienne pour célébrer le huitième centenaire de la bataille de Hattin. Le mausolée, me dit-on, en est la continuation. Mais ici, comme à Bagdad ou à Tripoli, la référence à Saladin et à l'expulsion des Francs est évidemment métaphorique. C'est Israël – nouvel « État croisé » du Proche-Orient – qui se trouve implicitement désigné. C'est bien ainsi que l'homme de la rue considère la statue.

Mes conversations à Damas me confirmeront ce que je subodorais : le souvenir des Croisades y est plus vif encore qu'on ne l'imagine. Les indices ne manquent pas. Deux quartiers de la ville, par exemple, en témoignent depuis neuf siècles : Muhajirin (« Les émigrés ») et Salihiyé (« Le quartier du pieux »). Ces deux quartiers furent fondés par des rescapés du massacre qui suivit la prise de Jérusalem par les Francs en 1099. Chacun le sait ici. Chacun vit confusément avec le rappel d'une blessure infligée voici près d'un millénaire par l'Occident.

Il y a aussi d'autres manières de se souvenir. Professeur de philosophie et chercheur à l'Institut français d'études arabes, Bakri Aladdin évoque longuement devant moi un débat interne à l'islam, plus subtil, et dont les Croisades sont l'objet. Ce débat, me dit-on, n'en finit pas de rebondir. Voilà de quoi il s'agit. Ghazâli, célèbre penseur soufi du onzième siècle (et auteur, notamment, du magnifique *Tabernacle des lumières*, traduit en français par Roger Deladrière) fut un contemporain des Croisades et vécut une partie de sa vie à Damas. Or, voici quelques années, il se trouva violemment critiqué par un auteur libanais, aujourd'hui disparu, Omar Fharouk.

Ce dernier reprocha à Ghazâli de s'être *« enfermé dans ses prières »* et de n'avoir rien dit ni écrit au moment où l'islam subissait l'invasion franque. Son devoir de musulman, ajoutait-il, eût été de combattre les croisés par ses écrits. La vivacité des reproches n'était pas sans rappeler ceux qui accablent parfois, chez nous, tel ou tel intellectuel accusé de s'être tu pendant l'occupation allemande. Concernant la Syrie, le grief prend un relief d'autant plus embarrassant qu'à l'époque l'âtâbeg (sultan) de Damas, Tughtekin, fit alliance avec les Francs contre les Turcs et les Fatimides d'Égypte. Une collaboration politique et militaire avec les « infidèles » qui perdura près de soixante années et qu'on se garde de mentionner aujourd'hui dans le monde arabe.

Ghazâli « collaborateur » ? Le grand penseur attaqué par Omar Fharouk trouva bien sûr des défenseurs. Assez pour que se prolonge un débat très actuel et dont on me dit qu'il est « codé » d'une autre façon encore. De quelle manière ? C'est assez clair. La critique de la « démobilisation mystique » et de la vanité des prières « apolitiques » prend un sens particulier, en ces années 90, dans un contexte d'islam combattant, de regain fondamentaliste et d'instrumentalisation idéologique du Coran.



CLAUDE PHILIP

La mosquée des Omeyyades à Damas.

Sur la « route des Croisades », en tout cas, Damas valait bien le détour.

Au ministère syrien de l'information on me reçoit avec cette courtoisie circonspecte et directive que je connais bien. On s'enquiert de mes curiosités journalistiques – qui paraissent saugrenues – et de mes rencontres, qui ne le sont pas forcément. S'attend-on à ce que je fournisse une liste de mes rendez-vous ? Cette politique de « journalisme surveillé » est d'autant plus vaine à Damas qu'il n'est pas nécessaire de chercher bien longtemps dans la ville pour entendre monter les plaintes d'une nation tenue sous la férule.

Une fois, dix fois, on me prend à témoin de l'état d'un pays ruiné par le régime alaouite, tenu en main par un clan (et une minorité religieuse), livré à la corruption – cannibale, elle aussi ! – de l'entourage, à la répression des polices parallèles. Un pays d'où la classe moyenne a disparu et où chaque chef de famille doit exercer deux, voire trois métiers pour assurer le strict minimum à sa famille. Plainte sur l'omnipotence des Moukhabarats, plainte sur les arrestations arbitraires et prisons surpeuplées, nostalgie d'une « époque heureuse » qu'on situe dans les années 50... Je comprends mieux, désormais, les soucis du ministère de l'information quand s'annonce un journaliste étranger.

Mais quoi ! Devait-il interdire qu'on lui parle d'autre chose que des Croisades ? Et pouvait-il ne point entendre ce qui, partout, se murmure si fort ? ■

PROCHAIN ARTICLE : BEYROUTH (LIBAN), LE DIALOGUE DES RUINES

BOSNIE-HERZÉGOVINE : nouvelle mise en garde aux Serbes

Les Etats-Unis et l'OTAN menacent d'intervenir militairement pour faire lever le siège de Sarajevo

Les seize pays membres de l'OTAN ont accepté, mardi 3 août à Bruxelles, d'utiliser la force de frappe aérienne en Bosnie-Herzégovine contre les Serbes, mais dans des cas précis et sous le contrôle des Nations unies. Pour la première fois depuis sa création en 1949, l'Alliance atlantique pourrait donc intervenir dans un conflit. L'organisation s'y prépare *« immédiatement »*, a affirmé son secrétaire général, Manfred Wörner, dans une déclaration adoptée après onze heures de discussions difficiles. Soixante appareils fournis par les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas stationnent sur des bases aériennes en Italie depuis plusieurs semaines, prêts à intervenir pour de telles opérations. Mais l'OTAN n'aura pas la liberté de manœuvre souhaitée par les Etats-Unis, qui avaient demandé la tenue de la réunion de Bruxelles. Les interventions éventuelles contre les forces serbes, pour permettre notamment la levée du siège de Sarajevo, seront menées *« sous l'autorité des Nations unies, dans le cadre des résolutions du Conseil de sécurité, en appui de la force des Nations unies »* (FORPRONU).

WASHINGTON ET NEW-YORK (Nations unies)

de nos correspondants

L'administration Clinton se disait certaine lundi soir 2 août, de pouvoir rapidement régler les *« détails militaires »* qui doivent permettre l'éventuel emploi de la force contre les Serbes conformément à la décision prise dans la journée par les pays de l'OTAN sur proposition des Etats-Unis.

Le communiqué de l'OTAN représente *« l'essentiel »* de ce que voulaient les Etats-Unis, disait-on dans les milieux officiels américains. On espérait que le dispositif final pourrait être prêt d'ici au 9 août, date à laquelle une nouvelle réunion de l'OTAN pourrait être convoquée à Bruxelles. *« L'OTAN va se coordonner avec la FORPRONU »* (la force des Nations unies en Bosnie-Herzégovine), expliquait-on de bonne source, en soulignant que les bombardements envisagés par les Etats-Unis ne seraient pas de nature *« à mettre en péril »* les contingents de « casques bleus » européens (britanniques, espagnols, français, etc.) présents sur le terrain.

Sur le fond, la décision de Bruxelles est exactement conforme au « message » que les Etats-Unis entendent adresser aux Serbes, qu'il s'agisse des milices de Bosnie ou de l'armée de la République de Serbie qui les ravitaille et les encadre : *« L'étranglement de Sarajevo doit cesser »* et, si nécessaire, la force sera employée pour briser le siège de la ville. De bonne source américaine, on se disait confiant dans l'obtention d'un accord clair et ferme des Européens sur ce point et sur la nécessité de régler rapidement les détails opérationnels nécessaires à un éventuel emploi de la force.

« Ce ne sera pas comme en mai », assurait un haut fonctionnaire, évoquant le refus que les Britanniques et les Français avaient alors opposé au secrétaire d'Etat, Warren Christopher, venu leur suggérer une double action : levée de l'embargo sur les armes à destination de la Bosnie et bombardements aériens sur les positions serbes. *« Nous sommes prêts à tordre des bras le temps qu'il faudra »*, poursuivait cette source.

Message de détermination

Un peu plus tôt, quelques heures avant l'annonce de l'accord de Bruxelles, le président Bill Clinton avait observé : *« Nous pensons que nous allons pouvoir arriver à une position commune* [avec les Européens] *»*, et le porte-parole de la Maison Blanche, Dee Dee Myers, évoquait la nécessité de mener une action militaire *« de concert »* avec les alliés des Etats-Unis. D'Egypte, ou il était en visite officielle, Warren Christopher donnait le même son de cloche en expliquant que l'administration n'entendait agir que dans un cadre multilatéral.

Cet ensemble de déclarations avait notamment pour objet de dissiper l'impression que les Etats-Unis étaient sur le point d'agir de manière unilatérale. C'est ce qu'avait fortement laissé entendre, la veille, le porte-parole du département d'Etat, Dave McCurry, dans une déclaration à la presse. Les propos de M. McCurry et l'interprétation que la presse américaine en a donnée ont été trop loin, dit-on dans les milieux officiels.

Mais, dans le même temps, les dirigeants américains s'étaient efforcés toute la journée de lundi, alors que la réunion de Bruxelles était en cours, de faire passer un message de détermination. M. Clinton avait affirmé que *« les alliés ne permettraient pas que Sarajevo tombe ou meure de faim »*. M. Christopher avait indiqué que les Etats-Unis *« n'allaient pas rester à regarder sans rien faire alors que Sarajevo est mise à genoux »* et assuré qu'il était temps d'envisager que *« la puissance aérienne »* puisse être *« un instrument au service de la diplomatie »*.

L'impression de nombre d'observateurs dans la capitale fédérale est que l'administration peut, cette fois, difficilement se permettre de ne pas concrétiser, un tant soit peu, ses déclarations et le communiqué de Bruxelles. Sauf à risquer une nouvelle, et grave, chute d'une crédibilité déjà largement entamée lorsque l'administration, faute d'avoir obtenu l'accord des Européens, avait renoncé, il y a quelques mois, à donner suite à ses menaces d'emploi de la force.

La réapparition d'un discours musclé à Washington constitue un nouveau revirement de l'administration dans la crise des Balkans. Il y a moins de dix jours, M. Christopher faisait publiquement part de sa résignation et disait, lors d'une conférence de presse, qu'il ne voyait pas ce que les Etats-Unis pouvaient faire de plus en Bosnie. C'est l'évolution de la situation à Sarajevo qui a incité l'équipe Clinton a changer à nouveau de cap. L'impitoyable poursuite du siège de la capitale bosniaque – bombardements continus, privation d'eau et d'électricité – fait craindre aux Etats-Unis que les malheureux assiégés finissent par se rendre ou par succomber sous les coups des Serbes. Or, selon cette explication, une telle éventualité sonnerait la fin des espoirs de la conférence de paix réunie à Genève : une défaite des Musulmans de Sarajevo empêchera ce qui reste de gouvernement légitime bosniaque – la présidence collégiale – de signer un accord avec les Serbes et les Croates.

C'est du moins ce qu'expliquait M. Christopher dans une lettre adressée, dimanche, au secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali : *« Outre les cruautés qu'elles infligent à la population, les actions des Serbes* [contre Sarajevo], écrit le secrétaire d'Etat, *menacent de faire dérailler les négociations qui viennent de reprendre à Genève. »* Or, à en croire M. Christopher, les attaques répétées des Serbes contre la population civile de la ville pourraient rapidement conduire à la chute de la capitale bosniaque.

Le secrétaire d'Etat observe : *« A l'intérieur et aux alentours de la ville, la situation ne cesse de se détériorer (...) les Serbes paraissent décidés à étrangler Sarajevo (...), ils bombardent massivement la ville sans aucun égard pour les vies humaines innocentes (...), ils empêchent la livraison de l'assistance humanitaire (...), ils ont coupé l'eau et l'électricité. Ils sont en train de masser des forces supplémentaires autour de la ville et ont délibérément attaqué les forces de l'ONU. » « Nous pensons que le temps de l'action est venu »*, concluait le secrétaire d'Etat, en assurant que *« le seul espoir réaliste d'achever un règlement politique raisonnable était de mettre la puissance aérienne* [celle de l'OTAN] *au service de la diplomatie »*.

Tard dans la soirée de lundi, M. Boutros-Ghali mettait la dernière main à sa réponse à M. Christopher. A en croire une source proche du secrétariat général, M. Boutros-Ghali fait valoir que la sécurité des « casques bleus » sur le terrain relève de sa responsabilité et, en conséquence, qu'il ne saurait y avoir de frappes aériennes sans décision expresse de sa part. Si les termes de cette lettre devaient être confirmés, il y a peut-être là source de conflit. Car la formule utilisée dans le communiqué de Bruxelles est vague : elle dit que l'emploi de la force aura lieu *« sous l'autorité des Nations unies »*, ce qui n'implique pas qu'il soit décidé par le secrétaire général.

Les Etats-Unis estiment notamment que les résolutions 770 et 836 autorisent déjà l'emploi de la force sans nouvelle initiative de l'ONU – qu'il s'agisse du secrétariat général ou du Conseil de sécurité. Il reviendra sans doute au Conseil de trancher. Fort opportunément, cela se fera sous la houlette de l'ambassadeur américain, Madeleine Albright, puisque c'est au tour des Etats-Unis de présider le Conseil de sécurité.

AFSANE BASSIR POUR et ALAIN FRACHON

Lire page 11 l'article de Michel Guerrin.

CROATIE : bombardé par les Serbes de Krajina

Le pont de Maslenica s'enfonce dans les flots

Le pont de Maslenica, lien stratégique entre le nord de la Croatie et la côte dalmate, s'est enfoncé, lundi 2 août, dans les flots. Certaines parties de l'ouvrage, officiellement inauguré il y a deux semaines par le président croate Franjo Tudjman, ont glissé dans les eaux de l'Adriatique sous les coups de boutoir de l'artillerie serbe après que les Croates eurent refusé de transmettre le contrôle de la région aux Nations unies (*le Monde* du 3 août). Selon le général croate Drago Krpina, un obus a touché l'une des piles situées à l'extrémité du pont dans la nuit de dimanche et un autre obus a touché l'autre extrémité lundi matin.

SLOVÉNIE
Zagreb
CROATIE
KRAJINA
Bihac
BOSNIE-HERZÉGOVINE
Pont de Maslenica
Knin
Zemunik
MER ADRIATIQUE
Split
50 km

La police a précisé qu'après les bombardements de la nuit cinq autres obus étaient encore tombés à proximité lundi vers 10 heures. Au moins une des barges soutenant l'édifice a été endommagée. Les irréguliers serbes de la Krajina avaient déjà tiré dimanche environ trente-cinq obus sur le pont de Maslenica et l'aéroport voisin de Zemunik, après l'expiration d'un ultimatum fixé par les Serbes aux Croates pour les amener à se retirer de ce secteur et en transmettre le contrôle aux Nations unies, conformément à un accord signé le 16 juillet.

Dans le bastion serbe de Knin, le commandant adjoint de l'armée serbe de la Krajina, le général Borislav Djukic, a expliqué que les Serbes entendaient ainsi empêcher les Croates d'utiliser ce pont. La circulation y avait été interdite après l'offensive de dimanche. Ces bombardements sont intervenus après la fixation aux Croates d'un nouvel ultimatum à mardi minuit pour qu'ils se retirent de Maslenica, Zemunik et du barrage de Peruca. Ces trois sites se trouvent en bordure de l'enclave de la Krajina, à l'intérieur d'une zone tampon sous surveillance de l'ONU créée au début de 1992 pour mettre un terme au conflit serbo-croate. – *(Reuter, AP, AFP.)*

BELGIQUE : à l'exception des extrémistes flamands

Les partis politiques rendent hommage au roi défunt

Les messages de condoléances continuent d'affluer du monde entier à Bruxelles, ainsi que les félicitations au nouveau roi Albert II qui doit prêter serment lundi 9 août. La dépouille du souverain défunt sera exposée jeudi et vendredi au château de Laeken pour y recevoir l'hommage de la population. Les obsèques se dérouleront, samedi, à la cathédrale Saint-Michel de Bruxelles, en présence de chefs d'Etat et de gouvernement de nombreux pays, à la notable exception du Zaïre, dont aucun dirigeant n'a été invité en raison de la situation politique confuse qui règne dans ce pays.

BRUXELLES

de notre correspondant

Les funérailles du roi Baudouin, samedi 7 août, seront sans doute une occasion de s'exprimer silencieusement pour ceux des Belges qui veulent encore vivre dans un pays uni, avec un pouvoir incarnant cette unité sans dérive vers un confédéralisme fondé sur les différences linguistiques. Cette « majorité silencieuse », qui attribue aux « politiciens » la responsabilité des querelles entre Flamands et Wallons, a commencé à montrer ses sentiments en installant à ses fenêtres les couleurs nationales noir, jaune, rouge et en se recueillant devant les grilles du palais royal du centre-ville, sans attendre que le corps du roi y soit transporté pour un ultime hommage de la population, jeudi et vendredi.

Le premier ministre, Jean-Luc Dehaene, s'est en partie inspiré de ce mouvement d'opinion à l'occasion de l'hommage rendu au défunt au cours d'une réunion spéciale du Parlement lundi 2 août. *« Nous ne pouvons*, a dit M. Dehaene, *rendre au roi un hommage plus réel et plus durable qu'en faisant fonctionner nos nouvelles institutions, comme il nous y a appelés dans son dernier discours* (le 21 juillet, jour de la fête nationale), *dans un esprit de conciliation, de bonne volonté, de tolérance et de civisme fédéral. C'est dans cette perspective que nous devons nous regrouper autour de son successeur constitutionnel, le prince Albert, dans lequel la Belgique met tout son espoir et toute sa confiance. »*

Deuil national écourté

Les douze députés du Vlaams Blok n'étaient pas présents à la Chambre et cette absence n'est pas passée inaperçue. Elle annonce peut-être un raidissement du parti d'extrême droite flamand, qui est hostile à l'institution royale, parce qu'elle incarne à ses yeux un pays *« artificiel »*, mais qui s'abstenait généralement de s'attaquer à la personne de Baudouin Ier. Le Volksunie (VU), autre parti nationaliste flamand, mais plus mesuré, s'est associé à l'hommage rendu au défunt. Toutefois, certains de ses responsables *« se demandent »* si le règne d'Albert II ne sera pas transitoire, dans la perspective d'une succession incombant ensuite à un roi plus jeune *« dont les pouvoirs seraient redéfinis »*, c'est-à-dire réduits, dans l'esprit du Volksunie.

Albert II prêtera serment lundi 9 août à 15 heures. Le gouvernement avait décrété un deuil national jusqu'au 7 septembre mais à la demande de la reine Fabiola, ce deuil prendra fin dès dimanche soir. La reine a également suggéré que la messe de funérailles, samedi en la cathédrale Saint-Michel de Bruxelles, puisse être ressentie comme un message d'espérance plutôt que comme une manifestation d'affliction spectaculaire. Cela rejoint le désir de ceux qui entendent montrer, samedi, qu'on enterre un roi aimé mais pas la Belgique.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE

SLOVAQUIE

Les négociations sur la formation d'un gouvernement de coalition ont échoué

PRAGUE

de notre correspondant

Les négociations entre le Mouvement pour une Slovaquie démocratique (HZDS) du premier ministre Vladimir Meciar et le Parti national slovaque (SNS) pour la formation d'un gouvernement de coalition ont échoué. Entamées il y a près de deux mois (*le Monde* du 30 juin), les discussions ont tourné court fin juillet alors que l'objectif semblait presque atteint.

Depuis, M. Meciar a accusé son partenaire, Ludovit Cernak, président du SNS et ex-ministre de l'économie de son cabinet jusqu'en mars dernier, d'avoir réclamé 1 million de couronnes (200 000 francs) pour entrer au gouvernement et a refusé de le rencontrer de nouveau. M. Cernak a rejeté catégoriquement cette accusation en expliquant qu'il s'était juste inquiété des 2,2 millions de couronnes (440 000 francs) dus à son parti au titre de la loi sur le financement des partis politiques. L'ex-ministre, tout en reprochant à M. Meciar de « balkaniser » la scène politique, a néanmoins laissé la porte ouverte à une reprise des négociations qui portent sur l'attribution de quatre portefeuilles.

Les discussions ont achoppé sur le refus du SNS de voter une loi proposée par le HZDS qui vise à limiter le mandat des députés démissionnaires du parti sur les listes duquel ils ont été élus, en leur retirant le droit de voter les lois. M. Meciar tient particulièrement à cette loi pour prendre sa revanche sur son ex-ministre des affaires étrangères, Milan Knazko, et six autres transfuges du HZDS, et empêcher toute nouvelle hémorragie dans ses rangs.

D'autre part, les négociations ont buté sur la volonté du SNS de détenir les deux ministères économiques disponibles (vice-premier ministre chargé de la réforme économique et ministre des privatisations). Le HZDS a refusé cette idée par crainte de perdre le soutien des milieux financiers et industriels dont est issu M. Cernak, ancien directeur d'une grande entreprise nationalisée. De plus, M. Meciar espère tirer politiquement profit de l'obtention d'un premier prêt du Fonds monétaire international de 540 millions de francs et les compliments sur l'économie slovaque du président du FMI, Michel Camdessus. Mais l'aggravation attendue pour l'automne de la situation économique et sociale devrait contraindre M. Meciar à chercher un partenaire pour partager le fardeau de la gestion du nouvel Etat slovaque.

MARTIN PLICHTA

Après l'abandon d'un ultime recours juridique

La Grande-Bretagne a ratifié le traité de Maastricht

La Grande-Bretagne a formellement ratifié, lundi 2 août, le traité de Maastricht sur l'Union européenne, quelques heures après l'abandon d'un ultime recours juridique visant à invalider l'ensemble du processus. La levée de ce dernier obstacle a ainsi mis fin à une bataille de quinze mois, qui a miné l'autorité du premier ministre John Major et laissé son Parti conservateur meurtri et divisé.

Ironie de l'Histoire, le dépôt des instruments britanniques de ratification du traité a eu lieu au moment où la crise du système monétaire européen portait un rude coup à une des principales ambitions du texte : la mise en place d'une monnaie unique, objectif que Londres avait toujours refusé d'endosser, au moins à court terme. Cette crise du SME a permis à lord Rees-Mogg, un conservateur qui avait engagé le recours au nom des « euro-sceptiques », de trouver une porte de sortie honorable. Il a estimé inutile de poursuivre le combat alors que *« l'un des principaux piliers de Maastricht était devenu caduc »*. En fait, l'unanimité manifestée en première instance par les trois juges de la Haute-Cour lui laissait peu de chance de l'emporter en appel. Les juges avaient estimé que la voie choisie par le gouvernement était conforme à la pratique constitutionnelle. L'Allemagne, où un recours similaire est examiné par la Cour constitutionnelle, est désormais le seul pays de la CEE à ne pas avoir ratifié Maastricht. Le secrétaire au Foreign Office, Douglas Hurd, a assuré lundi que son pays était déterminé à *« faire fonctionner »* le traité. *« Construire une Europe stable, prospère et pacifique n'a jamais été facile, les récents troubles sur les marchés monétaires le montrent clairement, de même que la série de problèmes internationaux dont la Communauté européenne doit s'occuper »*, a-t-il indiqué dans un communiqué. M. Hurd estime en conséquence que *« le besoin de coopération en Europe est plus fort que jamais »* et que le traité de Maastricht, avec les clauses d'exemption dont bénéficie la Grande-Bretagne, *« est un bon instrument pour y parvenir »*. – *(AFP, Reuter.)*

Selon sa famille

L'état de santé d'Erich Honecker est « stationnaire »

SANTIAGO

de notre correspondant

Des sources proches de la famille d'Erich Honecker, qui aura quatre-vingt-un ans en septembre prochain, ont démenti, lundi 2 août à Santiago, les informations du journal allemand *Sonntagspost* faisant état d'une brusque aggravation de l'état de santé de l'ancien dirigeant est-allemand, qui souffre d'un cancer du foie. D'après le journal chilien *La Segunda*, ces personnes ont nié que M. Honecker, réfugié au Chili avec son épouse depuis la suspension, il y a sept mois, de son procès à Berlin, soit en train d'agoniser, estimant que son état est *« stationnaire »*, les métastases n'atteignant aucun des organes vitaux cités par la publication allemande.

Dans une interview au quotidien *Mitteldeutscher Express*, Friedrich Wolff, avocat de M. Honecker, avait expliqué dernièrement que son client, avec qui il s'était entretenu par téléphone, était désormais trop affaibli pour poursuivre la rédaction de ses mémoires : *« Il est est très gravement malade. (...) Sa voix est très faible. Lui-même se dit très, très faible. Honecker continue de parler clairement mais, physiquement, il n'est plus en mesure de poursuivre la rédaction de ses mémoires »*.

La clinique chilienne de Las Condes, où M. Honecker est soigné dans les services des docteurs Renato Palma et José Miguel Puccio, a cependant publié un communiqué indiquant : *« M. Honecker n'a été hospitalisé qu'en janvier dernier. Depuis lors, il s'est rendu à de simples consultations »*. A la clinique, on signale que le traitement suivi par l'ex-numéro un de RDA n'a pas rendu nécessaire jusqu'ici une nouvelle hospitalisation.

B. A.

PROCHE-ORIENT

La situation dans le sud du Liban et la tournée du secrétaire d'Etat américain

La population souhaite le déploiement de l'armée libanaise

Le secrétaire d'Etat américain Warren Christopher a quitté Alexandrie, mardi 3 août, pour Israël, au terme d'un séjour de vingt-quatre heures en Egypte, dans le cadre d'une tournée qui doit également le mener en Syrie et en Jordanie et dont l'objectif est de relancer le processus de paix israélo-arabe. D'ores et déjà, le chef de la délégation palestinienne aux pourparlers bilatéraux israélo-palestiniens, Haïdar Abdel Chafi, a annoncé qu'il ne rencontrerait pas M. Christopher *« car il n'y a eu aucun changement dans la position américaine »*. En revanche, le chef en titre de tous les délégués palestiniens au processus de paix, Fayçal Husseini, devrait s'entretenir avec le secrétaire d'Etat.

Le premier ministre libanais a confirmé lundi que M. Christopher ne se rendrait pas au Liban. *« Mais il ne faut pas en faire une affaire »*, a commenté Rafic Hariri. Pour des raisons de sécurité, le secrétaire d'Etat exclut généralement Beyrouth de ses tournées dans la région. Il n'empêche que, selon M. Hariri, *« beaucoup de choses sont liées à la tournée du secrétaire d'Etat »*. *« Nous voulons voir ce qu'il apporte avec lui, en particulier en ce qui concerne le Liban »*, a-t-il ajouté.

Israël a poursuivi, lundi, l'allègement de son dispositif militaire dans la *« zone de sécurité »* qu'il occupe au Liban, mais l'artillerie a bombardé, dans la soirée pendant un quart d'heure, le massif de l'Iqlim al-Touffah, un fief du Hezbollah pro-iranien, sans que l'on sache si ce pilonnage était consécutif à des attaques anti-israéliennes. Selon la police libanaise il n'y a pas eu de victime. Dans la journée, le gouvernement libanais avait demandé à l'armée de se tenir prête à se déployer dans le sud du pays, notamment dans la région contrôlée par les « casques bleus » de la FINUL, au nord de la *« zone de sécurité »*, mais les modalités de ce déploiement sont toujours en discussion avec les Nations unies. De retour dans leurs villages bombardés par l'aviation, l'artillerie et la marine israéliennes, tout au long de la semaine dernière, les habitants constatent avec amertume l'étendue des dégâts.

HARISS

de notre envoyée spéciale

Des milliers de maisons éventrées, des cratères de 10 mètres de profondeur, des immeubles de huit étages effondrés comme châteaux de cartes : devant l'étendue du désastre qu'ils constatent à leur retour, les habitants du Liban sud n'ont qu'un mot à la bouche : *« Pourquoi nous ? »*.

« Ce qui s'est passé ici, c'est trop pour un peuple, affirme le maire de Hariss, Souleiman Abou Ahmad. *Surtout ces punitions collectives. S'il y a un problème entre la résistance et Israël, quelle est notre faute ? »* Riche homme d'affaires en Afrique, le maire, qui n'a pas quitté son village pendant les sept jours de bombardements, traduit l'opinion la plus largement partagée au Liban sud, au lendemain d'une semaine d'enfer. *« Ce n'est pas la résistance qu'ils ont combattue, cela n'a rien à voir. Ce qu'ils ont fait est criminel. C'est une guerre sauvage »*, dit de son côté Hikmat Abou Khalil, venu d'Abidjan passer ses vacances dans son village de Qana.

Village mixte, chrétien-chiite, Qana panse ses plaies dans l'unité. Comme dans pratiquement tous les villages, la population n'a qu'un souhait : la venue de l'armée libanaise, synonyme pour tous de la fin du cauchemar, car si les habitants ne contestent pas la résistance dans son principe, ils n'approuvent pas ses méthodes. *« Un pays qui occupe notre terre, c'est normal de le combattre, mais avec un sens des responsabilités »*, affirme Hikmat devant les ruines de sa maison.

« La population hait tous les gens qui ne sont pas avec le gouvernement, affirme le maire, qui a commencé à enregistrer les dégâts subis par ses administrés. *Nous ne voulons pas même un couteau ici, seulement le gouvernement qui doit faire sortir Israël. Nous ne voulons pas d'Israël dans notre pays. Nous avons besoin de liberté pour tout le monde »*.

Les accusations contre le Hezbollah se font le plus souvent discrètes, par peur, mais aussi parce que pour tous aujourd'hui, le « spectacle » des destructions l'emporte de très loin sur l'action, même contestée, de la résistance islamique. *« Cette guerre n'était pas dirigée contre le Hezbollah, mais contre les civils »*, se lamente Youssef Soueïdan, qui a cette fois tout perdu : sa maison, sa vache et son mulet, ses six jerricans d'huile d'olive et ses plants de tomates, desséchés sous des serres déchirées. Youssef, la soixantaine, retient mal les larmes qui coulent sur son visage.

A 5 kilomètres de la zone d'occupation, Yater n'en est pas à son premier bombardement, mais, cette fois, c'est plus de la moitié du village qui est en ruines. Munis de masques, les soldats népalais de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL) aident les habitants revenus à brûler les cadavres des animaux morts, qui dégagent une odeur pestilentielle.

Tout le long de ces petites routes qui serpentent dans les collines, les cortèges funèbres murmurent des versets du Coran. Les villages enterrent leurs morts, tous des gens simples, tués dans leurs maisons. A Siddiqine, les trois victimes, un jeune couple et leur fils de trois ans, buvaient du thé sur leur terrasse, dimanche 25 juillet, quand l'aviation israélienne a frappé. La maison n'est plus qu'un bloc de béton effondré sur lequel, comme partout, la résistance islamique a hissé un drapeau neuf.

A Yater, c'est un vieillard resté seul. A Hariss, deux enfants, leur mère enceinte et un autre enfant, ont été brûlés par une bombe au phosphore, selon le rapport médical. Ils luttent contre la mort à l'hôpital américain de Beyrouth.

L'omniprésence du Hezbollah

Place forte du Hezbollah, Jibchit, près de Nabatiyé, Jbaa et Aïn-Boussouar, dans le massif de l'Iqlim al-Touffah, sont labourés par les bombardements aériens. Des immeubles entiers sont réduits en poussière et au milieu des villages, d'immenses cratères noirs jouxtent des terrains vagues où s'amoncellent des pierres. Au carrefour, des jeunes gens font la quête, dans des boites en carton remplies de billets de mille livres libanaises (3 francs).

Omniprésents, les militants du Hezbollah commentent les dégâts. L'un d'eux, Abdallah K., l'assure : le Hezbollah va aider les gens à reconstruire. *« Nous avons beaucoup de jeunes militants que nous enverrons aider la population à rebâtir ses maisons*, dit-il. *Le gouvernement va aider aussi et peut-être l'Iran. »* Abdallah admet les nombreuses critiques émises contre sa formation mais, demande-t-il, *« que penseraient de nous les gens de la zone occupée si nous ne faisons rien pour essayer de les libérer ? » « Si Israël se retire, il n'y aura plus d'attaques, plus d'opérations »*, ajoute-t-il.

Le prochain déploiement de l'armée libanaise dans les zones jusqu'alors contrôlées par la FINUL, au nord de la zone occupée par Israël, dont le principe a été accepté par le secrétaire général de l'ONU, et le renforcement de ses contrôles dans les régions où la résistance opère, n'inquiètent pas ces militants. *« La Syrie,* affirme Abdallah, *bénéficie de la bataille du Hezbollah. Pour récupérer le Golan, elle fait pression sur Israël à travers nous. Nous avons un but commun et tant qu'il ne sera pas atteint, nous ne sommes pas menacés. Nous avons un accord politique avec la Syrie. »*

Pour l'instant toutefois, l'heure est à l'apaisement et, en accord avec Damas, le gouvernement libanais entend tenir le terrain. Outre le déploiement de l'armée, pour lequel les négociations avec l'ONU ont commencé, le gouvernement de Beyrouth a décidé d'annuler les permis de port d'arme et les laissez-passer délivrés par le ministère de la défense, qui facilitaient le passage des combattants anti-israéliens aux barrages militaires. Déjà lundi soir, trois militants du Hezbollah se sont vu confisquer à un barrage de l'armée leurs kalachnikovs et leurs pistolets.

Reconnu officiellement comme force d'une résistance qui figure désormais dans le programme du gouvernement libanais – et c'est un acquis pour lui –, le Hezbollah va devoir, au moins pour un certain temps, garder un profil bas – un acquis pour l'Etat juif. En attendant, les habitants du Liban sud ont payé très cher le prix d'une guerre qui n'était que très peu la leur.

FRANÇOISE CHIPAUX

Un Israélien tué dans la bande de Gaza

Un employé israélien de l'administration militaire a été tué et six autres Israéliens, dont cinq policiers, ont été blessés, lundi 2 août, lors d'un attentat dans la bande de Gaza, a-t-on appris de source militaire israélienne. Après avoir détourné un autobus de l'Office de secours des Nations unies aux réfugiés de Palestine, un Palestinien a volontairement heurté une jeep de la police, qui s'est renversée, et une voiture de l'administration militaire, dont le conducteur, un inspecteur des impôts, a été tué.

Cette attaque a été revendiquée, par haut-parleur, par des activistes du Djihad islamique circulant en voiture dans le quartier de Sabra, à Gaza. Selon des sources militaires, 166 Israéliens ont été victimes d'attentats palestiniens en Israël et dans les territoires occupés, depuis le début de l'Intifada. – *(AFP.)*

Maxime Lévy élu secrétaire général du Likoud

Maxime Lévy, frère de l'ancien ministre des affaires étrangères, David Lévy, a été élu, lundi 2 août, secrétaire général du Likoud, principale formation de l'opposition. Maire de Lod, près de Tel-Aviv, il a été choisi par 924 voix contre 905 pour le député Shaul Amor et 557 pour Mme Limor Livnat, deux proches du chef du parti, Benjamin Netanyahu.

Cette victoire a été interprétée par les commentateurs politiques comme un « coup dur » porté à M. Netanyahu, qui se trouve en conflit personnel avec David Lévy. M. Netanyahu avait accusé l'ancien chef de la diplomatie d'avoir été à l'origine d'une affaire de chantage politique en exploitant un aspect de sa vie privée. La police n'avait pas été en mesure de prouver ces accusations et avait clos le dossier. – *(AFP.)*

A Alexandrie

M. Christopher estime que les affrontements doivent « servir d'avertissement »

LE CAIRE

de notre correspondant

Le secrétaire d'Etat américain et le président égyptien ont appelé les participants aux négociations de paix sur le Proche-Orient à intensifier leurs efforts pour trouver un compromis. Lors d'une conférence de presse tenue, lundi 2 août, à Alexandrie, au terme de deux heures et demie d'entretiens avec Hosni Moubarak, Warren Christopher a estimé que l'affrontement qui vient d'avoir lieu dans le sud du Liban devrait *« servir d'avertissement sur ce qui pourrait se passer dans la région en cas d'échec du processus de paix »*. Il a précisé que *« le temps des décisions approchait »*, ajoutant qu'il ne s'attendait pas à *« un revirement ou une percée au stade actuel »*. *« Nous cherchons à parvenir à des progrès constants et solides,* a-t-il dit, *grâce à certaines idées et à la rencontre des différentes parties. »*

M. Moubarak a estimé que *« les négociations devaient se poursuivre coûte que coûte »*, souhaitant que *« quelque chose soit réalisé à la fin de l'année »*. Le président égyptien, qui s'apprêtait à rencontrer le chef de l'OLP, Yasser Arafat, a suggéré la création d'un Fonds international pour le développement économique des territoires occupés. Il a proposé que les Etats-Unis, le Japon et les autres pays industrialisés, ainsi que le monde arabe, financent ce projet, qui a l'aval de Washington, et qui pourrait être doté de 100 à 200 millions de dollars.

La visite de M. Christopher semble avoir aussi permis de dissiper un début de malentendu entre Le Caire et Washington à propos de cheikh Omar Abdel Rahman, dont le nom a été cité dans l'affaire de l'attentat contre le World Trade Center à New-York et qui est généralement considéré comme le chef spirituel de la formation intégriste islamiste, la Jamaa Islamiya, en Egypte.

Les autorités du Caire avaient demandé l'extradition du prédicateur égyptien, qui réside aux Etats-Unis, et la presse officieuse, citant le raïs, avait affirmé que Cheikh Abdel Rahman était un agent de la CIA. Cette accusation a été démentie une nouvelle fois de vive voix par M. Christopher devant M. Moubarak. Lors de la conférence de presse, ce dernier a indiqué que les accusations égyptiennes étaient fondées sur des informations de la presse américaine et qu'il préférait *« ne pas faire de commentaire »*. L'affaire paraît désormais close.

Avant l'arrivée de M. Christopher, l'organisation des Frères musulmans avait condamné la position américaine, *« favorable à l'ennemi sioniste et à ses agressions contre le Liban »*.

ALEXANDRE BUCCIANTI

IRAK

Deux diplomates français se rendent à Bagdad auprès d'un prisonnier

Pour rendre visite à Jean-Luc Barrière, un Français condamné à huit ans de prison pour avoir franchi *« illégalement »* la frontière koweïto-irakienne (*le Monde* du 1er juillet), et demander sa libération, deux diplomates français se trouvent à Bagdad depuis le dimanche 1er août.

Eric Nicolas et Pierre-Wladimir Glasman, tous deux en poste en Jordanie, sont les premiers diplomates français à se rendre en Irak depuis la fermeture de l'ambassade de France dans ce pays, au moment de la guerre du Golfe.

« Nous sommes venus voir le prisonnier, auquel nous apportons un colis de sa famille », a expliqué M. Glasman. Les autorités irakiennes *« ont montré beaucoup de bonne volonté »* pour organiser la visite et ont indiqué que la famille de M. Barrière pourrait venir le voir si elle le désirait, a-t-il ajouté. Les deux diplomates comptent également visiter les locaux de l'ambassade de France qu'une mission technique était déjà allée inspecter en novembre dernier. – *(AFP.)*

ASIE

JAPON : isolé sur la scène politique

Le Parti communiste veut attirer l'électorat déçu par les socialistes

Dans la recomposition en cours du paysage politique nippon, une force demeure isolée : le Parti communiste (PCJ). Exclu de l'alliance des forces opposées au Parti libéral-démocrate, à laquelle il est opposé, le PCJ, avec ses quinze députés et onze sénateurs, ne pèsera pas d'un poids déterminant lorsque la Diète se réunira, jeudi 5 août, pour choisir un nouveau premier ministre.

TOKYO

de notre correspondant

Rejetant le candidat de la coalition au poste de premier ministre, Morihiro Hosokawa, le PCJ présentera symboliquement le président du présidium du comité central, Tetsuzo Fuwa, lors de la session extraordinaire de la Diète, qui s'ouvre jeudi 5 août et désignera le nouveau chef du gouvernement. La présence du PCJ à l'extrémité de l'éventail politique peut paraître une survivance anachronique d'un projet révolutionnaire condamné par l'Histoire.

Dans le grand maelström des alliances où l'opportunisme l'emporte sur les programmes et les engagements passés, le PCJ, qui fêtait samedi son soixante et onzième anniversaire, reste ancré sur ses positions. *« Précisément, dans un contexte de reniement généralisé dans lequel le Parti libéral-démocrate est devenu le bouc émissaire de nouvelles forces conservatrices qui, sous l'étendard du réformisme, ne sont en réalité qu'une version aussi corrompue et peut-être plus radicalement orientée à droite du conservatisme, il est important que le PCJ fasse preuve de constance »*, nous a dit M. Fuwa.

A la suite de l'effondrement du bloc communiste, qui s'est traduit pour le PCJ par quelques règlements de comptes avec l'Histoire – expulsion du chef « historique » et président d'honneur du parti, Sanzo Nosaka, considéré comme un agent du Kremlin et responsable de la dénonciation d'un militant, accusé d'espionnage et exécuté par les Soviétiques, – la représentation communiste au Parlement a été légèrement entamée. Le PCJ maintient néanmoins, en gros, ses positions depuis une dizaine d'années. Aux législatives du 18 juillet, il n'a perdu qu'un siège, bénéficiant de 7,7 % des votes exprimés. Aux sénatoriales de juillet 1992, il avait en revanche perdu trois sièges.

Pourra-t-il, comme l'espèrent ses dirigeants, constituer un pôle de rassemblement d'une gauche en train de se défaire avec l'accentuation du virage à droite du Parti socialiste (PSJ), dont la participation à la coalition implique *de facto* le renoncement à ce qui fit son identité ? Dans la lutte avec les socialistes pour le contrôle de ce qui reste du syndicalisme de gauche, le PCJ commence à attirer des dirigeants régionaux déçus.

Pour M. Fuwa, *« le PSJ a changé de nature et ne s'en relèvera pas »*, alors que la *« mue »* du conservatisme *« représente un danger plus grand que jamais de voir remis en cause les principes constitutionnels qui ont guidé le Japon depuis la guerre »*. *« La voie est tracée pour une large force conservatrice monopolisant le pouvoir et introduisant des réformes que la gauche a toujours combattues »*, estime, pour sa part, Koichiro Ueda, sénateur et vice-président du PCJ.

Non au grand « maquillage »

Selon M. Ueda, le PCJ n'a rien à gagner à participer à ce grand *« maquillage »* en renonçant, par exemple, à son nom : *« Ce qui signifierait jeter l'idée communiste aux orties. Le PSJ a viré à droite au cours de cette campagne électorale et il a essuyé une défaite retentissante »*, ajoute-t-il.

Lors de son dernier congrès, en 1990, le PCJ a réaffirmé qu'il s'est opposé au stalinisme (il a rompu ses relations avec Moscou en 1966). Il maintient néanmoins son attachement au *« socialisme scientifique »* de Lénine. Se félicitant de la fin de l'*« hégémonie soviétique »*, il critique les tentations social-démocrates apparues chez certains PC européens. Son projet politique consiste cependant à chercher à appliquer le marxisme à la spécificité japonaise.

Pour certains commentateurs, le PCJ, accroché à ses convictions, se contente de se replier dans un superbe isolement qui lui évite d'avoir à faire face aux évolutions sociales et internationales. Epargné par les scandales qui affectent tous les partis, il tire une force, certes marginale sur le plan national mais substantielle localement, moins de son idéologie que d'un travail social à la base.

Sa machine politique aux profondes ramifications lui permet une action originale auprès des catégories les plus défavorisées. Grâce à ce militantisme de proximité, et au message social finalement peu idéologique qu'il véhicule, le PCJ pourra-t-il toucher davantage les jeunes ? C'est en tout cas ce que visent ses dirigeants.

PHILIPPE PONS

Une visite à Paris du ministre des affaires étrangères

Le Pakistan dément avoir la bombe atomique

« Nous n'avons pas la bombe atomique, et nous ne souhaitons pas la produire », a affirmé, lundi 2 août, lors de son passage à Paris, le ministre pakistanais des affaires étrangères. M. Abdul Sattar a toutefois ajouté que son pays *« dispose d'une certaine capacité, d'un certain potentiel nucléaire. Mais la décision de notre gouvernement est ferme : nous n'avons aucun désir de changer ce potentiel en réalité. »* Par ces propos, il répondait aux affirmations de l'ancien chef d'état-major et responsable du programme nucléaire pakistanais, le général Aslam Beg, indirectement confirmées par l'ex-président Ghulam Ishaq Khan, et selon lequel le Pakistan disposait de l'arme atomique depouis 1987 (*le Monde* du 26 juillet). Des informations largement confirmées de sources non pakistanaises.

M. Sattar a estimé que le général Aslam Beg avait fait ces déclarations dans le cadre de la campagne pour les élections d'octobre prochain, et qu'il avait l'ambition de se faire élire à la présidence de la République. Il a rappelé la position de son gouvernement selon laquelle le sous-continent indien tout entier doit être dénucléarisé et non pas le seul Pakistan. *« Nous n'acceptons pas que les pressions (internationales) soient dirigées exclusivement contre le Pakistan »* alors que l'Inde a fait exploser un engin nucléaire en 1974, a-t-il enfin déclaré.

Le ministre pakistanais se trouve à Paris au sein d'une délégation de pays membres de l'Organisation de la conférence islamique (OCI) chargés d'informer les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies des inquiétudes des pays musulmans sur la situation en Bosnie. La délégation – composée des ministres des affaires étrangères du Pakistan, du Sénégal, de la Tunisie et de la Turquie, ainsi que du secrétaire général de l'OCI – devait être reçue mardi après-midi par Alain Juppé, avant de se rendre à Londres mercredi. Plusieurs membres de l'OCI, dont le Pakistan, la Malaisie, la Tunisie et le Bangladesh ont proposé au secrétaire général de l'ONU de mettre des troupes à sa disposition.

P. de B.



…niste veut attirer
par les socialistes

…tan dément avoir
…mbe atomique

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : le massacre de Tembisa

Le banditisme se mêle à la violence politique

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Les circonstances du massacre qui, selon un dernier bilan, a fait trente-trois morts à Tembisa, une cité noire proche de Johannesburg (*le Monde* du 3 août), montrent une nouvelle fois la difficulté de faire une distinction entre criminalité et violence politique dans les ghettos sud-africains.

Selon le Congrès national africain (ANC), les affrontements ont commencé à Tembisa lorsque les membres d'un gang, baptisés « *toasters* », se sont réfugiés dans un foyer pour travailleurs migrants zoulous, après avoir attaqué les habitants de la cité. L'un des leurs ayant été tué, un groupe de quelque deux cents Zoulous s'est vengé en dévastant les habitations voisines et en tuant leurs occupants.

Fin mars, le *City Press* de Johannesburg, un journal du dimanche destiné à la communauté noire, s'inquiétait de ce que le même gang des « *toasters* », connu par les habitants de Tembisa pour ses activités criminelles – allant du vol de voiture au viol et au meurtre – venait de passer sous le contrôle de l'Inkatha. Selon un membre du gang, cette décision avait été prise après qu'un dirigeant local de l'ANC eut tué l'un de ses camarades qui avait refusé de se joindre à une unité d'autodéfense. La perspective de futurs actes de vengeance justifiait, aux yeux du gang, la recherche d'une protection auprès de l'Inkatha, et donc des travailleurs du foyer de Vusimuzi.

Il semble que se dessine ainsi une dynamique d'allégeances aussi complexes qu'instables – et donc explosives. L'utilisation et l'intégration d'éléments criminels par les différents corps politiques a toujours existé en Afrique du Sud, qu'il s'agisse des mouvements de libération, de l'Inkatha, de la police ou de la fameuse « troisième force » que l'ANC accuse de vouloir déstabiliser le pays. Mais, au-delà du cas récent de Tembisa, le fait que les actions des gangs puissent plonger toute une communauté dans un état de guerre civile, en l'espace de quelques heures, témoigne de l'extrême tension qui règne actuellement dans toutes les cités noires sud-africaines. – *(Intérim.)*

Mutebi II couronné

Suite de la première page

La filiation matrilinéaire des rois bagandais et la tradition qui leur interdit de se marier au sein de leur propre clan permettent à chaque famille d'espérer produire un jour un monarque. Peut-être est-ce là le secret de la longévité de la dynastie bagandaise.

Sous un ciel soudain noirci par l'orage, alors qu'un vent violent faisait trembler les arbres centenaires de la colline, le couronnement a été annoncé au monde par un roulement de tambour auquel a répondu la clameur des centaines de milliers de personnes venues célébrer, dans une ferveur quasi religieuse, le retour du *kabaka* (roi).

Des cérémonies œcuméniques

Mutebi II est alors sorti de l'enceinte royale, juché sur les épaules d'un homme du clan Embogo (buffles), et suivi par la princesse Nabaloga, assise à sa droite durant toute la cérémonie. Selon la tradition, elle partagera le pouvoir avec son frère. Ce dernier a traversé une foule en délire avant d'entamer la partie religieuse de son intronisation.

Après avoir été couronné par le chef de son clan, il devait l'être par le chef de l'Eglise protestante d'Ouganda. Les dignitaires catholiques, orthodoxes et musulmans assistaient à cette cérémonie somme toute œcuménique, tant du point de vue religieux que du point de vue ethnique. Les souverains des trois autres royaumes du pays (Bunioro, Toro, Ankde) ainsi que le chef des Basogas avaient été invités aux côtés de la famille royale du Swaziland. Chose plus rare encore, des danseurs acholis, une tribu du Nord, ont présenté leurs hommages au nouveau souverain. Le président Yoweri Museveni, chaleureusement applaudi par une foule visiblement reconnaissante, était au premier rang. Le chef de l'Etat a voulu la restauration de la royauté bagandaise au nom de la renaissance culturelle de l'Ouganda.

Emporté par son enthousiasme, un serviteur du roi hurle à l'adresse du président : « *Nous n'avons pas besoin de multipartisme !* » Celui qui a renversé le régime pluraliste du président Milton Obote en janvier 1986, après six ans de guérilla, ne craint pas d'affirmer publiquement que les Ougandais ne sont pas encore mûrs pour un système réellement démocratique. Il rappelle volontiers que les rivalités échevelées des partis, depuis l'indépendance, ont profondément divisé le pays.



Pressé par le Congrès du peuple ougandais (CPO, protestant) et le Parti démocratique (PD, catholique) d'abolir son système sans parti – les candidats aux élections se présentent à titre individuel –, le chef de l'Etat s'est réservé la possibilité de convoquer un référendum dans les mois prochains pour demander aux Ougandais s'ils souhaitent un retour immédiat (sous-entendu : ou différé) du multipartisme. A en croire les observateurs, il n'est pas sûr que le « oui » l'emporte, tant la population a été marquée par les rivalités ethniques, et surtout religieuses, entre le CPO et le PD.

En restaurant l'autorité culturelle du roi, Yoweri Museveni porte définitivement l'estocade à Milton Obote, qui avait aboli les monarchies en 1967. Et, du même coup, il tente de s'attacher le soutien des Bagandais (25 % des 16,5 millions d'Ougandais) dans la perspective d'un référendum ou d'un retour au pluripartisme d'ici un an. L'Assemblée constituante, qui sera élue dans quelques mois, n'aura pas eu à statuer sur la question.

« Une bonne opération à court terme »

Selon certains, le geste du président est l'aboutissement d'une promesse qu'il avait faite à Mutebi, lorsque celui-ci lui avait rendu visite alors qu'il guerroyait encore contre le régime Obote à partir du pays bagandais. « *C'est une bonne opération à court terme*, estime un diplomate occidental, *mais d'ici quelques années il risque d'être confronté aux monarchistes radicaux qui rêvent d'un retour à l'ordre ancien dans lequel le roi retrouverait ses pouvoir d'antan, au besoin dans un cadre fédéral.* »

Le Conseil national de résistance (CNR, Parlement) a voté, début juillet, un amendement à la Constitution autorisant la restauration des royautés et la restitution de leurs biens confisqués en 1966. « *Nous avons besoin de raviver nos traditions culturelles* », expliquait alors le chef de l'Etat, en évoquant néanmoins l'inopportunité des rêves de grandeur inutiles et de la glorification d'un supposé âge d'or « *incapable de nous protéger de l'envahisseur étranger* ».

Double allégeance

Pour l'heure, le roi des Bagandais a récupéré ses propriétés foncières, aujourd'hui occupées par des milliers de paysans, ainsi que le palais de Bulangé, à Kampala, où l'armée s'était installée pendant vingt ans. Quant au palace de Lubiri, l'état-major militaire a promis de s'en retirer d'ici quatre ans, lorsqu'un nouveau quartier général aura été bâti.

Plus que de voir les autres tribus réclamer davantage d'autonomie au gouvernement central, le président Museveni doit aujourd'hui se méfier des conservateurs bagandais. Certains d'entre eux se sont déjà élevés contre cette restauration en demi-teinte, qui confine le roi dans un rôle culturel alors qu'autrefois « *sa parole était loi* ». D'autres, plus discrets, affichent leur satisfaction, mais précisent en aparté que « *la reconquête du pouvoir politique se fera graduellement* ». Le camp des modérés estime pourtant que la Constitution de 1962 contenait déjà les germes d'un conflit monarco-républicain, puisqu'elle accordait une certaine autonomie aux anciens royaumes et la présidence de l'Etat au puissant roi du Baganda de l'époque, Mutesa II, qui avait, de plus, créé son propre parti.

Même les Bagandais, qui veulent voir désormais une complémentarité entre le roi et le président, paraissent embarrassés lorsqu'ils expliquent la double allégeance à laquelle ils sont confrontés. D'autant qu'ils retirent de leur longue histoire, et de leur dynamisme économique, un sentiment de supériorité qui invite à « *montrer l'exemple* ». Mutebi II semble vouloir limiter son rôle au domaine culturel et ne pas interférer avec les autorités civiles du pays. Mais il est difficile de prévoir quelle tendance l'emportera au sein du Lukkiko, le Parlement bagandais, véritable centre du pays, même si le président Museveni a clairement fixé les limites de la restauration de la royauté.

JEAN HÉLÈNE

A TRAVERS LE MONDE

AFGHANISTAN

Kaboul défendra sa frontière contre la Russie

Le gouvernement afghan a refusé d'évacuer ses populations du Nord, comme le lui demandait la Russie, et défendra sa frontière avec le Tadjikistan contre les attaques des forces russes, a-t-on appris, lundi 2 août, à Kaboul. Radio-Kaboul a affirmé que Moscou avait pressé l'Afghanistan d'évacuer les populations vivant dans le nord du pays, près de la frontière tadjike, où ont lieu des affrontements sporadiques. Le ministre afghan des affaires étrangères a qualifié la proposition russe d'« *irresponsable* », ajoutant que son pays défendrait ses citoyens des attaques russes menées contre des rebelles tadjiks à la frontière afghane. – *(AFP.)*

ALGÉRIE

Sabotages en série

Plusieurs sabotages commis par des « *groupes armés* » ont visé, dans la nuit du samedi 31 juillet au dimanche 1er août, des édifices publics à Batna et à Constantine, dans l'est du pays, a-t-on indiqué, lundi, de source officielle. Quatre attentats à la bombe avaient, d'autre part, détruit, dans la nuit de jeudi à vendredi, trois transformateurs électriques à Alger et endommagé une voie ferrée à el-Harrach, dans la banlieue de la capitale.

Deux attentats au moins avaient été commis contre des voies ferrées, notamment, au mois de février dernier, près de Tiaret, provoquant le déraillement d'un train de marchandises et causant la mort de deux cheminots. Sept personnes, soupçonnées de ces actes de terrorisme, ont été condamnées à mort, dimanche, par la Cour spéciale d'Oran. Depuis leur entrée en fonctions, le 22 février dernier, les trois Cours spéciales d'Alger, d'Oran et de Constantine ont prononcé 132 peines capitales.

Par ailleurs, un fonctionnaire de la préfecture de Jijel, à 360 kilomètres à l'est d'Alger, a été assassiné, dimanche, à la terrasse d'un café, par un homme qui a réussi à prendre la fuite. – *(AFP.)*

CAMBODGE

Nouvelles attaques khmères rouges contre l'ONU

Alors que les premiers « bérets bleus » de l'Autorité provisoire des Nations unies au Cambodge (APRONUC) ont entamé, lundi 2 août, leur retrait du territoire khmer, les Khmers rouges ont intensifié leurs attaques. Un contingent de soldats tunisiens stationné dans la province centrale de Kompong-Chhnang a quitté ses positions et est parti pour la Thaïlande. Les vingt mille « bérets bleus » auront évacué le Cambodge d'ici au 15 novembre.

L'APRONUC a d'autre part « *considéré comme très graves* » l'attaque et l'occupation dimanche de l'un de ses postes de contrôle dans la province de Preah-Vihear, à la frontière thaïlandaise, et a l'intention de « *demander aux autorités de Bangkok de participer à l'enquête* » (*le Monde* du 3 août). En effet, des soldats thaïlandais présents ont filmé la scène mais ne sont pas intervenus.

Sur le Mékong, quatre bateaux de l'APRONUC ont essuyé à deux reprises des coups de feu en passant devant un poste khmer rouge entre Kratié et Stung-Treng ; les « bérets bleus » ont riposté, tuant un assaillant. Enfin, lundi des inconnus, soupçonnés d'être des Khmers rouges, ont attaqué le train reliant Sihanoukville à Phnom-Penh, tuant dix personnes et en blessant trente. – *(AFP, AP.)*

SAHARA OCCIDENTAL

M. Boutros-Ghali propose un compromis pour le référendum d'autodétermination

Le secrétaire général de l'ONU a proposé au Maroc et au Front Polisario un compromis portant sur l'interprétation des critères d'identification des Sahraouis habilités à voter au référendum d'autodétermination que les Nations unies ont l'intention d'organiser au Sahara occidental. « *Il est urgent de faire accepter le compromis* » par le Front Polisario, écrit Boutros Boutros-Ghali dans un rapport adressé, lundi 2 août, au Conseil de sécurité, précisant que le Maroc l'a finalement accepté « *sous sa forme actuelle* », tandis que le Front Polisario « *a proposé plusieurs amendements au texte* ».

M. Boutros-Ghali, qui s'était rendu dans la région au début du mois de juin, retient cinq critères d'admissibilité pour participer au référendum d'autodétermination. Des négociations directes – une réunion entre les parties a eu lieu à El-Ayoune, au Sahara occidental, à la mi-juillet – « *faciliteront, il faut l'espérer, l'application du plan de règlement* », indique le secrétaire général de l'ONU, ajoutant que des progrès « *en ce qui concerne l'inscription des électeurs, qui a pris un bon départ* », représentent « *un autre pas en avant* ». – *(AFP.)*

ROUMANIE

Grève des mineurs de la vallée du Jiu

Le syndicat des mineurs de charbon de la vallée du Jiu, dans le sud-ouest du pays, a déclenché une grève, lundi 2 août, pour amener le gouvernement à accepter ses revendications salariales. Ce syndicat réclame des salaires mensuels compris entre 146 000 et 224 000 lei (environ 1 100 et 1 700 francs), alors que le gouvernement n'est disposé à offrir qu'un salaire d'environ 166 000 lei, selon le ministère de l'industrie. Le revenu moyen en Roumanie est de l'ordre de 50 000 lei.

Selon le dirigeant de ce syndicat, Miron Cosma – qui, en septembre 1991, avait conduit des groupes de mineurs lors de leur violente descente sur Bucarest et qui avait provoqué la chute du premier ministre de l'époque, Petre Roman, – ces revendications sont « *justifiées* » par le budget rectificatif pour 1993 qui prévoit une augmentation de 35 milliards de lei des subventions d'Etat pour l'extraction de charbon. Le chef du gouvernement, Nicolae Vacaroiu, a lancé un « *appel à la compréhension* » aux mineurs, indiquant que l'Etat ne pouvait accepter leurs revendications. – *(AFP.)*

EN BREF

□ **ANGOLA : l'armée gouvernementale a repris l'offensive.** – Les forces gouvernementales, qui ont lancé une offensive en direction de Huambo, la capitale des hauts plateaux, à la mi-juillet, viennent notamment de reprendre aux troupes de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) la municipalité de Waku-Kungo, au nord de Cuito, ainsi que Cubal et Ganda, deux localités à mi-chemin entre la côte et Huambo. L'UNITA resserre cependant son étau sur Cuito et Menongue, dont elle fait le siège depuis sept mois. Selon la radio officielle, au moins cinquante-cinq civils ont été tués par des hommes de l'UNITA à Menongue au cours du week-end. – *(AFP, Reuter.)*

□ **INDE : couvre-feu dans la capitale du Cachemire.** – Les autorités indiennes ont imposé un couvre-feu dans la capitale du Cachemire, Srinagar, lundi 2 août, à la suite de manifestations populaires contre la répression. La population est descendue dans la rue en chantant des slogans islamiques et favorables à l'indépendance du territoire après le meurtre, dimanche, par les forces de l'ordre, d'un gamin de huit ans et de ses parents. Une enquête a été ouverte sur les circonstances de leur mort. – *(UPI.)*

□ **MADAGASCAR : difficultés pour le choix d'un premier ministre.** – L'assemblée nationale a été convoquée en session spéciale, mardi 3 août, afin de choisir un premier ministre, le groupe parlementaire des Forces Vives (majoritaire) ayant récusé la candidature de Roger Ralison, proposée par le parti. Les parlementaires ont cependant confirmé le choix, à la présidence de l'assemblée, du pasteur Richard Andriamanjato. Celui-ci reste néanmoins candidat au poste de premier ministre, de même que Daniel Ramaromisa et Henri Easamoelina, ainsi que, officieusement, Francisque Ravony et Tovonanahary Rabetsitonta. – *(AFP.)*

□ **MALI : l'ancien aide de camp de Moussa Traoré inculpé.** – Le quotidien *l'Essor* a fait état, lundi 2 août, de l'inculpation de l'ancien aide de camp de l'ex-président Moussa Traoré, le lieutenant-colonel Oumar Diallo, arrêté le 26 juillet en compagnie de trois personnes, le commandant Djiby Dia, le lieutenant Djiby Coulibali et un homme d'affaires, Abdoulaye Traoré, dans le cadre des enquêtes menées en vue du procès pour crimes économiques de l'ancien président. M. Diallo est accusé d'avoir effectué des transferts de fonds sur son compte au Crédit lyonnais de Monaco. – *(Reuter.)*

□ **NICARAGUA : plus de mille rebelles rendent leurs armes.** – Quelque 1 100 rebelles nicaraguayens ont accepté de déposer leurs armes en se rendant dans des zones de sécurité, a annoncé, lundi 2 août, le ministre de l'intérieur. Environ 700 anciens militaires sandinistes (*recompas*) et 400 anciens rebelles opposés au régime sandiniste (*recontras*) sur un total de 1 400 rebelles armés auraient répondu à l'ultimatum du gouvernement pour bénéficier d'une amnistie. Cette dernière mesure ne s'appliquera pas aux chefs des sandinistes des Forces punitives de gauche (FPI), considérées comme responsables de l'assassinat, en novembre, de l'homme d'affaires Arges Sequeira, et du Front révolutionnaire ouvrier paysan (FROC), qui a effectué le 21 juillet une sanglante incursion militaire à Esteli. – *(AFP.)*

□ **POLOGNE : décès d'Edward Raczynski, ancien président en exil.** – Edward Raczynski, un ancien président polonais en exil, est mort, vendredi 30 juillet, à Londres à l'âge de cent deux ans. Descendant d'une grande famille aristocratique, Edward Raczynski avait été ambassadeur de Pologne en Grande-Bretagne de 1934 à 1945 et dirigé entre 1941 et 1943 le ministère des affaires étrangères du gouvernement polonais en exil. Entre 1979 et 1986, il avait également assumé les fonctions de président de la République en exil. – *(AFP.)*

□ **SINGAPOUR : menaces gouvernementales contre « The Economist ».** – Le gouvernement singapourien a annoncé, lundi 2 août, que la circulation de *The Economist* dans l'île serait réduite d'office si l'hebdomadaire britannique refusait de publier une lettre dans ses colonnes. Les autorités locales, très sensibles aux critiques de la presse internationale, et qui ont, dans le passé, réduit d'office la circulation de journaux tels que *Time*, l'*Asian Wall Street Journal*, la *Far Eastern Economic Review* ou *Asiaweek*, n'ont pas apprécié la publication dans *The Economist* d'un article écrit par un opposant, J. B. Jeyaratnam, et exigent, sous peine de sanctions économiques, la publication d'un droit de réponse. – *(UPI.)*

□ **TUNISIE : élargissement du bureau politique du parti au pouvoir.** – Au lendemain du congrès du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), le président Ben Ali a décidé, lundi 2 août, de porter de sept à douze le nombre des membres du bureau politique. Le premier ministre, Ahmed Karoui, en sa qualité de vice-président du RCD, Chedli Neffati, en tant que secrétaire général, et les cinq autres anciens membres de cette instance, conservent leurs fonctions. Ils seront rejoints par les ministres des affaires étrangères et de la justice, Habib Ben Yahia et Sadok Chaâbane, ainsi que par un conseiller du chef de l'Etat et deux cadres du parti, dont, pour la première fois, une femme. – *(Corresp.)*

L'enquête sur la tentative de subornation de témoin après le match VA-OM

Le témoignage de Jacques Mellick comporterait d'importantes imprécisions

L'enquête sur la subornation de témoin dont aurait fait l'objet l'ancien entraîneur de Valenciennes Boro Primorac lors de l'entrevue qu'il dit avoir eu le 17 juin avec Bernard Tapie entre dans une phase décisive.

Selon les enquêteurs, le témoignage tardif de l'ancien ministre socialiste Jacques Mellick, affirmant qu'il était ce jour-là dans les bureaux de M. Tapie et qu'il n'a *«jamais croisé Primorac»* ne remet pas définitivement en cause les accusations de M. Primorac. Les contradictions restent en effet nombreuses à propos du déroulement précis des événements de ce début d'après-midi du 17 juin.

Bernard Tapie a-t-il oui ou non rencontré Boro Primorac, l'ancien entraîneur de Valenciennes, le 17 juin, dans les locaux parisiens du groupe Bernard Tapie Finances (BTF), avenue de Friedland ? Cette question est au cœur de «l'affaire dans l'affaire», autrement dit de l'enquête sur la tentative de subornation de témoin dont M. Primorac affirme avoir fait l'objet de la part de M. Tapie par l'intermédiaire d'un restaurateur corse, André-Noël Filippeddu. Des accusations que M. Tapie a toujours réfutées, affirmant qu'il n'avait pas rencontré M. Primorac le 17 juin en début d'après-midi. A l'évidence, l'un des deux hommes dit la vérité et l'autre ment.

La sérénité des enquêteurs

L'enjeu de ces investigations est clair : si, comme l'assure Boro Primorac, on lui a ce jour-là proposé de «porter le chapeau» dans l'affaire du match Valenciennes-Marseille en affirmant que c'est en fait le club nordiste qui avait tenté de «négocier» un match nul, si tout cela est vrai donc, et bien la culpabilité de l'OM et de ses principaux dirigeants (M. Tapie et Jean-Pierre Bernès, directeur général du club marseillais au moment des faits) ne fera plus de doute.

On n'en est pas là. L'enquête en cours, menée par le juge Bernard Beffy – déjà en charge du volet «corruption» – a même connu un rebondissement, samedi 31 juillet, avec la révélation par *le Point* d'un fait nouveau : le 17 juin, en début d'après-midi, à l'heure où Boro Primorac affirme avoir rencontré M. Tapie, ce dernier se trouvait bien dans ses bureaux de l'avenue de Friedland mais il était en compagnie du maire socialiste de Béthune, Jacques Mellick, ancien ministre de la mer et ancien secrétaire d'État à la défense (*le Monde* daté 1er-2 août). Cet «allibi» surprise est-il de nature à remettre définitivement en cause le témoignage de Boro Primorac ? Le président de l'OM et ses défenseurs veulent s'en convaincre mais il n'en est rien.

Selon nos informations, ces nouveaux éléments, confirmés par MM. Tapie et Mellick, n'ont pas suscité, loin s'en faut, un grand émoi chez les enquêteurs. Ceux-ci s'interrogent surtout sur le caractère pour le moins tardif de ce témoignage. Pourquoi M. Tapie est-il resté si longtemps silencieux (il le serait peut-être encore si l'information n'avait pas été révélée) alors que l'affaire du match Valenciennes-OM avait pris une telle ampleur au mois de juillet qu'un allibi aussi solide aurait fait bel effet ? Les arguments de M. Mellick (*«Je ne suis ni flic, ni magistrat, ni voyeur»*), comme ceux de M. Tapie (*«Primorac ayant changé deux fois de version, j'ai voulu le laisser venir et s'enferrer»*) ne suffisent pas à répondre à cette question.

La sérénité des enquêteurs tient surtout au fait que le déroulement précis des événements n'est pas encore établi avec certitude. Ils vont donc s'efforcer de savoir si M. Tapie a eu ou non le temps de rencontré Boro Primorac pendant une dizaine de minutes avant son entrevue avec M. Mellick. Si l'on tient compte des multiples contradictions qui apparaîssent dans les différents témoignages à propos des horaires, les deux entrevues ne sont pas obligatoirement incompatibles.

L'ancien entraîneur de Valenciennes affirme avoir déjeuné ce jour-là au restaurant le Fouquet's en compagnie de M. Filippeddu et d'un mystérieux troisième homme que les policiers cherchent toujours à identifier (*le Monde* du 20 juillet). Les trois hommes se seraient ensuite rendus avenue de Friedland, au siège de BTF, ce que nie M. Filippeddu. Boro Primorac situe *«vers 15 heures»* cette visite au bureau du président de l'OM sans pouvoir apporter davantage de précisions.

Bernard Tapie, lui, est plus précis. Vendredi 30 juillet, il déclarait à l'Agence France-Presse : *«Ce jour-là, j'avais rendez-vous à 14 h 30 avec Jacques Mellick. Il s'agissait d'organiser une tournée politique dans le Pas-de-Calais.* (...) *Auparavant, j'avais déjeuné à TF1 avec Charles Villeneuve. Contrairement à ce qui a été dit jusqu'à présent, j'ai quitté TF1 en fait vers 14 h 35 et, dix minutes plus tard, je suis arrivé à BTF. Mais, mon rendez-vous avec Jacques Mellick était à 14 h 30 et la réunion a commencé sans moi, Mellick, accompagné de son attaché parlementaire, discutant avec un de mes collaborateurs, Jean-Pierre Deck. Je les ai rejoints et notre réunion a duré jusqu'à 15 h 25.»*

Divers décalages surprenants

Le président de l'OM aurait donc quitté le siège de TF 1, à Boulogne, *«vers 14 h 35»*. Le journaliste Charles Villeneuve situe quant à lui ce départ *«vers 14 h 45 ou 14 h 50»*. Ces quelques minutes de décalage peuvent aisément s'expliquer par le fait que personne ne regarde sa montre assez souvent pour se souvenir de ses faits et gestes à la minute près. Mais les enquêteurs mettront sans doute à contribution la mémoire des différents protagonistes pour éclaircir d'autres zones d'ombre dans le «timing» de ce début d'après-midi.

Ainsi, les déclarations de M. Mellick sont-elles sujettes à variation. Selon *le Point*, dont les journalistes avaient joint M. Mellick pour avoir confirmation de leurs informations, il serait arrivé avenue de Friedland peu avant 15 heures *«avec deux ou trois minutes d'avance»*. Or, samedi 31 juillet au matin, le maire de Béthune nous déclarait *«je suis arrivé sur place un peu après 14 h 30»* avant de dire, lors d'une conférence de presse, qu'il s'était présenté avenue de Friedland *«entre 14 h 15 et 14 h 30»*.

Ces divers décalages (15 h, 14 h 30, 14 h 15...) peuvent surprendre. Une certitude : dans l'hypothèse d'une arrivée sur place *«peu avant 15 h»* (la version du *Point*), M. Tapie a très bien pu rencontré Boro Primorac pendant une dizaine de minutes (entre 14 h 50 et 15 h) avant de retrouver l'ancien ministre.

En dépit de ce témoignage tardif, les enquêteurs persistent donc à accorder un certain crédit aux accusations de Boro Primorac. L'ancien entraîneur de l'équipe de Valenciennes a fourni des détails qui semblent indiquer qu'il s'est bien rendu dans les locaux de BTF. Contrairement à ce que prétend Me Francis Szpiner, l'un des avocats de M. Tapie, Boro Primorac n'a pas *«changé plusieurs fois de version»*, il a simplement été amené à préciser ses propos, à donner des détails sur les locaux de BTF (ce qu'il voyait depuis le fauteuil où il était assis), au sujet de la secrétaire qui l'a l'accueilli, des caméras de surveillance ou encore du café qui lui a été servi.

Un élément pourrait s'avérer déterminant : Boro Primorac prétend aussi qu'au cours de son entrevue avec Bernard Tapie celui-ci aurait reçu un appel téléphonique du nouvel entraîneur de l'OM, Marc Bourrier. L'hôtel alésien où se trouvait ce jour-là M. Bourrier n'étant pas équipé d'un standard informatisé permettant de répertorier tous les appels et leur destinataire, les enquêteurs ont demandé aux Télécoms d'effectuer des recherches. Le résultat de ces recherches, qui ne posent aucun problème technique, n'est pas encore connu et ne devrait pas l'être avant plusieurs semaines.

Audition de André-Noël Filippeddu

Les défenseurs du président de l'OM s'emploient pourtant d'ores et déjà à anticiper une éventuelle confirmation de cet appel. Interrogé lundi 2 août par l'AFP, Me Szpiner déclarait : *«Primorac a fait état très tardivement de ce coup de téléphone. Lors de ses premières auditions, il n'en avait parlé ni au procureur, ni au juge d'instruction. Or, effectivement, depuis des mois et pas seulement le 17 juin, il y a eu de très nombreux coups de téléphone entre Alès et BTF. Mais ceux qui ont dû rafraîchir la mémoire de Primorac ignoraient simplement qu'un des membres du cabinet de Bernard Tapie avait de nombreuses raisons de recevoir des communications téléphoniques venant d'Alès.»*

L'enquête sur l'éventuelle subornation de témoin entre donc dans une phase décisive. Le juge Bernard Beffy doit entendre André-Noël Filippeddu, mercredi 4 août, à Valenciennes. Il pourra également poursuivre ses investigations concernant l'affaire de corruption présumée : le procureur général de la Cour de cassation, Pierre Truche, a refusé, lundi 2 août, de transmettre à la Cour de cassation la requête en dessaisissement du tribunal de Valenciennes présentée par Jean-Pierre Bernès.

PHILIPPE BROUSSARD

□ **Jorge Burruchaga est reparti en Argentine.** – L'Argentin Jorge Burruchaga, footballeur valenciennois mis en examen pour «corruption passive» dans le cadre de l'affaire du match Valenciennes-Olympique de Marseille, est rentré dans son pays, dimanche 1er août. Il a bénéficié d'une «mainlevée partielle» de son contrôle judiciaire l'autorisant à quitter le territoire français. Jorge Burruchaga demeure néanmoins à la disposition de la justice française.

Selon une étude des Nations unies

L'épidémie de sida touche de plus en plus les jeunes filles de quinze à vingt-cinq ans

Le sida affecte désormais les femmes dans des proportions voisines, voire supérieures à celles des hommes. Dans certains pays, ce sont les adolescentes et les jeunes filles de moins de vingt-cinq ans qui connaissent le taux le plus rapide de contamination par le virus. Ce phénomène qui, jusqu'à présent, constituait la caractéristique des pays en voie de développement, notamment africains et asiatiques, est aujourd'hui observé dans certaines nations occidentales. Telle est la double constatation issue de la dernière étude sur la propagation de la pandémie réalisée par le Programme des Nations unies pour le développement économique et social (PNUD), l'une des institutions de l'ONU.

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondant

A la fin du mois de juillet, le CDC (Centers for Disease Control) d'Atlanta indiquait que le nombre de femmes atteintes par le sida aux Etats-Unis (où elles constituaient en 1992 environ 14 % des cas recensés par cet organisme fédéral), avait augmenté de 9,8 %. Dans le même temps, le nombre d'hommes porteurs de la maladie avait cru de 2,5 %. Cette année-là, toujours aux Etats-Unis, la transmission du virus par voie hétérosexuelle était devenue la première cause de transmission de la maladie chez les femmes, devant la contamination par l'usage de seringues. Ce constat est confirmé par le PNUD : *«Dix ans après le premier cas diagnostiqué de sida chez une femme, on estime que 3,5 millions de femmes sont actuellement contaminées* [à travers le monde], *dans leur grande majorité par voie sexuelle.»*

Premier rapport sexuel

Sur les 3 000 femmes qui, chaque jour, sont contaminées (et sur les quelque 500 qui meurent de la maladie), près de 70 % d'entre elles ont entre quinze et vingt-cinq ans, affirme le PNUD à l'issue d'une enquête menée dans des pays où l'épidémie se développe (Thaïlande), dans ceux où elle est déjà ancienne (Ouganda, Rwanda) mais aussi à partir d'un échantillon de 31 pays européens.

«Le VIH se répand à présent rapidement (...) parmi les adolescents. C'est d'eux que proviendra la nouvelle vague de l'épidémie», assure le docteur Karen Hein, professeur de pédiatrie au collège de médecine Albert Enstein et directeur du programme de lutte contre le sida chez les adolescents au centre médical de Montefiore (New-York). *«Des gens continuent à croire* [aux Etats-Unis] *que le sida est surtout l'affaire de la communauté homosexuelle. Mais les choses ont changé. Ce que nous avions d'abord observé en Afrique s'observe à présent dans notre pays»*, ajoute Mme Hein, l'un des auteurs du rapport, qui souligne la proportion croissante des jeunes Américaines ayant leur premier rapport sexuel à quinze ou seize ans.

Une raison peut-être anatomique

En Afrique, le phénomène est plus ancien. La première mission médicale belgo-américaine qui s'était rendue au Zaïre en 1984 avait déjà diagnostiqué presque autant de femmes touchées par le sida que d'hommes. Deux ans plus tard, deux études réalisées à partir des patients de l'hôpital de Lusaka (Zambie) et dont les résultats ont été, depuis, confirmés par d'autres observations, montraient que la prévalence de l'infection par le VIH est la plus forte chez les femmes ayant entre quinze et vingt-cinq ans et qu'elle a tendance à baisser chez les femmes plus âgées et qui ne sont pas encore ménopausées. Dans la plupart des cas, ces adolescentes ont été infectées à l'occasion de leur premier rapport sexuel et beaucoup d'entre elles n'ont eu qu'une activité sexuelle peu importante. Au Rwanda, plus de 25 % des jeunes femmes qui sont enceintes à l'âge de dix-sept ans ou moins ont été contaminées par le virus.

Pour expliquer cette vulnérabilité particulièrement préoccupante des très jeunes filles, les auteurs de l'étude avancent une explication anatomique en soulignant que ces adolescentes, ces jeunes femmes auraient des muqueuses génitales moins épaisses que celles de leurs aînées, ce qui constiturait un obstacle moins important à la pénétration du virus. A cela s'ajoute le fait que ces jeunes filles, pour des raisons économiques, sociales, voire familiales, sont souvent privées de toute possibilité *«de négocier leurs sexualité»* et que de plus en plus d'hommes, craignant la contamination mais eux-mêmes porteurs du virus, ont des relations sexuelles plus fréquentes avec ces adolescentes.

«Le silence qui pèse sur la contamination des jeunes femmes doit être rompu», estime le PNUD qui, depuis quelques années, a mis en place un plan directeur consacré à la lutte contre le sida.

SERGE MARTI

FAITS DIVERS

Dans les Grandes Jorasses

La chute du sérac, qui a provoqué la mort de huit alpinistes, était imprévisible

GRENOBLE

de notre correspondant

Tous les spécialistes de la montagne s'accordent à reconnaître que l'avalanche survenue le 2 août vers 4 heures du matin dans la face sud des Grandes Jorasses (4 208 mètres), qui a emporté huit alpinistes qui progressaient vers 3 600 mètres d'altitude, était imprévisible (*le Monde* du 3 août). Les nombreuses cordées qui s'étaient engagées dès 2 heures du matin sur le versant italien d'une des montagnes les plus prestigieuses du massif du Mont-Blanc avaient respecté scrupuleusement l'horaire de départ qu'exige cette course. Celle-ci permet d'atteindre la pointe Walker après cinq heures ou six heures d'effort.

«Lundi matin, la neige était dure et toutes les conditions étaient réunies pour progresser en sécurité dans cette face. Aucune imprudence n'a été commise», affirme le directeur des secours de Courmayeur (Italie), Renzino Cosson. Il note toutefois que l'accident s'est produit à un endroit connu pour son exposition aux chutes de sérac et aux coulées de neige, qui surviennent essentiellement en cours de journée, lorsque les rayons du soleil frappent cette face constituée d'un enchevêtrement de roche et de glace.

Ce professionnel de la montagne se déclare *«stupéfait»* par l'énormité de l'avalanche de glace qui s'est détachée de la montagne. Des blocs situés vers 4 000 mètres d'altitude, *«gros comme un immeuble de quatre ou cinq étages»*, ont dévalé le couloir Whymper, rapportent des alpinistes qui se trouvaient également sur cet itinéraire, mais à un endroit épargné par l'avalanche de glace. *«Nous avons cru que la montagne explosait, tellement le fracas était monstrueux»*, précisent ces grimpeurs.

Selon les spécialistes de la glace, les chutes de sérac constituent des phénomènes naturels le plus souvent impossibles à prévoir. Ces chaos de glace se forment dans des secteurs où le lit du glacier est accidenté et où il rencontre de fortes ruptures de pente. La glace se casse et des crevasses, souvent très profondes, se creusent longitudinalement et transversalement. Les blocs qui se forment alors peuvent devenir très instables.

Sous la poussée du glacier, qui avance parfois de plusieurs dizaines de centimètres par jour, de 1 ou 2 mètres pour certains «fleuves» alpins, des craquements sont aisément perceptibles. Ils sont parfois accompagnés de chutes de sérac souvent impressionnantes. Celles-ci, liées à la progression du glacier, peuvent survenir à toute heure du jour ou de la nuit, quelles que soient les conditions de neige, de température ou d'ensoleillement d'une paroi.

CLAUDE FRANCILLON

Le meurtre de Gwenaëlle

L'assassin présumé d'une lycéenne de Lorient a mis fin à ses jours

Le corps de l'assassin présumé d'une lycéenne de dix-huit ans, abattue de sang-froid le 28 juillet à Lorient (*le Monde* du 31 juillet), a été retrouvé, lundi 2 août, dans une chambre d'hôtel de Brest (Finistère). Didier Morvant, trente-cinq ans, un programmeur-analyste domicilié à Lanester (Morbihan), avait été condamné en 1983 à quinze ans de prison pour viol. La victime et une amie avaient été menacées puis menottées par leur agresseur alors qu'elles rentraient à leur domicile, vers 23 heures. La seconde jeune fille avait réussi à s'échapper, mais Gwenaëlle avait été abattue d'une balle dans la tête. Identifié dès le lendemain des faits, Didier Morvant se cachait dans un hôtel brestois. Avant de mettre fin à ses jours à l'aide d'une arme à feu, dimanche 1er août, il a rédigé une lettre dans laquelle il s'accuse du crime.



SOCIÉTÉ

Les inondations aux Etats-Unis

Le niveau des eaux du Mississippi et du Missouri semble se stabiliser

Selon les spécialistes, les eaux du Mississippi devaient dépasser les quinze mètres, lundi 2 août, à Saint-Louis (Missouri), le niveau le plus élevé depuis le début de la crue. Elles se sont arrêtées à 14,80 mètres, procurant un certain soulagement aux habitants de la ville qui se préparaient depuis deux jours à cette nouvelle offensive du fleuve.

« *L'opinion actuelle est que* [le Mississippi] *a atteint son niveau le plus élevé hier matin. Il pourrait bien se stabiliser et commencer à baisser lentement* », estimait, lundi, un responsable des services de la météorologie, Ted Shroeder. Après les violentes tempêtes qui ont poussé, ces dernières semaines, une centaine de rivières du centre des Etats-Unis hors de leur lit, les conditions météorologiques semblent s'améliorer.

Les experts précisent cependant que tout danger n'est pas écarté, et certains estiment que le niveau du Mississippi à Saint-Louis ne s'est stabilisé que grâce à la rupture d'une digue près de la petite ville de Valmeyer (Illinois), où les eaux ainsi libérées ont recouvert la localité et menaçaient les fermes dans un rayon de 30 kilomètres. Dans la région d'Alton (Illinois), 100 000 personnes sont privées d'eau potable depuis lundi en raison de ces inondations.

A Saint-Louis, tandis que le reste de la ville se rassurait, quelque 8 000 personnes supplémentaires ont dû être évacuées des quartiers sud, où 51 citernes de gaz propane, soulevées de leur socle par les eaux, risquent d'exploser. Un millier de personnes avaient déjà été évacuées dimanche de cette zone, où les eaux de la rivière Des Perez se jettent dans le Mississippi. La situation peut dégénérer en « *véritable catastrophe majeure* », a estimé le chef de la police de Saint-Louis, précisant que des « *fuites importantes ont été relevées sur un certain nombre de citernes* ».

45 morts en deux mois

Ce nouveau danger a semé la consternation parmi les résidents des quartiers environnants, qui subissent depuis un mois la pression psychologique des inondations. A Saint-Charles, dans la banlieue nord-ouest de Saint-Louis, d'autres digues contenant le Missouri ont cédé lundi matin. Deux cent habitations ont été évacuées.

Des milliers de volontaires avaient bravé la chaleur et l'humidité, dimanche, pour consolider avec des sacs de sable les digues de 17 mètres protégeant Saint-Louis. Ces dernières n'ont jamais été soumises à tant de pression. Pour l'instant, les ingénieurs sont confiants dans leur solidité. Mais, souligne un responsable, « *la question est de savoir combien de temps vont durer les hautes eaux* ». Des fuites ont déjà menacé une zone industrielle au nord du centre-ville.

Du Kansas, à l'ouest, à l'Illinois, à l'est et au Nord-Dakota, au nord, neuf Etats sont touchés par ces inondations, qui ont fait 45 morts depuis près de deux mois, et des dégâts estimés à 10 milliards de dollars. – *(AFP, AP, UPI.)*

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du mardi 3 août 1993

DES DÉCRETS

– N° 93-973 du 27 juillet 1993 relatif aux instruments de pesage à fonctionnement non automatique.

– N° 93-974 du 27 juillet 1993 définissant les installations de cogénération ouvrant droit à l'exonération de la taxe intérieure de consommation sur le fioul lourd et sur le gaz naturel.

– N° 93-975 du 27 juillet 1993 relatif à la limitation de vitesse sur le boulevard périphérique de Paris.

Après les invasions de 1987 et 1988

Les criquets menacent à nouveau l'Afrique

Partis il y a quelques mois des bords de la mer Rouge, les criquets pèlerins, dévoreurs de cultures, viennent d'atteindre la Mauritanie et le Maroc. Les spécialistes redoutent désormais pour l'automne une invasion semblable à celle de 1987, qui avait pris dans le nord de l'Afrique les proportions d'un fléau. Pour tenter d'organiser la lutte, la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) et le PRIFAS, unité de recherche intégrée du CIRAD (Centre de coopération internationale en recherche agronomique) soulignent la nécessité d'*« une assistance internationale d'urgence »* aux pays affectés.

Plus de 200 000 hectares envahis au Yémen, des reproductions de grande ampleur observées au centre de l'Ethiopie, plus de dix essaims de grande taille signalés dans le nord du Soudan... « *Le scénario du pire est en route* », n'hésite pas à affirmer le PRIFAS. Selon cet organisme mondialement connu pour ses travaux de surveillance et de lutte anti-acridienne, le doute, cette fois, n'est plus permis : le criquet pèlerin, huitième plaie d'Egypte, s'apprête à nouveau à dévorer l'Afrique.

En décembre 1992, la FAO et le PRIFAS avaient lancé un premier cri d'alarme. Apparus en octobre sur la côte africaine de la mer Rouge, des essaims de criquets pèlerins leur étaient signalés en Erythrée, au Soudan, au Yémen et en Arabie saoudite (*le Monde* du 23 décembre 1992). Deux mois plus tard, faute de moyens suffisants pour organiser la lutte, les criquets continuaient de prospérer sur les deux rives de la mer Rouge (*le Monde* du 6 février).

Selon le bilan que vient d'établir le réseau de surveillance anti-acridienne, leur front de migration, depuis lors, n'a cessé de progresser. A l'est, les essaims ont franchi le sud de l'Oman, et atteignent aujourd'hui les zones de reproduction estivale du Pakistan. A l'ouest, la migration s'est transformée en ruée : parcourant en quelques semaines plus de 3 000 kilomètres, des bandes de criquets ont successivement atteint le Tchad, le Niger, le Mali. Et les spécialistes du PRIFAS s'attendent à les voir demain envahir la Mauritanie ou le Maroc, deux pays dans lesquels « *de faibles effectifs* » ont d'ores et déjà été repérés.

« *En quelques mois, treize pays au moins ont été ensemencés par des populations grégaires de criquets pèlerins* », résume Michel Launois, responsable du PRIFAS. « *Et l'évolution de la situation depuis décembre dernier ressemble à s'y méprendre, en plus grave encore, à celle observée de décembre 1986 à juillet 1987.* » Une comparaison qui ne doit rien au hasard, puisque c'est en juillet 1987 que furent ramenés, du Soudan et du Tchad, les premières « images-choc » du fléau millénaire. En septembre 1987, et pour la première fois depuis trente ans, des vagues de criquets pèlerins déferlaient sur l'Algérie et le Maroc. Un an plus tard, les criquets avaient envahi les franges nord et sud du Sahara. Or, un essaim de taille moyenne, soit 150 millions d'individus, dévore chaque jour cent tonnes de végétation. Bilan de la catastrophe : des dizaines de milliers d'hectares de cultures ravagées dans vingt-huit pays du nord de l'Afrique.

Conditions écologiques favorables

Où en est-on aujourd'hui ? « *Aux latitudes auxquelles passent actuellement les criquets, les dégâts ne peuvent concerner que des oasis ou des pâturages*, précise-t-on au PRIFAS. *Mais si les conditions écologiques leur restent favorables, leurs effectifs vont être multipliés par dix en une génération* [quarante-cinq jours]. *A la vitesse à laquelle se déplacent les essaims, ils feront alors peser un risque important sur le Maroc et l'Algérie à partir du mois d'octobre.* » A supposer que la reproduction des criquets, soumise à la température et à la pluviométrie, soit alors optimale, ce sont toutes les cultures vivrières du Sahel qui, en 1994, pourraient être menacées.

Plus inquiétant encore, les millions de criquets pèlerins (*Schistocerca gregaria*) qui se répandent actuellement en Afrique se trouvent étroitement mêlés à une autre espèce tout aussi ravageuse, le criquet migrateur (*Locusta migratoria*). Une association qui, d'après les spécialistes, pourrait se révéler catastrophique. Plus complémentaires qu'ennemis, ces deux espèces réunies risquent en effet d'élargir leur terrain d'action (les criquets pèlerins montant vers le Sahara, les criquets migrateurs descendant vers le sud), et surtout de se partager les ressources alimentaires : les graminées, seules légumineuses dédaignées par le criquet pèlerin, font en effet le délice des criquets migrateurs.

Préoccupante il y a six mois, franchement alarmante aujourd'hui, la progression de ces insectes ravageurs pourrait-elle être freinée par les conditions météorologiques ? Le pire n'est pas encore certain, mais les spécialistes ne se font guère d'illusions. D'autant moins qu'au cours des dernières semaines, les pluies ont servi la cause des criquets plus que celle des hommes : abondantes durant le mois de juillet, elles ont accéléré l'installation des pâturages, eux-mêmes favorables à la reproduction.

Reste donc à organiser la lutte, et à trouver le plus vite possible les moyens de sa mise en œuvre. « *Un départ d'invasion ne concernant que les pays situés de part et d'autre de la mer Rouge aurait pu être enrayé moyennant 5 à 10 millions de dollars* », estime-t-on au PRIFAS. Pour être efficace aujourd'hui, l'aide internationale ne peut évidemment qu'être plus importante. Faute de quoi la facture, à l'arrivée, devrait être plus lourde encore : en 1987 et 1988, l'invasion généralisée des criquets pèlerins avait coûté 300 millions de dollars à la communauté internationale.

CATHERINE VINCENT

REPÈRES

AVENTURE

Nouvelle expédition de Jean-Louis Etienne en Antarctique

Le docteur Jean-Louis Etienne a quitté le port de Sète lundi 2 août, à bord de son voilier *Antarctica*, pour une expédition sur l'Erebus, volcan actif situé en mer de Ross, dans la partie orientale de l'Antarctique. L'équipe du docteur Etienne, qui comprend notamment deux volcanologues et deux guides de haute montagne, tentera de descendre dans le cratère de l'Erebus, pour y atteindre un lac de lave qui se trouve au pied d'une paroi de 90 mètres. Durant le voyage, des mesures physiques, chimiques et biologiques du milieu océanique et de l'atmosphère seront effectuées chaque jour à bord du voilier. Aux termes d'un accord avec l'éducation nationale, ces données seront immédiatement accessibles aux écoliers et à leurs professeurs, notamment par Minitel.

LOGEMENT

Un dirigeant de la SEERI mis en examen

André Michaud, directeur général adjoint de la société immobilière SEERI pour l'Ile-de-France, a été mis en examen jeudi 29 juillet, pour « *complicité de voies de fait avec arme, de violation de domicile et de destruction de biens mobiliers et immobiliers* » par Éric Halphen, juge d'instruction de Créteil (Val-de-Marne). Cette procédure intervient dans le cadre de l'information judiciaire ouverte à la suite de l'expulsion par des vigiles, le 19 juillet dernier, de plusieurs familles maliennes et maghrébines, qui occupaient illégalement un immeuble d'Alfortville voué à la démolition (*le Monde* du 21 juillet). Le quartier dans lequel se situait le bâtiment squatté devait être aménagé en zone d'aménagement concerté (ZAC) par la SNC Quartiers de Seine, une filiale de la SEERI. M. Michaud est soupçonné d'avoir commandité l'expulsion des habitants.

SANTÉ

Le directeur de « 50 Millions de consommateurs » condamné pour diffamation

Jean-Paul Olivier, directeur de publication de *50 Millions de consommateurs* et directeur de l'Institut national de la consommation (INC) qui édite la revue, a été condamné lundi 2 août pour diffamation envers une administration publique, en l'occurrence le centre hospitalier général de Sarreguemines (Moselle).

Dans son numéro de décembre 1992, le mensuel avait dressé la liste de « *plus de deux cents services d'urgence d'hôpitaux publics plus ou moins dangereux* ». L'hôpital de Sarreguemines s'est dit « *nommément désigné dans les cartes jointes* ». Le dossier a été accusé d'avoir causé « *un préjudice moral évident* » à l'établissement, qui a demandé et obtenu le franc symbolique de dommages et intérêts.

EN BREF

□ **Saisie record d'ectasy à la frontière entre la France et le Luxembourg.** – Les douaniers de Thionville (Moselle) ont saisi 100 000 doses d'ectasy, vendredi 30 juillet, à la frontière franco-luxembourgeoise lors d'un contrôle de routine à bord d'un autocar belge qui se rendait d'Amsterdam à Barcelone. Il s'agit de la prise la plus importante de ce stupéfiant jamais réalisée en France. Les pilules d'ectasy, d'un poids total de 10 kilos et d'une valeur estimée à 20 millions de francs, étaient dissimulées dans les bagages de deux voyageuses espagnoles, dont les noms ne figuraient pas sur la liste des passagers.

□ **Explosion d'une fusée américaine Titan IV.** – Une fusée américaine Titan a explosé lundi 2 août au-dessus de l'océan Pacifique, deux minutes après son décollage à 17 h 59 (heure française) de la base aérienne Vandenberg, au nord de Los Angeles (Californie), ont indiqué des sources militaires américaines. Sa charge, gardée secrète par l'armée, était probablement un satellite espion d'observation radar de type Lacrosse. Lanceur « traditionnel » le plus puissant actuellement en service aux Etats-Unis, la fusée Titan a été choisie par l'armée américaine de préférence à la navette, après l'explosion de *Challenger* en 1986. Depuis juin 1989, elle a assuré six lancements avec succès. – *(AFP, AP.)*

□ **L'agresseur de l'attachée parlementaire d'un député RPR du Tarn a été arrêté.** – L'agresseur présumé d'Annick Normier, l'attachée parlementaire de Bernard Carrayon, député (RPR) de Castres (Tarn), blessée de seize coups de couteau dans la nuit du vendredi 30 au samedi 31 juillet, a été interpellé, dimanche 1er août, à Saint-Dié (Vosges). Fabrice Mathieu, un militaire de carrière âgé de vingt-deux ans, aurait avoué avoir agressé Mme Normier à proximité du théâtre de Castres. La victime, secrétaire de la section castraise du RPR, a été immédiatement hospitalisée. Son état est jugé satisfaisant. L'agresseur, rapidement identifié, a été interpellé alors qu'il avait réintégré sa caserne du 8e régiment de parachutistes d'infanterie de marine. Il avait déjà commis des agressions à Saint-Dié et à Nancy, et venait de se voir refuser le renouvellement de son engagement militaire. En permission à Castres, il aurait choisi sa victime « *par hasard* ».

□ **Attentat à la bombe contre une agence immobilière de Saint-Jean-de-Luz.** – Une bombe artisanale a explosé, mardi 3 août vers 3 h 40, devant une agence immobilière de Saint-Jean-de-Luz, occasionnant des dégâts importants, mais sans faire de victime. C'est la quatrième fois que ce promoteur, l'agence Alday, est la cible d'un attentat. Sur place, les enquêteurs n'ont relevé ni tract ni sigle, mais pensent à une nouvelle action des séparatistes basques d'Iparretarrak. Le dernier attentat attribué à cette organisation avait endommagé le 27 juillet dernier des véhicules de l'agence d'exploitation EDF-GDF de Saint-Jean-de-Luz.

COMMUNICATION

Un excédent de 10,5 millions de francs en 1992

Le CSA dresse un bilan positif de l'activité de Radio-France internationale

Excepté de vigoureux regrets sur l'absence d'émissions en langue étrangère à destination des communautés immigrées du territoire national, le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a considéré de manière positive le bilan 1992 de Radio-France internationale (RFI).

Dans un communiqué rendu public le 2 août, le CSA note que, avec un excédent de 10,5 millions de francs en 1992, RFI « *renoue* » avec des résultats équilibrés et s'est « *acquittée de manière satisfaisante des obligations inscrites à son cahier des missions et des charges* ».

L'activité de la station en 1992 s'est caractérisée par « *un recours accru aux satellites de diffusion directe, une présence accrue sur la bande FM des principales villes d'Europe, d'Afrique et d'Asie ainsi que sur les réseaux câblés d'Europe, du Japon et des Etats-Unis et la poursuite des missions de coopération tant en matière de programmes que d'assistance technique* ».

Le volume total hebdomadaire des programmes en diffusion internationale a atteint 1 495 heures dont 1 147 heures en ondes courtes. En langue française, le volume horaire des programmes s'est élevé à 1 204 heures, dont 876 en ondes courtes.

De l'albanais au swahili

A RFI, le service des émissions en langues étrangères est scindé en deux : d'une part les langues véhiculaires qui circulent à travers plusieurs continents, de l'autre les langues vernaculaires, parlées et comprises dans un pays voire une région et ses alentours. Depuis 1931, date à laquelle a été créé le Poste colonial, ancêtre de RFI, la situation a évolué même si les ondes courtes demeurent le vecteur majeur de la station. RFI dispose aujourd'hui de dix-sept rédactions en langues étrangères, la dernière-née étant albanaise.

Le choix d'émettre dans une langue étrangère émane de RFI mais la décision finale appartient au Quai d'Orsay. « *En aucun cas une rédaction en langue étrangère n'est créée dans un but de propagande politique.* » « *Notre but*, ajoute Mme Duteil, bras droit de Nicolas Levkov, chef de la rédaction russe, *est d'expliquer les valeurs fondamentales de la France sans pour autant les constituer en modèle obligé.* » Les dix rédactions en langues vernaculaires de RFI (chinoise, laotienne, cambodgienne, persane, vietnamienne, russe, serbe et croate, roumaine, polonaise, albanaise) diffusent tous les jours de une à deux heures d'émission dans leur propre langue. Toutes présentent la même structure : un bulletin d'information, une revue de presse et des magazines économique, politique, culturel, scientifique...

M. Manoochehri, rédacteur en chef du service persan qui diffuse ses émissions en Iran, sur une partie de l'Afghanistan et du Tadjikistan depuis mars 1991, confie : « *Je m'efforce de faire comprendre à certains auditeurs qu'une information indépendante est possible. Mis à part l'actualité, les cours de français sont particulièrement appréciés par les francophiles et les universitaires.* »

Une rédaction serbo-croate toujours unie

Au service serbe et croate, les programmes se sont modifiés depuis le début du conflit : désormais, l'essentiel de l'émission est consacré à l'actualité de l'ex-Yougoslavie. La rédaction, véritable miraculée de ce conflit, reste unie malgré le mélange des nationalités serbe et croate en son sein. Les rédactions en langues vernaculaires recrutent essentiellement des érudits originaires de ces dix-sept pays pour éviter le handicap de l'accent. Quant à l'audience, difficilement évaluable, elle dépasserait les 30 millions d'auditeurs réguliers. Des intellectuels et des hommes politiques principalement.

Parmi les projets, Nicolas Levkov pense à une rédaction turque, position stratégique du pays oblige. A partir de 1994, la diffusion d'émissions en swahili, haoussa et bambara devrait accroître l'audience de la station en Afrique.

Les difficultés de la presse

Relance de la Fédération française des sociétés de journalistes (FFSJ)

A l'invitation de son fondateur, Jean Schwœbel, et de son président, Denis Perier Daville, qui furent autrefois respectivement les fondateurs des sociétés de rédacteurs du *Monde* et du *Figaro*, la Fédération française des sociétés de journalistes (FFSJ), a tenu, le 3 juillet, au siège du *Monde*, une réunion préparatoire à une assemblée extraordinaire de relance qui aura lieu à Paris en octobre.

Les participants ont estimé nécessaire de renforcer « *les liens et la solidarité entre les diverses sociétés de journalistes afin de dégager des actes communs de réflexion et d'action.* » Ils ont noté l'intérêt que la formule des sociétés des journalistes suscite à l'étranger, particulièrement en Europe centrale et dans l'ex-Union soviétique où la fin de la mainmise de l'Etat amène les journalistes à définir le rôle des équipes rédactionnelles. Pour la France, la FFSJ rappelle le droit à une information indépendante, rigoureuse et diversifiée et souligne aujourd'hui que ce droit « *qui a été reconnu en 1984 par le Conseil constitutionnel, ne sera vraiment respecté que si le principe du pluralisme des organes d'information est lui-même observé. Ce qui ne sera vraiment le cas que le jour où les gouvernements et les propriétaires des médias feront preuve d'un esprit vraiment démocratique en reconnaissant, dans les médias, aux équipes rédactionnelles, un droit de participation d'autant plus large que ces médias se concentrent et sont davantage contrôlés par des entreprises de type purement industriel ou financier* ».

Après un échange de vues sur l'action passée de la fédération et sur la crise économique et déontologique de la presse française, les participants ont finalement exprimé le souhait que soit instauré un statut des entreprises de presse ou audiovisuelles, tenant réellement compte de la responsabilité éthique et professionnelle des journalistes.

□ **Le bénéfice de la Fininvest a chuté de 65 % en 1992.** – Avec 21,1 milliards de lires de résultat net (77 millions de francs environ) les profits du groupe de Silvio Berlusconi ont chuté de 65 % en 1992. En 1991, la Fininvest avait affiché un profit de 225 millions de francs. Le chiffre d'affaires (une quarantaine de milliards de francs) enregistre une hausse de 3,7 %. Selon les responsables du groupe, la baisse des profits est due à la chute du marché des droits audiovisuels et à la forte croissance des charges fiscales. Nul doute que le service de la dette (estimée à environ 12 milliards de francs) a également fortement ponctionné les résultats du groupe. La prochaine cotation en Bourse de 40 % à 45 % des activités d'édition de la Fininvest (Silvio Berlusconi Editori) devrait permettre au groupe de recueillir aux environs de 1,5 milliard de francs d'argent frais.

Les aventuriers de la générosité

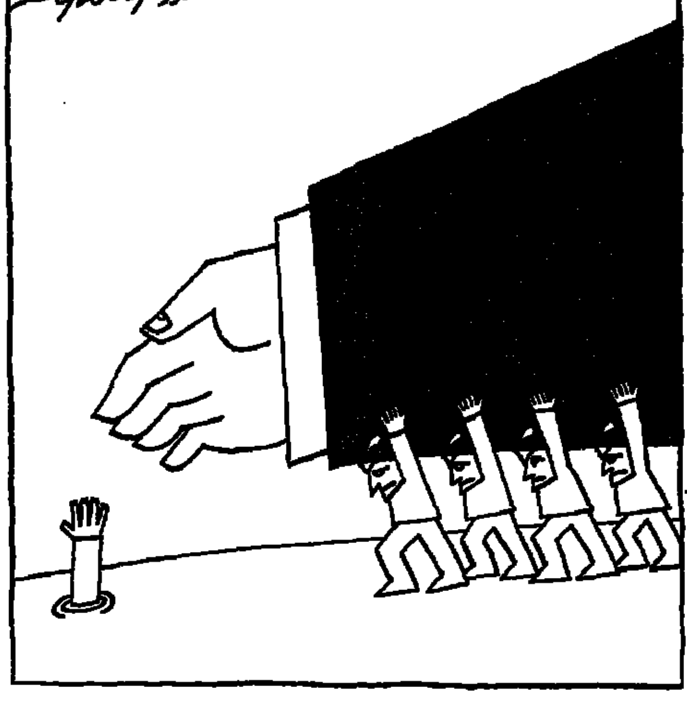
Suite de la première page

Les trois garçons pourraient séjourner pour une semaine dans une famille de Clichy, dite « d'accueil ». *« Allons-y, voulez-vous ? »* demande Verena. *« Oui,* murmure la mère, *s'il n'y a pas d'autre... »* Elle baisse la tête. On s'entasse dans un minibus. Direction Clichy.

En bordure de Seine, l'appartement est coquet et sa locataire, une femme d'une cinquantaine d'années, chaleureuse. Les gamins quittent les jupes de leur mère, explorant timidement leur refuge. Après une courte explication, la maman s'en va, détournant les yeux, pour hâter la séparation. Le minibus la déposera avec son baluchon à l'hôpital.

Verena Thorn, jeune grand-mère avec une longue expérience professionnelle dans le secteur de l'aide à l'enfance, *« aime le risque et l'aventure ».* Faire admettre le style improvisé et novateur de cette association aux instances départementales, c'est bien une aventure. La maison est familière, la baignoire large pour permettre aux enfants de s'amuser pendant le bain, sous l'œil attentif de quatre assistantes. Ils fréquentent leur école, comme d'habitude. Déjà s'est ouverte une deuxième Passerelle, à quelques mètres, pour les plus petits.

Urgences silencieuses par temps de crise. Bien sûr, il y a toujours eu des gens sans ressources, que les services d'assistance connaissaient. Répertoriés sous la dénomination de « quart-monde », ces gens formaient une population que l'on savait délimiter, et tenue à part. Aujourd'hui, qui est à l'abri ? La perte d'un emploi, la dislocation de la famille, le manque de moyens, ou la maladie font qu'un jour l'on bascule d'un monde à l'autre. Cette mère venue chercher de l'aide à La Passerelle n'appartient en rien à l'univers quart-monde. Simplement, l'urgence est survenue. *« Temporaire »,* peut-elle espérer. La Passerelle lui permet de passer le cap. Dans une semaine, elle retrouvera son foyer et ses petits.



Emploi : la débrouille

Passer le cap ? Force est d'inventer, puisque le pont est encombré, et que le navire prend l'eau de tous bords.

L'emploi deviendrait-il un luxe ? Les caisses de l'assurance-chômage se vident. Les « fin de droits » se multiplient, alors que les jeunes se bousculent au portillon de l'ANPE. La récession est là. On s'efforçait de l'exorciser. Désormais, convaincus qu'il faut compter sur leurs propres ressources, à défaut d'un Etat qui ne joue plus les providences, des citoyens mettent la main à la pâte. La nécessité bien comprise de l'urgence stimule les initiatives. Mais on ne rêve plus : quelques emplois grappillés ici, quelques emplois là... Contre le mauvais sort, la débrouille, plus que jamais, mise sur la proximité, entre gens qui se connaissent.

A Roubaix, comme à Toulouse dans la cité du Mirail, des jeunes entretiennent leurs immeubles, se chargent du ramassage d'ordures et plantent des fleurs sur les pelouses. Ils sont salariés de la Régie de quartier, payés chichement pour un travail qu'ils jugent *« utile ».* Les habitants sont gestionnaires de cette association partenaire de la ville. Rompant avec les usages d'assistance, soixante-dix Régies de quartier ont créé, à travers la France, de nouveaux services entraînant quelques embauches, et ont désormais leur comité de liaison national. *« Mais c'est pas l'aventure ! »,* ironisent les adolescents qui manient le balai. Voilà d'où vient le manque. On sent chez eux ce besoin de rêve, de cette part d'aventure qui donne des ailes à l'altruisme.

« Soyez réalistes, demandez l'impossible », exhortait le philosophe Herbert Marcuse en mai 1968. Retour brutal aux *« utopies concrètes »* prônées par Michel Rocard aux états généraux du PS. Grâce aux solidarités de proximité, commence à se jouer timidement un partage du travail.

Les médias font largement écho à ces trouvailles. Dans une entreprise, on adopte le temps partiel pour créer des postes supplémentaires. Dans une autre, c'est le gel des salaires pour éviter des licenciements. Quel débat sur le plan national ! Localement, des arrangements se font sans trop d'états d'âme. On sort le porte-monnaie. Cette fois-ci, ce n'est pas pour faire la charité. Pour aider financièrement les chômeurs désireux de fonder leur affaire, ici une banque se crée, là un club d'investissement qu'alimente l'épargne de collègues plus chanceux.

« Système après-vente »

Déjà, en 1988, Jean-Baptiste de Foucauld avait lancé l'association Solidarités nouvelles face au chômage. La guerre s'est durcie. Des sans-domicile fixe se mettent au travail : *Macadam,* mensuel des SDF vendu par eux et pour eux, vient de sortir son troisième numéro (1). Plus discrètement, depuis les inondations de Vaison-la-Romaine en septembre 1992, des *« voisins »* du Vaucluse ont assuré un *« système après-vente »* de l'urgence, parce que les organisations spécialisées ne le font pas. Pendant des mois, des habitants de Morières ont donné *« un coup de main »* à Bédarrides, dont 80 % des maisons avaient été sinistrées. *« C'est que des sans-abri logent encore dans des mobilehomes, face au collège »,* explique le boucher, président de Solidarité-Morières. *« Nous jouons les abbés Pierre à notre niveau. »* A l'ombre des platanes, ils tiennent un stand à la joyeuse kermesse de la paroisse.

« L'abbé Pierre est un saint », disent-ils avec ferveur. C'est leur héros. L'homme le plus populaire de France a devancé le commandant Cousteau dans les sondages. Ses colères font école. Après la catastrophe, l'Etat a versé des indemnisations, mais trop lentement et très inférieures aux espoirs. Les compagnies d'assurances n'ont remboursé que le strict dû, après bien des tracasseries. *« La moutarde nous est montée au nez. Heureusement, on ne les avait pas attendus pour retrousser nos manches ! »*

Le trésorier de l'association, policier à Avignon, a pris ses congés pour reconstruire les toitures démolies par les flots débordants de l'Ouvèze. *« Les autres d'abord »,* dit-il sobrement. Ces jours-ci, il s'occupe de son propre toit, *« qui pouvait attendre ».* André Tort, maire de Bédarrides, confirme : *« Cette solidarité venue des communes proches a sans doute le plus compté. »* Les *« voisins »* restent actifs. *« Nous n'en revenons pas de ce que chacun a pu donner. On se connaît, on se fréquente d'une autre façon et ça nous rend heureux. »*

Ce bonheur de l'entraide n'est pas forcément simple. Les générosités en temps de crise apprennent à se passer d'argent. Depuis un an, dans plusieurs villes, comme Evry (Essonne), un troc original prend de l'essor. C'est l'échange de savoirs, une leçon de bricolage contre un cours d'anglais, tout simple et à domicile. Le Comité de liaison pour l'alphabétisation et la promotion (CLAP) fédère six réseaux régionaux d'*« échange de lecture et d'écriture ».* De son côté, le cofondateur avec Coluche des Restos du cœur, Jean-Michel Vaguelsy, met sur pied un système de services réciproques entre chômeurs et actifs.

Les vieux parents

Comment souffler, quand se tisse la toile des petites misères et des vrais soucis ? La peur de l'expulsion paralyse l'étranger qui n'a pas ses papiers en règle. Et quand on perd ses moyens parce qu'on a vieilli, c'est la peur du rejet...

Dans une ferme des environs de Rodez (Aveyron), alors que la traite du soir se termine, il faut coucher le grand-père. La haute stature est à peine voûtée. L'homme, à quatre-vingt-huit ans, est impotent. Dans la chambre, sous la lumière crue, sa belle-fille le déshabille, le lave à la hâte et borde le lit. Le vieux visage jusqu'alors caché esquisse un mouvement. Une larme coule, silencieusement, sur la joue fripée.

Ces vieux parents ne veulent pas quitter leur ferme. Dans le département, il y a peu d'établissements de retraite à un prix accessible pour un petit budget. Les enfants ne veulent pas abandonner leurs vieux. *« On se sentirait trop coupables. »* Eux-mêmes déjà âgés, la soixantaine dépassée, ils ont du mal à transporter le patriarche invalide. Entre deux traites, de la cuisine à la chambre, le temps manque. *« On ne peut plus s'absenter, ne serait-ce qu'une heure. »* Alors, on se prend à rêver de *« souffler »* ... L'Association des familles rurales de l'Aveyron a recensé les besoins. Puis ces familles ont mis en commun les petites astuces qui facilitent leur tâche – la chaise qui s'adapte à la douche ; où acheter un paquet de couches à moindre coût, comment bénéficier des services d'une aide à domicile... *« Pour la première fois, on en a parlé. C'est déjà un soulagement. »* Elles songent à établir une sorte de permanence mutuelle, permettant de s'absenter le temps d'un week-end.

A Romans, dans la Drôme, des jeunes du lycée horticole jouent les jardiniers au foyer pour personnes âgées. Chacun a son « parrain » parmi les pensionnaires. Une autre résidence a résolument opté pour le mélange des générations, attribuant des chambres aussi bien à des retraités qu'à des jeunes.

La France entière prend de l'âge. Une civilisation se juge, dit-on, *« à sa manière de traiter ses vieux ».* L'ardeur des combattants de la misère se joue de l'âge, de la couleur de peau ou du boulot.

DANIELLE ROUARD

(1) *Macadam Journal.* Dépôt à Paris : 9, boulevard Ney, 75019 Paris. Tél. : (1) 42-38-88-66.

Prochain article :

Mousquetaires au travail

Chez l'abbé

A la Halte d'Emmaüs, environnée de champs verts comme la Normandie, l'abbé Pierre vit en compagnie d'une vingtaine de retraités sans le sou qu'aucune autre institution n'hébergerait. La Halte, sur sa demande, a été agréée par l'administration. On s'active autour des géraniums. Un homme lave les plinthes du salon gris et blanc. Dans son bureau, à l'étage, l'abbé Pierre travaille lui aussi. Sur le mur sont épinglées des photos... Le jeune et fringant abbé pendant la guerre, sur un glacier, faisant passer tout seul devant les lignes allemandes un convoi de chevaux et de fourrage pour les résistants. Sa demeure natale d'Isigny. L'abbé Pierre avec ses 123 petits-neveux. Mme Contas – sa collaboratrice décédée – tenant une marguerite à la main. Et un ex-voto : *« Dans la joie d'aimer. »*

Chez lui, en l'absence de micro, l'abbé Pierre, champion du *« tapage »* en faveur des plus démunis, parle d'une voix douce. Empêcheur de tourner en rond, prenant des libertés avec la légalité quand le combat l'exige, il prend paisiblement le temps de parler...

« Générosité ? Un de ces mots qui ont valeur de sacré, qu'il faut dépoussiérer puisqu'ils se fatiguent. Dans toute société existent deux façons de concevoir les choses. Il faut choisir ce qu'on veut. Une planète de brutes, ou une planète humaine. La générosité en soi est la condition fondamentale, la loi de la vie et la loi de la mort.

« Un temps de lassitude »

» Fréquemment on se réfère à la morale de la loi naturelle : une monstruosité, où le plus gros mange le plus petit ! Dans le cosmos, l'homme et ses millions de neurones est le seul être doté de la liberté. Avec celle-ci, il est capable de faire le contraire de la loi naturelle. Mais, vous dit-on, – « Avec vos pensées extraordinaires, vous allez faire un drôle de monde de boiteux et de handicapés, en assurant la survie de tordus ! ». Si cette société décide de dédaigner les canards boiteux, elle est en route pour le pire des nazismes.

» Au départ on ne s'en rend pas forcément compte. Quand le Front national a commencé sa montée, j'ai écrit : « Ne jouez pas avec le feu ! » *Mussolini à ses débuts n'avait évidemment pas l'intention d'être solidaire de Hitler. Une fois le doigt dans l'engrenage, c'est trop tard. Qu'a dit Le Pen au soir des dernières élections ?* « Et si vous échouez, c'est à nous de jouer. » *Ce même soir, à la télé, j'ai lancé un appel au respect de la joie de vivre. Aux* « braves gens », *qui sont éreintés par le travail et les longs transports dans la grande ville. On ne veut plus regarder les autres. En famille, on ne se dit plus rien, on regarde la télé. C'est un temps de lassitude, qui va contre la générosité.*

» Dans les pays riches, la démocratie a sa force. Mais aussi sa faiblesse. Les capitalistes font les élus. Ces derniers ne s'occupent pas de la misère. Ils se satisfont d'embellir l'ordinaire de ceux qui ont déjà le nécessaire. La démocratie dédaigne les petits, qui finissent par s'allier aux ultranationalistes. La démocratie finira par crever du chancre de la misère dédaignée. »

D. R.

Les Bosniaques de Ganges

A la sortie de Mialet, un village perché dans les Cévennes, une mère et ses deux filles étaient arrivées de Bosnie, par un soir de novembre. Un couple avait accepté de les loger jusqu'à leur retour au pays, prévu en juin. Le mari, infirmier, avait travaillé pour l'association lyonnaise Equilibre, qui organisait l'opération de secours « 1 000 enfants à l'abri ». Puis vint Noël, et la neige recouvrit les bois. A la porte toquèrent un homme, puis deux, accompagnés de leurs fils, passés comme par miracle à travers les frontières. La famille bosniaque était désormais presque au complet. Le printemps commença. Dans la villa, le jeune couple se sentait de plus en plus débordé.

Alors les époux s'en allèrent voir le maire de Ganges, la ville voisine. Où loger la famille réfugiée ? Le Secours catholique fit une collecte. Vêtements, couvertures, lits et gazinière furent rapidement rassemblés dans un heureux élan de la population. La mairie fournit un logement vacant. Les enfants furent inscrits à l'école publique. Le séjour des Bosniaques se fit de plus en plus discret. *« C'est Equilibre qui paie leur loyer »,* précisa le maire.

Dans Ganges sinistrée par la crise, *« Nous d'abord, les étrangers après ! »,* s'indignait déjà un cafetier. La famille réfugiée rêve de moins en moins à un improbable retour. La guerre, au pays, sévit de plus belle.

D. R.

Le Monde

Edité par la SARL *Le Monde*

Comité de direction :

Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication
Bruno Frappat, directeur de la rédaction
Jacques Guiu, directeur de la gestion
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Ferenczi,
Bertrand Le Gendre, Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télex : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télex : 261.311 F

Edité par la SARL *le Monde*

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du *Monde* »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33
Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE

Imprimerie
du « Monde »
12, r. M.-Gunsbourg
94852 IVRY Cedex

Le Monde

SCIENCES • MEDECINE

Les divans de l'Europe

Peut-on concevoir un statut européen de la psychanalyse ? Rendu pressant par l'harmonisation des législations, le débat s'amorce péniblement en France

IL n'est pas fréquent que les psychanalystes, du moins officiellement, s'interrogent sur le statut de leur profession. Plus enclins aux débats théoriques qu'aux controverses législatives, il est plus rare encore qu'ils portent leur réflexion sur les fonts baptismaux de l'Europe communautaire. C'est dire l'interêt de l'ouvrage collectif que viennent de publier, sous le titre *la Psychanalyse et l'Europe de 1993* (1) plusieurs membres de la Société psychanalytique de Paris (SPP). Traité de Maastricht oblige, la plus ancienne et la plus orthodoxe des sociétés analytiques françaises s'inquiéterait-elle de son avenir ?

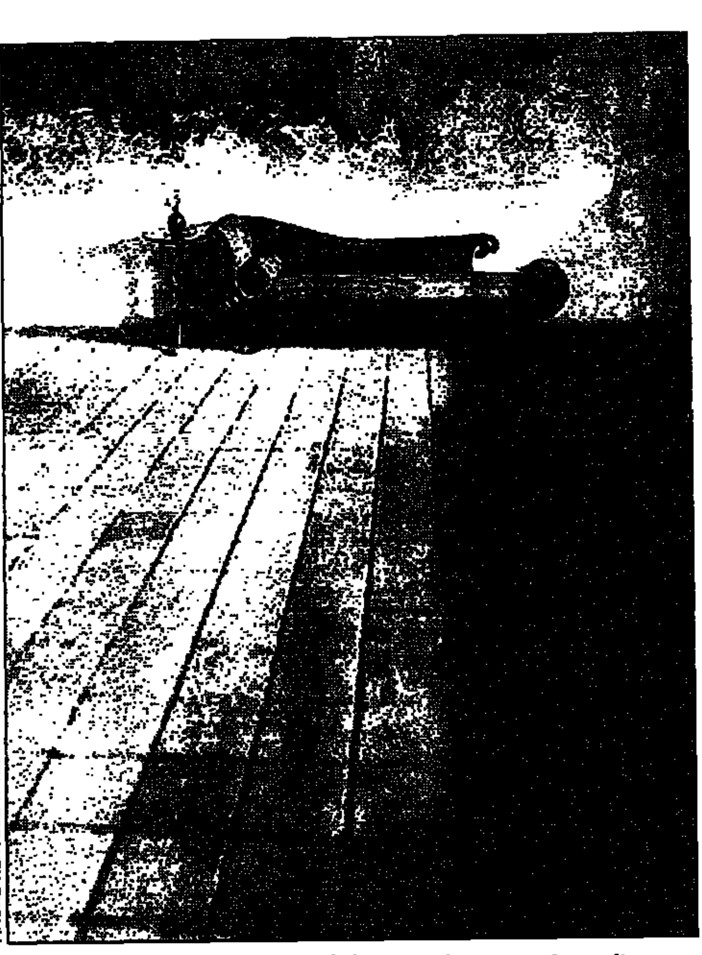
Dans ses grandes lignes, le constat est simple. Afin que tout citoyen d'un Etat membre de la Communauté puisse travailler où il le désire sans rencontrer d'obstacle administratif, l'Europe des Douze, depuis le 1er janvier 1993, veut que soit abolie d'un pays à l'autre toute différence entre les réglementations régissant un même métier. Celui de psychanalyste n'étant actuellement reconnu en tant que tel par aucun des Etats de la Communauté, ce principe ne s'applique pas, *ipso facto*, à la pratique initiée par Freud.

Disparités criantes

« Profession impossible » que ne sanctionne aucun diplôme, la psychanalyse, lorsqu'elle est exercée dans les règles de l'art, n'en est pas moins soumise à ses propres codes, et parfois à des lois. A preuve : dans de nombreux pays, des réglementations encadrent d'ores et déjà la formation des analystes, leur mode de rémunération ou le remboursement des cures par l'assurance-maladie. D'où la nécessité, estime un nombre croissant de praticiens de l'inconscient, de réfléchir dès aujourd'hui au « statut européen » de leur profession, avant d'y être contraints par l'harmonisation des législations nationales.

Mieux vaut, en somme, prévenir que guérir... D'autant qu'à lire l'état des lieux que dresse cet ouvrage, on perçoit sans peine la difficulté de l'entreprise. Reconnaissance officielle ou non de la pratique analytique, validation des méthodes de formation, modalités de remboursement par l'assurance-maladie : dans chacun de ces domaines, les disparités sont criantes d'un pays à l'autre. Un exemple ? Si l'analyse peut aujourd'hui être partiellement remboursée dans la plupart des pays européens, elle reçoit en échange les appellations les plus diverses. On parle ainsi de *« cure analytique »* en Angleterre, en Finlande, en Suisse et en Autriche, de *« psychothérapie analytique »* en Allemagne et en Hollande, tandis que la Belgique, elle, ne rembourse que les *« psychothérapies »*. La France atteignant à cet égard les sommets de l'ambiguïté, puisque n'y sont officiellement remboursées que des *« consultations de neuropsychiatrie »*.

« La Sécurité sociale rembourse en pratique les cures des analystes psychiatres. Pourtant, officiellement, il n'y a aucun contact entre les pouvoirs publics et les analystes », résume Gilbert Diatkine, actuel président de la SPP. Farouches défenseurs de leur indépendance, la plupart des analystes français, de quelque école soient-ils, se sont jusqu'à présent fort bien accommodés de cette situation. Mais leur liberté pourrait prochainement être remise en cause par leurs voisins européens,


ANDRÉ KERTÉSZ/MINISTÈRE DE LA CULTURE

Dans de nombreux pays, des réglementations encadrent d'ores et déjà la formation des analystes, leur mode de rémunération ou le remboursement des cures par l'assurance-Maladie.

dont plusieurs (parmi lesquels la Hollande, le Portugal et l'Allemagne), afin d'habiliter les caisses d'assurance à rembourser les cures, ont d'ores et déjà dressé la liste des analystes dont ils reconnaissaient la formation. *« Si elle n'est pas encore un « statut » au sens strict du terme, cette liste n'en donne pas moins un titre de « psychothérapeute » ou de « psychanalyste » avec la garantie de l'Etat »*, souligne Alain Gibeault. *« Tout citoyen de la Communauté exclu de cette liste peut contester les critères de formation qui ont été retenus pour la constituer, et attaquer l'Etat qui l'a établie comme contrevenant aux dispositions de l'Acte unique. La Commission de Bruxelles aura alors à harmoniser la formation et le statut des psychanalystes dans tous les pays de la Communauté. »*

Face à cette probable évolution, une ébauche d'unification pourrait-elle être trouvée par le biais d'un code international de déontologie, comme l'appellent de leurs vœux certains praticiens ? La lecture même de *la Psychanalyse et l'Europe de 1993* permet d'en douter. Clair et bien structuré, cet ouvrage, en effet, ne se contente pas de montrer la diversité des règles – quand elles existent – qui gouvernent la psychanalyse dans les différents pays d'Europe. En donnant un aperçu des réflexions éthiques, politiques et scolastiques qui animent la très traditionnelle SPP, il remet aussi en lumière les dissensions, profondes, qui subsistent entre les différentes sociétés françaises de psychanalyse. Et rappelle à la mémoire la violence des réactions – pour une fois quasi unanimes – auxquelles s'était heurté, fin 1989, le projet d'« instance ordinale » proposé par le psychanalyste Serge Leclaire et quatre de ses confrères (*le Monde* du 15 décembre 1989).

Querelles scolastiques

Destinée – entre autres – à éviter à la profession de subir sans contrôle une éventuelle normalisation, cette « instance tierce », selon ses initiateurs, aurait été ouverte à toutes les écoles et reconnue par les pouvoirs publics. *« Mais comment ces sociétés auraient-elles pu se mettre d'accord sur des principes de base, puisque ce sont d'abord des questions éthiques qui ont entraîné les diverses scissions du mouvement psychanalytique français ? »*, soulignent aujourd'hui Janine Chasseguet-Smirguel et Gilbert Diatkine. Provoquant une grande agitation dans le milieu psychanalytique, le projet fut ainsi violemment contesté par plusieurs groupes lacaniens, ainsi que par les deux sociétés françaises affiliées àl'Association psychanalytique internationale (2).

La situation, depuis, n'a guère progressé. Et l'on peut prévoir sans grand risque d'erreur que le dialogue, s'il s'instaure à nouveau entre les diverses institutions françaises, n'ira pas sans raviver de solides débats théorétiques. De leur aboutissement dépend l'avenir d'une profession dont les risques – autant que les bénéfices – ne sont plus à démontrer, et que plusieurs milliers d'analystes « sauvages », faute d'un statut national reconnu, exerçent actuellement en France en dehors de tout contrôle éthique ou juridique.

CATHERINE VINCENT

(1) *La Psychanalyse et l'Europe de 1993*, sous la direction de Gilbert Diatkine, Gérard Le Gouès et Ilana Reiss-Schimmel. PUF, 194 p., 172 F.

(2) Créée par Freud en 1910, l'Association psychanalytique internationale (API) ne reconnaît, en France, que deux écoles : la Société psychanalytique de Paris (450 membres) et l'Association psychanalytique de France (50 membres). Il existe par ailleurs une quinzaine de groupes français d'obédience lacanienne, dont chacun compte officiellement quelques centaines de membres.

« Question de dosage... »

Un psychiatre libanais raconte l'histoire mondiale des drogues et la « toxicomanie de guerre » dans son pays

LAISSONS le professeur Claude Olievenstein nous parler d'Antoine Boustany (chef du département de psychiatrie à la faculté des sciences médicales de Beyrouth et vice-président de la Fédération internationale francophone de psychiatrie) et de ce qui fait le prix de son travail. *« Son livre est différent d'innombrables autres sur les drogues. Cette différence tient à la personnalité de l'auteur : psychiatre de renommée internationale* [exerçant à Beyrouth]. *Antoine Boustany sait de quoi il parle, car il l'a vécu. »*

Connu en Orient pour plusieurs volumes fondamentaux en arabe tels *le Hachich : fantasmes et réalités* (1984), Antoine Boustany, vivant en plein cœur d'un pays ou violences et drogues ont régné – et régnent encore – depuis près de vingt ans, s'est spécialisé *« sur le tas »* dans la psychiatrie de guerre et la toxicomanie de guerre. Depuis la cessation des combats au Liban en 1990, le professeur Boustany observe la lente adaptation des cultures, trafics, et consommations, à une situation sinon de paix, du moins, jusqu'aux derniers événements, de non-guerre.

Dans une partie de son *Histoire des paradis artificiels*, l'auteur reconstitue surtout le rôle de l'alcool dans les différentes civilisations, pratiquement toutes ayant eu recours aux *« modificateurs de la conscience »*. Quant aux religions, elles se retrouvent presque toutes pour promettre le paradis après la mort mais pour interdire d'en éprouver trop souvent un avant-goût sur terre... L'Ecclésiaste, cependant, dans l'Ancien Testament, a ce cri du cœur : *« Quelle vie mène-t-on, privé du vin ? »* Et Salomon, dans le Cantique des cantiques, célèbre pas moins de seize fois les vertus enivrantes du jus de raisin fermenté...

Ce qui fait donc la spécificité de l'islam, c'est son bannissement absolu de tous les alcools – bannissement terrestre seulement puisque, selon, entres autres, la sourate coranique des Fraudeurs, le musulman méritant se verra proposer au Jardin d'Allah un *« vin rare et cacheté »*, outre les fameuses *houris* transparentes, éternellement vierges et procurant des orgasmes d'une durée de quatre-vingts ans...

Avec le thème islamique, on pénètre de plain-pied dans le vaste champ des expériences *in vivo* – formant l'autre partie et la plus inédite du livre – du psychiatre libanais ; car ni le Coran ni les textes sacrés annexes laissés par Mahomet n'ont explicitement condamné les autres *« produits à rêver »* tels le hachich ou l'opium.

Le Vieux de la Montagne

Il est probable que le chanvre (*hachich el kif*, « l'herbe du plaisir ») eut d'abord un rôle dans la pharmacopée arabe avant de faire son entrée dans les soirées poétiques ou érotiques du califat de Bagdad où son usage intensif, selon l'auteur, fut (et demeure sous toutes les latitudes) moins nuisible pour la santé que l'abus des boissons alcoolisées.

Sur les *hachichines*, les « assassins », ancêtres médiévaux des très paisibles fidèles ismaéliens actuels de l'Aga Khan, Antoine Boustany ne pouvait en dire beaucoup plus que l'orientaliste anglo-américain Bernard Lewis (*Les Assassins*, Berger-Levrault, 1982). En revanche, son expérience proche-orientale récente permet au spécialiste beyrouthin d'exposer le rôle de ceux qu'il appelle, dans l'univers chiite irano-libanais, *« les hachichines du vingtième siècle »* dont les passions patriotiques et confessionnelles et les habitudes de consommation, mêlant quelquefois *« secrètement »* alcool et « herbe », ne sont pas très différentes de celles de la « grande époque » du Vieux de la Montagne qui lançait ses commandos en direction des croisés francs ou des *« mauvais musulmans »*...

Actes de guerre sainte agréables à Dieu d'après les militants islamiques, actes de terrorisme selon leurs adversaires ou victimes occidentaux, les attentats commis *« à bon escient »* par des musulmans trouvent, semble-t-il, promesse de récompense céleste dans le Coran : *« Ceux qui sont tués sur le chemin d'Allah ne sont pas morts, ils sont vivants. Ils seront pourvus de biens auprès de leur Seigneur »* (sourate de la famille d'Imrane). Le tout est de définir exactement ce qu'est *« le chemin de Dieu »* mais la mystique populaire, ainsi que l'analyse Antoine Boustany, ne s'embarrasse guère d'arguties théologiques et a vite choisi...

Après avoir présenté son livre en France, le professeur Boustany est retourné dans son terroir oriental où excitants divins et chimiques sont alliés depuis l'Antiquité pour fouetter les passions humaines hautes ou basses ; dans ce Liban, pays longtemps à la fois producteur et consommateur modéré de vins, d'arak, de haschich et d'opium mais où pratiquement tous les clans militaires du dernier conflit (1975-1990) ont abusé des paradis artificiels et en ont, souvent de connivence, commercé parfois à vaste échelle.

Le professeur-auteur est au premier rang de l'entreprise nécessaire, consistant à réduire, voire à éliminer peu à peu les drogues dures (cocaïne, héroïne), développées par le climat guerrier, et à revenir aux habitudes anciennes : *« Question de dosage... »*, conclut Antoine Boustany qui, bien entendu, n'a jamais eu d'illusions prohibitionnistes...

JEAN-PIERRE PÉRONCEL-HUGOZ

► ***Histoire des paradis artificiels, drogues de paix et drogues de guerre,*** **d'Antoine Boustany, préface de Claude Olievenstein, colllection « Pluriel », Hachette, 230 p., 92 F.**

Neurones par sept

Marseille est la seconde ville au monde à posséder un système d'enregistrement « multiélectrodes », capable de capter dans notre cerveau l'activité de plusieurs neurones à la fois

MARSEILLE

de notre correspondant

POUR enregistrer l'activité du cerveau, on devait se contenter, jusqu'à une époque récente, du recours à l'électroencéphalogramme, qui fournit une « image » globale mais ne dit rien sur le fonctionnement des neurones. Depuis une quinzaine d'années, on sait également enregistrer chez les êtres vivants, grâce à une microélectrode, l'activité électrique d'un neurone isolé, à partir duquel on tente de déduire les propriétés fonctionnelles d'une population de neurones. Mais jamais encore on n'avait pu enregistrer l'activité de plusieurs neurones en même temps.

Or les cellules nerveuses du cortex cérébral ont ceci de particulier qu'en dehors de leur activité électrique propre elles subissent des interactions des cellules voisines. Un neurone ne travaille jamais seul, mais en coopération avec d'autres. Toute activité de perception de mémoire ou de planification des activités motrices mobilise donc une somme plus ou moins importante du cerveau, des milliers, voire des millions de neurones.

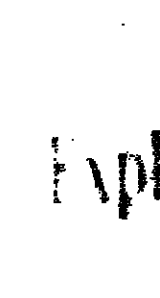
Pour la première fois en France, un outil de recherche va permettre d'étudier, en partie, cette coopérativité fonctionnelle des neurones. Le système d'enregistrement Matrix, qu'héberge depuis plusieurs semaines le laboratoire de neurosciences cognitives du CNRS-Marseille dirigé par Jean Requin, permet en effet d'implanter dans le cortex sept microélectrodes à la fois, capables d'enregistrer indépendamment l'activité de sept neurones « travaillant » ensemble.

« Cet appareil, le second au monde après celui de l'école de médecine Jones Hopkins de Baltimore aux USA, a été fabriqué par le centre de physique de l'université de Marburg, en Allemagne, précise le professeur Requin. *Le problème de rigidité de ces microélectrodes, dont la pointe mesure 1 micron, a été résolu grâce à un alliage de platine/tungstène, gainé dans du quartz fondu à 2 100 degrés, sous vide, dans de l'hélium pur. »*

Matrix, qui ne réclame qu'un orifice crânien correspondant au diamètre très faible (celui d'un cheveu humain) des microélectrodes, permet ainsi de multiplier les enregistrements multiunitaires de l'activité neuronale dans une même région du cerveau.

A terme, c'est la structure et le fonctionnement des neurones que l'on espère mettre en lumière. Et notamment vérifier l'hypothèse qui veut que notre cerveau soit composé de milliards de « modules de base », chacun contenant un neurone d'« entrée » captant l'information apportée par un signal extérieur, un neurone de « sortie » dont l'activité est dépendante des caractéristiques de l'activité motrice, et un neurone d'« interface » qui les met en relation.

JEAN CONTRUCCI



CULTURE

MUSIQUES

FRIEDRICH GULDA *au Palais Jacques-Cœur*

Le réconciliateur

Unique récital d'un monstre sacré

MONTPELLIER

de notre envoyée spéciale

Il dit qu'entre le piano et lui, l'affaire est classée. Alors, quand il rouvre le couvercle, on bénit le ciel. Dans la grande tradition des pianistes de club, de sa voix de crooner zen, Friedrich Gulda bénit, lui aussi, la belle soirée d'été qui lui a permis de rencontrer un public si *«inspirant»*. Il est minuit sous les étoiles de la cour du Palais Jacques-Cœur. On a passé deux heures en compagnie d'un des plus grands artistes de ce siècle. Le reverra-t-on jamais seul sur une scène?

Un récital de Friedrich Gulda est une œuvre en soi. Une composition où s'enchaînent sans interruption l'*Opus 110* de Beethoven, la *Fantaisie en do mineur* de Mozart, une réduction des *Noces de Figaro*, une transcription de *Carmen*, un *Prélude et fugue* très swing de Gulda lui-même. Tout avait commencé, pour apprivoiser la nuit, par *Les sons et les parfums tournent dans l'air du soir*. Et quand il s'agit d'annoncer L'Espagne de Bizet, deux autres préludes de Debussy s'imposaient : *la Sérénade interrompue* et *la Puerta del Vino*. Avec *In der Nacht*, de Schumann, se mirent à voleter tous les mauvais génies du romantisme noir. Mais voici Vienne et les nuits exquises de *la Chauve-Souris* de Johann Strauss.

Au début, le pianiste semblait jouer contre le temps, pulsant dans Beethoven et Mozart une énergie en fusion. Puis s'étaient installées l'indolence, la jouissance du son, la pure sensualité pianistique – ces arpèges soyeux, ces aigus plantés d'une caresse, ces pianissimos en gouttes d'eau, si légers et si lumineux. On n'était plus dans l'interprétation, pas tout à fait dans l'improvisation. Toutes les époques du piano, le genre sérieux et le style léger, s'étaient enfin réconciliées. Depuis longtemps, le pianiste, dans un état second, oubliait de regarder ses doigts et fixait le public droit dans les yeux. Oui, semblait-il dire, un piano peut être ça. Un corps aimé.

D'ascendance tchèque par son père, hongroise par sa mère, *«aussi rempli de haine pour l'Autriche que Thomas Bernhard, un frère»*, Gulda a choisi de vivre dans *«l'air frais»* de la campagne salzbourgeoise après quarante ans passés en Amérique du Sud. Enfant prodige évidemment (*«ma sœur n'était pas douée, tous les talents étaient allés de mon côté»*), il apprend le piano chez Mozart et



HENRI ROBERT

Friedrich Gulda

Beethoven. Mais la guerre vient et, avec la Libération, des clubs de jazz ouvrent à Vienne. *«On avait à nouveau le droit d'entendre la «musique de nègres» interdite par les nazis. J'ai appris sur le tas, jouant jour après jour, un peux mieux chaque fois. Mes maîtres étaient Gillespie, Parker, Bud Powell, Thelonius Monk. Joe Zawinul, de Weather Report, était mon meilleur ami et mon concurrent direct. Nous étions nés dans le même district de Vienne. Nous avons fini par jouer en duo.»*

Cette deuxième carrière jazzistique a beaucoup excité, dans les années soixante-dix, la poignée de fans qui, en France, s'acharnaient à voir en Gulda un parent éloigné de Glenn Gould. L'Autrichien en était, il est vrai, à sa période pure et dure, refusait toute tendresse à Mozart et campait ses mélodies sur des batteries de main gauche intraitables. Gulda, comme les premiers «baroqueux» alors en période militante, semblait vouloir faire oublier qu'un dix-neuvième siècle sensible, sentimental, monumental, eût compté dans l'histoire de l'interprétation musicale.

Mais s'il fallait donner un cousin germain au pianiste autrichien, ce serait son compatriote Nikolaus Harnoncourt, avec lequel il a d'ailleurs enregistré des concertos de Mozart (Teldec). Parti lui aussi d'un anti-romantisme intransigeant, d'un idéal de pureté stylistique et de netteté du trait, le chef n'a pas tardé à enregistrer la musique du dix-huitième siècle avec de grands orchestres modernes, et à «trahir» les baroques pour Beethoven et Johann Strauss. Aurait-il renoncé à ses principes? Ou n'a-t-il pas plutôt suivi son bon plaisir? *«L'enregistrement dont je suis le plus fier*, commente Gulda, *est celui du* Concerto pour deux pianos de Mozart *avec Chick Corea sous la direction d'Harnoncourt. J'ai servi de trait d'union, de pierre angulaire. Corea est un pianiste de premier ordre mais stylistiquement, il n'était pas sûr de lui dans Mozart. Je lui ai donné des leçons pendant quinze jours. Il a été mon meilleur élève.»*

Harnoncourt, envers et contre tous, a évolué comme il l'entendait. Gulda parle, pour son cas personnel, de *«diversification»*. *«Je peux toujours jouer du piano mieux que la majorité de mes confrères. Mais ce n'est plus ma profession principale»*. Pour son ensemble de jazz-rock, le Paradise Band, il a composé un opéra-ballet, *Paradise Island*, sur les conflits du monde moderne (*«une allégorie, un peu comme* la Flûte enchantée»...). L'œuvre a été créée il y a un an à Munich en version de concert, Gulda était au pupitre. Elle sera reprise, en version scénique, pour l'ouverture de l'édition 1995 du Festival de Radio France et de Montpellier. David Robertson tiendra la baguette, Gulda se contentera de jouer la partie de piano. *«Enfin*, dit-il, *je superviserai les répétitions, j'aurai le plaisir d'imposer ma volonté aux autres.»* Affaire, toujours, de délectation.

ANNE REY

Explosion chiffrée

Quand toutes les institutions culturelles sont en crise, le Festival de Radio France et de Montpellier, cette année, a *«explosé»*. C'est ce qu'a déclaré Georges Frèche, samedi 31 juillet, en prélude à la conférence de presse traditionnelle. Le maire de Montpellier s'est accordé encore quelques années pour que les manifestations de l'été en viennent à concurrencer *«Bayreuth ou Salzbourg»*. *«Notre orchestre a dix ans, celui de Heidelberg en a cent trente, et il y a un piano à queue dans toutes les maisons de la campagne allemande.»* René Koering, directeur artistique, a donné quelques chiffres, ainsi que Claude Samuel, directeur de la musique à Radio France.

Au total, l'ensemble des manifestations (clôture le 6 août) aura offert 63 000 places. 58 000 d'entre elles auront été occupées, soit un taux de remplissage de 92 %. Grâce à la présence de la radio et au relais par satellite de l'Union européenne, la quasi-totalité des programmes, enregistrés par France Musique ou par France Culture, auront été entendus par 18 millions d'auditeurs. Les recettes de billetterie étaient de 1,5 million l'an dernier, elles seront de 2,5 millions à la fin de cette édition, soit une augmentation de 36 % sur les prévisions. Ces recettes représentent environ 12 % du budget du festival, que le mécénat finance à hauteur de 30 %. En échange d'un siège au conseil d'administration, le conseil régional a versé 5 millions. Le département a coupé sa subvention. Provisoirement, espère M. Frèche. Le maire a enfin souligné que l'Etat avait diminué l'ensemble de ses subventions aux institutions municipales : – 5,5 % aux opéras, – 6 % à l'orchestre, – 3 % au théâtre.

A. Ry.

PHOTOGRAPHIE

LOUIS JAMMES, *à Arles*

Un intrus en Yougoslavie

Le drame de Sarajevo vu par un reporter qui n'hésite pas à intervenir sur ses images

Louis Jammes est un intrus dans le jardin des reporters-photographes. Passe encore qu'il vienne à Sarajevo en pleine guerre, sans carte de presse, qu'il n'affectionne pas particulièrement ladite presse, qu'il soit hébergé par une famille bosniaque et non à l'hôtel, qu'il donne des tirages aux gamins dont il prend le portrait et qu'il évite les points chauds qui mènent aux grands magazines internationaux. Quand on se dit *«photographe avant tout»*, quand son souci principal est *de «rendre compte du temps présent»*, il y a des règles à respecter «dans le métier» : témoigner ou s'engager, d'accord; faire poser son «sujet» à la rigueur, mais surtout ne jamais franchir la ligne qui veut que le produit fini soit une image, rien qu'une image, dont on dira au lecteur qu'elle constitue un fragment, aussi fragile soit-il, du réel.

Ces règles, Louis Jammes ne les respecte pas. Voilà pourquoi le milieu photographique a mis *«dix ans à me reconnaître»*, affirme-t-il. Le photographe est surtout connu du milieu des arts plastiques, il a été l'un des animateurs du mouvement de la figuration libre (Combas, Blais, Boisrond, Blanchard), expose à la galerie Yvon Lambert à Paris et se sent plus proche des graffitis de Keith Haring que des pages de *Paris-Match*. Mais ce Carcassonnais de trente-cinq ans a décidé un jour de *«sortir du studio pour descendre dans la rue»*, explorer par l'image le monde qui l'entoure. Il y a d'abord eu les portraits à Barbès (*Bag People*), puis une série sur les Palestiniens, une autre sur les alentours de la centrale de Tchernobyl, quatre ans après la catastrophe (publiée dans *Actuel*), le mur de Berlin et, aujourd'hui, le drame de Sarajevo. Jammes s'est rendu dans la capitale bosniaque en avril et mai derniers. *«C'est un travail fait dans l'urgence, pas abouti.»*

Tel un reporter, il se contente d'enregistrer des personnages, *«comme si je pointais sur la carte un quartier ou un immeuble»* : des paysannes réfugiées à Sarajevo, des enfants surtout, souvent accroupis, face à l'objectif. Louis Jammes retravaille ensuite les tirages. *«Une intervention spontanée, pauvre»*, indique-t-il. Il gratte avec un clou la matière du petit format Polaroïd, dessine des cordes, des flammes, accroche des ailes aux gamins, inscrit les dates de prise de vue, comptabilise le nombre de morts de la journée. Et puis il note en quelques phrases, ambiguës au possible, ses sentiments du moment : *«J'ai rêvé que je pouvais voler au-dessus de Sarajevo»*; *«C'est le temps des anges»*; *«Avez-vous besoin de quelque chose?»*; *«Trop de bruit»*; *«Dieu est parti»*.

Le résultat compose la matière d'un vrai journal intime et la chronique du conflit, indissociablement mêlées : *«Le temps présent ne m'intéresse que s'il pose des problèmes intemporels qui rejoignent ma souffrance, ma vie. Il n'y a alors plus de limites dans l'image. Les anges représentent un état entre la vie et la mort, c'est exactement ce que je ressens à Sarajevo.»* Parallèlement à cette chronique, Louis Jammes expose des grands formats, des portraits de morts, réalisés à la morgue, magnifiés par la matière photographique, plus proches du Greco que de la presse à sensation. Et s'explique : *«En tant que reporter, je dois aussi montrer la mort, car il y a une hécatombe.»*

Cette confusion des genres provoque l'indignation de certains. Chez d'autres, un malaise. N'est-ce pas ici la récupération opportuniste d'un conflit plutôt qu'un cri de rage sincère? Les images émouvantes et les textes d'une naïveté extrême de Louis Jammes témoignent pourtant en faveur de sa bonne foi, de même que ses réactions «épidermiques» : *«La Bosnie est rayée de la carte. Du côté serbe ou croate, il y a une logique de la guerre. Du côté bosniaque, on subit et on survit. J'aimerais que mes photos soient publiées dans la presse. Mais, avant la fin de l'été, je vais d'abord les coller sur les murs du centre de la ville. Tant que le problème de Sarajevo n'est pas réglé, je ne peux rien faire d'autre que de me retrouver là-bas. Ça peut durer dix ans...»*

MICHEL GUERRIN

► **Chapelle du Méjan, place Massillon, quai Marx-Dormoy, 13200 Arles. Jusqu'au 15 août. Tél. : 90-96-76-06.**

VIDÉO

Feux d'artifices

Deux «expositions» parisiennes pour accéder aux programmes de création, méconnus ou inconnus

Où voir une émission de télévision – de «télévision de création» – quand elle est déjà passée et qu'on l'a ratée? Où voir une émission de télévision qui n'est *jamais* passée à la télévision (il y en a de plus en plus)? Il devrait exister un lieu pour cela, une TGV, une Très Grande Vidéothèque. Un projet existe en ce sens, conçu par Jean-Marie Duhard, ex-organisateur du Festival vidéo de Montbéliard, pour regrouper toutes la création électronique et numérique, et en offrir la consultation au public et aux chercheurs.

En attendant que l'inspirateur de ce projet (le ministère de la culture) trouve un abri à ces milliers d'œuvres errantes, on peut avoir un aperçu du stock qu'elles représentent – et de leur splendeur cachée – en se rendant au Carré Seita. Pendant tout l'été, chaque après-midi, sous l'égide d'«Imagina», un grand écran y fait crépiter images de synthèse, clips, poèmes numériques, dessins animés par ordinateur, vidéodanses, films expérimentaux et autres «programmes courts» que certains téléspectateurs chanceux ont pu voir filer, une fois, une brève fois, sur leur petit écran. Et d'autres images, non moins remarquables, qui attendent leur ticket d'entrée dans le réseau cathodique.

Des spots de Bob Wilson produits par le Centre Pompidou en 1979 aux poèmes d'Omar Khayam admirablement calligraphiés par Michaël Gaumitz pour fêter le ramadan, en février dernier, sur ARTE, c'est plus de dix années de «nouvelles images» françaises qui se déploient en un vaste choix. Vingt cartes blanches, confiées à des producteurs, proposent des centaines de titres.

D'un programme à un autre, des noms reviennent, et l'on repère des styles. Entre un Greenaway inédit (*Not Mozart*) et un coup de chapeau aux *Shadocks* (qui datent, eux, de 1969), on voit naître de nouveaux auteurs. Pour rester avec Michaël Gaumnitz, on savoure, ici, des extraits de son fameux «Courrier des téléspectateurs» qui fit les beaux jours de la SEPT câblée et qu'on se désespère de ne pas retrouver sur ARTE; là, un poème de Prévert, *Pour faire le portrait d'un oiseau*; ailleurs, des portraits de femmes, brossés en couleurs criardes et pourtant suaves. Et l'on devine son secret : ne jamais travailler avec des tons doux, prendre du rouge, du vert, du bleu, du jaune pur, mais creuser leur cri en installant entre eux beaucoup de noir, de blanc. Et surtout ne jamais rien laisser en repos, faire fuser les pigments comme des étoiles filantes dans la nuit. Les volutes violentes de Gaumnitz, bien mieux que les *Mattamorphoses*, réalisées par le peintre Matta, qui reste à mi-chemin de quelque chose, illustrent quelle «post-peinture» un artiste d'aujourd'hui peut créer quand il maîtrise les techniques de la palette numérique.

Un défilé de Jean-Paul Gaultier mis en image par Marc Caro, un «hit» de Chopin (la *Marche funèbre*) mis en clip par Zbigniew Rybczynski, un bout du spectacle *Vidéopérette* de Michel Jaffrennou, une fable mystico-électronique, *Réflexion sur la puissance motrice de l'amour*, signée Pierre Trividic (le seul disciple qu'Averty ait jamais eu), la vidéodanse la plus couverte de prix, *Waterproof*, une «sex-fiction» de Cécile Babiole, les *Xons*, *Crac-Crac*, une enquête sur l'environnement d'Andy Warhol réalisée comme un film noir par Patrick de Geetere et Cathy Wagner : entre toutes ces agaceries, quoi de commun? Leur producteur, Patrick Sobelman (Ex Nihilo), qui fait partie de ces jeunes producteurs qui ont misé depuis longtemps sur le développement des images nouvelles. Parmi eux, chacun a sa politique, sa ligne presque, comme dans la mode, qu'il maintient en travaillant exclusivement avec certains artistes.

D'autres artistes ont choisi de grouper leurs forces et de fonder une société de production. Grand Canal, Le Village, Agave, AAA, Mac Guff Line sont autant de sigles qui reviennent souvent et signalent un air de famille. Au bout d'un moment, on distingue très bien les exercices d'art vidéo patronnés par Grand Canal des travaux graphiques financés par AAA. Le Village fait dans le loufoque et les Mac Guff se sont spécialisés dans la 3D. Agave, c'est Bériou et ses morphismes qui transforment à perte de vue des mains en visages et vice versa (dommage seulement que la fiction qui gère ces remarquables images de synthèse soit un peu lourde).

Une clé de l'art contemporain

De l'autre côté de la Seine, dans un musée, celui de la Ville de Paris, une autre sélection, plus restreinte, d'images nouvelles puisées dans le même stock attend le public : «Images et artifices». Voir ces images accrochées dans ce musée entre les deux grandes expositions de l'été, Niki de Saint Phalle et Robert Combas, redouble leur intérêt. Elles offrent ici, en plus du plaisir qu'elles procurent, comme une clé de l'art contemporain.

Les derniers tableaux de Niki de Saint Phalle sont des puzzles qui se démontent comme une image numérique. Les compositions de Combas fourmillent de sous-écrans; leur espace est divisé comme une grille cathodique. Quand un musée reconnaît quelques valeurs sûres de la télévision (Lefdup, Bériou, Coignoux, Caro, Babiole), c'est que la télévision était depuis longtemps entrée au musée sous bien d'autres formes.

JEAN-PAUL FARGIER

► **Les rendez-vous d'«Imagina», Carré Seita, 12, rue Surcouf, 75007 Paris. Du lundi au vendredi, de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 27 août. Tél. : 45-58-66-36.**

► **«Images et artifices». ARC du Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, 75016 Paris. Tél. : 47-23-61-27. Jusqu'au 12 septembre.**

Mode d'emploi

La diffusion de la vidéo de création en France, toutes catégories confondues, rencontre un succès tel que de nombreuses structures d'encadrement se sont mises en place depuis trois ans dans diverses régions.

Dans le Nord, d'où le mouvement est parti il y a cinq ans, les organisateurs de diffusion d'œuvres vidéo sont regroupés sous le label La Saison vidéo. Trois fois par an, ils éditent un guide où figurent toutes les séances d'une saison, avec un commentaire sur chaque œuvre. En Auvergne, Les Turbulences Vidéo publient le même genre de renseignements. En Alsace, c'est Vidéo Les Beaux Jours. En Provence, Vidéo Lux. En Bretagne, Vidéo Pop Combo. Les diffusions se déroulent dans des bibliothèques, des médiathèques, des maisons de jeunes, des clubs de lycée, des écoles d'art, des universités, des cinémas, des cafés... L'association Cent Lieux (pour la Vidéo), fondée il y a quatre ans par dix pionniers, se retrouve maintenant avec plus de deux cents adhérents.

Tous ces diffuseurs composent leurs programmes en se fournissant, presque exclusivement, auprès d'Heure exquise! Cette association sans but lucratif, basée dans un fort de Mons-en-Barœul, distribue près de 2 000 titres (de France et d'ailleurs), appartenant à plus de 600 auteurs. Son nouveau catalogue vient de sortir, accompagné d'un index thématique. Un service par Minitel fonctionne depuis plusieurs années (36 15 code ARVI).

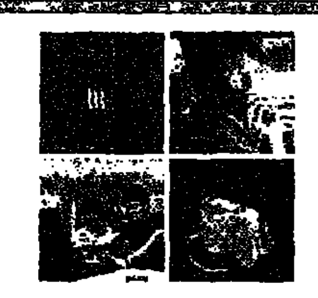
A Paris, hormis les expositions prestigieuses du Jeu de paume et de Beaubourg, la diffusion de la création vidéo est moins avancée. On peut cependant consulter au Centre Pompidou la collection du Musée national d'art moderne, une des plus importantes jamais réunies par un musée. Une école, l'ESEC, ouvre au public, tous les quinze jours, sous le nom de X Works, des rencontres avec les vidéastes américains de passage à Paris. L'association A Bao A Qou s'attache, elle, à dénicher chaque mois de nouveaux talents. En banlieue, des manifestations sporadiques voient le jour. Le Festival de Gentilly persiste bon an mal an, quitte à réduire sa durée. Un regroupement, animé par Jean-Marie Duhard, tente depuis un an de coordonner tous ces efforts parisiens dispersés.

Telle était la situation jusqu'à ces derniers jours. Mais les choses sont en train de changer. Une structure nationale vient d'être fondée, pour la vidéo, les arts électroniques et les nouvelles technologies. Elle regroupe, sous la présidence de Gabriel Soucheyre, directeur des Vidéoformes de Clermont-Ferrand, les principaux acteurs de la création vidéo en France et Jean-Marie Duhard, auteur du projet de la Très Grande Vidéothèque, qui devrait trouver sa place à Paris. Ils doivent mettre en place dans la capitale un centre de ressources capable de procurer à toute personne ou institution voulant connaître et faire connaître la création vidéo des instruments adéquats (banque de données, vidéothèque de consultation, archives critiques, structure d'édition). Cette association se propose aussi d'organiser à Paris une grande manifestation régulière.

J.-P. F.

► **Heure exquise!, BP 113, 59370 Mons-en-Barœul, tél. : 20-04-95-74. Vidéo Formes, BP 71, 63003 Clermont-Ferrand, tél. : 73-90-67-58. Vidéo Les Beaux Jours, BP 77, 67067 Strasbourg, tél. : 88-75-63-09. Coordination Paris-Ile-de-France, tél. : 48-04-77-64.**

SECTEURS DE POINTE



L'esprit de mobilité

La mobilité est la raison d'être de nos produits, des terminaux et des réseaux de radiotéléphonie publics et privés. C'est aussi l'état d'esprit qui anime les 1 500 collaborateurs d'Alcatel Radiotéléphone. De la conception à la commercialisation, ils maîtrisent toute la chaîne. Dans le cadre de notre expansion, notre Direction Marketing recherche :

3 CHEFS DE PRODUIT Marketing Amont
Confirmés (Réf. 2149) - Débutants (Réf. 2160)

Vous analysez l'ensemble des informations nécessaires à la définition des spécifications de nos futurs produits de radiotéléphonie (étude de la concurrence, des attentes des utilisateurs et des réseaux de distribution). Vous déterminez les nouveaux axes de développement en cohérence avec notre politique de gamme. En liaison étroite avec nos équipes R&D, vous êtes l'élément moteur de la stratégie produit.
Idéalement titulaire d'une double formation (ingénieur + MBA ou 3ème cycle ESC), vous êtes débutant ou bénéficiez d'une expérience similaire dans un environnement de haute technologie destinée au grand public. Dans un cadre de travail international, vous pratiquez parfaitement l'anglais et si possible une autre langue. Vous avez une forte personnalité, des idées, un excellent esprit d'analyse et des aptitudes certaines pour la mobilisation des énergies et le travail en équipe.

1 CHEF DE PRODUIT Marketing Aval (Réf. 2171)

Vous prenez en charge la politique marketing de nos produits de radiotéléphonie. Vous supervisez le lancement commercial (manuel d'utilisation, documents de communication). A partir des "remontées terrain" et de l'étude de la concurrence, vous élaborez et ajustez notre politique de prix et nos prévisions de vente. A l'écoute des utilisateurs et de nos services techniques, vous préconisez les modifications souhaitables pour optimiser le positionnement de nos produits.
Au cœur d'un marché qui évolue du secteur professionnel vers le grand public, vous appréhendez les attentes de nos clients. Votre double formation (ingénieur + MBA ou 3ème cycle ESC) vous permettra de traduire en recommandations techniques et/ou commerciales votre perception du marché. Débutant, ou fort d'une première expérience, vous pratiquez couramment l'anglais, et si possible une deuxième langue. Votre sensibilité marketing et votre réactivité feront de vous l'un des acteurs principaux de la vie de nos produits.

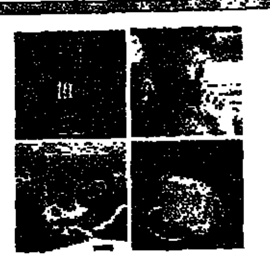
Ces quatre postes sont basés en région parisienne (92).



RADIOTELEPHONE
La communication au cœur de l'action.

Merci d'adresser lettre, CV et photo en précisant la référence choisie à notre conseil :
PREMIERE LIGNE - 31, avenue du Général Leclerc - 92100 Boulogne - Fax : 41 41 00 15.

HCA



L'esprit de mobilité

La mobilité est la raison d'être de nos produits, des terminaux et des réseaux de radiotéléphonie publics et privés. C'est aussi l'état d'esprit qui anime les 1 500 collaborateurs d'Alcatel Radiotéléphone. De la conception à la commercialisation, ils maîtrisent toute la chaîne. Dans le cadre de notre expansion, nous recherchons pour notre centre de développement situé en région parisienne (92) :

INGENIEURS CONCEPTION INDUSTRIALISATION
MATERIAUX PLASTIQUES - DESIGN - PRODUCTION GRANDE SÉRIE
Débutants (Réf. 2127) ou Confirmés (Réf. 2138)

Au sein du Bureau d'Etudes, vous concevez et développez nos futurs radiotéléphones. Vous êtes chargé du développement mécanique à dominante plastique (casing) et de l'intégration de fonctions électroniques (afficheurs, claviers, antennes...). Vous devez concilier des impératifs de design, l'ergonomie et de fabricabilité industrielle dans le cadre d'une production de grande série. Votre champ d'intervention s'étend de la définition des spécifications au lancement en production.
Ingénieur à dominante mécanique, vous bénéficiez d'une expérience de trois ans au moins dans un environnement de produits grand public (automobile, audio-vidéo, électroménager,...). Vous pratiquez l'anglais. Votre tempérament créatif va de pair avec un souci permanent des exigences économiques et industrielles.
Homme de dialogue et de décisions, vous avez le potentiel pour évoluer au sein de notre structure et, à terme, animer une équipe ou un projet.

ALCATEL
RADIOTELEPHONE
La communication au cœur de l'action.

Merci d'adresser lettre, CV et photo en précisant la référence choisie à notre conseil :
PREMIERE LIGNE - 31, avenue du Général Leclerc - 92100 Boulogne - Fax : 41 41 00 15.

HCA

Notre Groupe mondialement implanté (7 Mds US$ de CA, 55000 personnes), bénéficie aujourd'hui d'une renommée internationale dans le secteur des produits de Grande Consommation. La construction d'une informatique européenne nous assure d'atteindre un niveau exceptionnel de performance et de productivité. Dans cette perspective, nous sollicitons deux nouvelles compétences informatiques à PARIS

2 CHEFS DE PROJETS EUROPEENS

ENTREPOTS

Il est chargé de piloter au niveau européen, les études liées à la gestion des entrepôts et des magasins et d'associer les différents acteurs à la réalisation d'objectifs ambitieux
(Réf 1882 M)

FACTURATION

Homme clé de nos études facturation au plan européen, il a pour mission d'assurer le développement et l'adaptation d'un système informatique très performant dans le domaine de l'établissement des prix et de la facturation
(Réf 1883 M)

Pour réussir, les candidats (27-32 ans), de formation supérieure, ont nécessairement une **expérience similaire de l'une de ces deux fonctions,** *connaissent bien UNIX et idéalement S A P R / 3. Une très bonne* **maîtrise de l'anglais** *est indispensable. La pratique des méthodes type MERISE, dans un environnement de bases de données réparties, est un atout important pour réussir dans ces postes.*

Nous souhaitons examiner les candidatures de personnes de valeur et à fort potentiel, capables de porter un projet ambitieux. Si vous vous reconnaissez dans ce profil, nous vous remercions d'envoyer votre dossier complet (CV, lettre manuscrite, niveau de rémunération) sous la référence choisie à notre conseil : PLEIN CADRE, 160, avenue de Versailles, 75016 PARIS.

PLEIN CADRE
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

En mai 1992, notre Groupe, DATAID, a rejoint l'une des plus puissantes entreprises mondiales de communication et d'informatique : AT&T, déjà très active en Europe dans le domaine des services informatiques avec une présence de 4500 personnes.

Dans le cadre de notre expansion, nous recrutons des :

INGENIEURS D'ETUDES EXPERIMENTES

2 à 3 ans d'expérience (Ingénieur ou Bac + 5)

Vous maîtrisez l'un des trois environnements suivants :

- le développement de logiciels embarqués, le C++ et les méthodes de conception orienté objet.
- les environnements UNIX, C, Assembleur 68000, compilateurs croisés et SADT.
- spécialiste du génie logiciel technique, vous connaissez les outils de spécification (ASA, TEAMWORK...) et vous avez une bonne expérience d'un ou plusieurs AGL techniques et/ou outils de gestion de configuration.

Jean-François GERVET vous remercie d'adresser votre candidature à DATAID EUROSOFT - 38, bd Henri Sellier 92150 SURESNES.

* RSCG CARRIERES





---

barphone

BARPHONE, partenaire **d'AT&T**, est concepteur et constructeur de systèmes de télécommunications (autocommutateurs privés). Avec 350 personnes, nous réalisons actuellement 250 MF de CA. Nous consacrons 12% de notre CA à la Recherche et au Développement. Dans le cadre de notre partenariat avec **AT&T**, nous allons notamment nous développer sur le marché français pour la commercialisation de systèmes à plus fortes capacités (100 postes et plus). Nous recherchons un

CHEF DE PRODUIT PABX

PABX DE MOYENNE CAPACITÉ

VOTRE MISSION : En collaboration avec notre Directeur Marketing et Communication, à partir de la gamme de systèmes de notre partenaire, vous prenez en charge l'ensemble des tâches de spécification, planification, marketing mix. Vous coordonnez, avec beaucoup de cohérence, l'action des services internes R&D, achats, marketing commercial

NOUS VOUS OFFRONS : ❑ le cadre d'une société saine, en croissance et avec de réelles perspectives de développement ❑ des responsabilités complètes et diversifiées ❑ des contacts fréquents à l'international (déplacements aux Etats-Unis) ❑ les moyens nécessaires pour soutenir votre succès ❑ la possibilité d'être basé à SAUMUR ou PARIS

VOUS AVEZ : ❑ au moins la trentaine ❑ une formation supérieure d'ingénieur de préférence ❑ une formation complémentaire de marketing ou gestion ❑ une expérience confirmée dans le domaine des PABX de moyenne capacité ❑ anglais courant ❑ une grande aisance relationnelle ❑ de la rigueur ❑ l'énergie, l'astuce et l'enthousiasme nécessaires à la réussite

Pour un entretien individuel avec la société

Adressez ou télécopiez CV, lettre et photo à OPTEAMAN - 114 bis, rue Michel-Ange - 75016 PARIS Fax (1) 40 71 28 41 en indiquant la référence 2302 sur la lettre et sur l'enveloppe

Publiquest

OPTEAMAN



INGÉNIEURS HIGH TECH

Alcatel Radiotéléphone vous propose de partager son esprit de mobilité et vous donne à nouveau rendez-vous mardi prochain dans la rubrique Secteur de Pointe.



RADIOTELEPHONE
La communication au cœur de l'action.

HCA

CARNET DU Monde

Décès

– Mme Vasilicove,
sa mère,
Jean-Marc Agnès,
son époux,
Axel et Albane Mourcou,
ses enfants,
Thierry Vasilicove,
chevalier de Malte,
son frère,
Le colonel et Mme Lucien Cortet,
son oncle et sa tante,
M. et Mme Aimé Agnès,
ses beaux-parents,
Claude et Yves Moulin,
ses beau-frère et belle-sœur,
et leurs enfants, Frédéric et Fabrice,
Bruno-Nicolas Mourcou,
et sa famille,
Toute sa famille,
Et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès soudain de

Myriam AGNÈS,
née Vasilicove,
directrice de communication,

survenu à Paris, le jeudi 29 juillet 1993, à l'âge de quarante et un ans.

Les obsèques religieuses ont été célébrées en l'église Sainte-Odile, Paris-17e, le lundi 2 août.

Que nos pensées ou nos prières l'accompagnent.

En harmonie avec sa générosité, des dons peuvent être adressés à la fondation de l'abbé Pierre, association Emmaüs, 32, rue des Bourdonnais, 75001 Paris.

17, rue des Cordeliers,
75013 Paris.
18, rue de Lorraine,
92300 Levallois-Perret.

– Au nom de Dieu, le Clément et le Miséricordieux,

Les familles Chanderli, Bigalli, Amara-Korba, Benameur, Andreini,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Abdelkader CHANDERLI,
ancien ambassadeur d'Algérie,

survenu le 31 juillet 1993, à Genève.

La levée de corps aura lieu le mercredi 4 août, à 13 heures, à la mosquée du Petit-Saconnex, à Genève, chemin Colladon.

L'inhumation suivra au cimetière de Cologny.

Un grand merci à tous ceux qui nous ont accompagnés tout au long de cette douloureuse épreuve.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Le 30 juillet 1993, il pleuvait.

Jean-Louis COLAS

est décédé.

Sa famille,
Ses amis,
l'aiment et veulent vivre avec ses idées et ses valeurs d'affection, d'exigence et de culture.

– Martine Grunberg et Christian Leverrier,
Françoise Payrhammer,
ses enfants,
Nicolas et Stéphane Leverrier,
Florence Payrhammer,
ses petits-enfants,
Fernand Rigaut,
son frère,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve Herman GRUNBERG,
née Louisette Clara Rigaut,

survenu le 1er août 1993, au terme d'une longue maladie.

18, rue Diderot,
92130 Issy-les-Moulineaux.

– Les familles Hocine, Oulid Aïssa, Cherif-Zahar, Zemp,
font part du décès de

Monir HOCINE.

Il s'est éteint le 21 juillet 1993, à l'âge de cinquante-quatre ans.

Il repose au cimetière parisien de Bagneux.

– Mady et Georges Elias,
ses enfants,
David et Florence,
ses petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme le docteur
Rifka LITMAN-VINCLER,

survenu le 1er août 1993, à Saint-Mandé (Val-de-Marne).

L'inhumation aura lieu le mercredi 4 août, au cimetière parisien de Pantin, où l'on se réunira à 14 heures.

La famille rappelle le souvenir de son époux,

le docteur Sloïm LITMAN,

décédé le 15 janvier 1969.

8, avenue du Square,
91440 Bures-sur-Yvette.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

– On nous prie d'annoncer le décès du

docteur Jean LECUIRE,
professeur honoraire
de clinique neurochirurgicale
à la faculté de médecine de Lyon,
neurochirurgien honoraire
des hôpitaux de Lyon,
officier de la Légion d'honneur,
médaille de la Résistance,

survenu à Lyon, le 27 juillet 1993, dans sa quatre-vingt-unième année.

De la part de
Mme Agnès Lecuire,
son épouse,
De ses enfants, Roger, Michel (†), François, Laurence
Et leurs conjoints,
De ses petits-enfants, Thomas, Marie, Matthieu, Colin, Noémie, Sarah-Jane, Clément, Alexandre,
De Mlle Jacqueline Lecuire,
M. et Mme Pierre Lecuire,
Mme Robert Lecuire,
ses sœur, frère, belles-sœurs,
Des familles Lecuire, Aublé, Vernus, Galzy, Leduc, Ravaud, Turlan.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité à Lyon, le 29 juillet, suivie de l'inhumation au cimetière de La Cadière-d'Azur (Var).

Cet avis tient lieu de faire-part.

19, rue Malesherbes,
69006 Lyon.

– Thérèse Manessier,
Jean-Baptiste Manessier et Odile Locquin,
Christine Manessier,
Jeanne, Ismaël et Héloïse,
Marcelle Demay-Manessier
et son petit-fils,
Marcel et Madeleine Davelut,
leurs enfants et petits-enfants,
ses cousins et cousines,
Andrée Simonnet,
Jacqueline Filleul,
Claude et Thérèse Simonnet,
Jacques et Claude Simonnet,
René et Annie Durgnat,
ses beaux-frères et belles-sœurs,
Tous ses neveux et nièces,
Toute la famille,
Et tous ses amis,
ont la douleur de faire part du décès du peintre

Alfred MANESSIER,
né le 5 décembre 1911
à Saint-Ouen (Somme),

survenu accidentellement le dimanche 1er août 1993.

La cérémonie religieuse aura lieu à Abbeville, en l'église du Saint-Sépulcre, le jeudi 5 août, à 14 h 30, suivie de l'inhumation au cimetière de Saint-Ouen (Somme).

20, rue Pierre-Brossolette,
92140 Clamart.

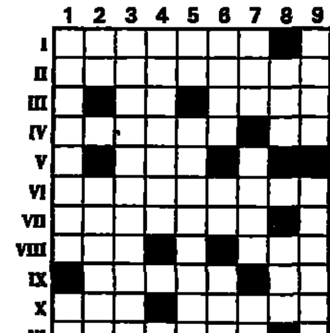
(*Le Monde* du 3 août.)

– Le président de l'université Bordeaux-I,
Le directeur du laboratoire d'analyse et de recherche économiques,
ont le regret de faire part du décès de

M. Patrick McMAHON,
professeur visitant
à l'université Bordeaux-I,
professeur à l'université de Tulan
(Nouvelle-Orléans).

Il avait joué un rôle important, à l'université et au CNRS, dans le renouveau des recherches sur l'économétrie des taux de change.

Ses obsèques ont eu lieu le 3 août 1993, à Birmingham (Grande-Bretagne).



– M. et Mme Armand Morabito,

M. et Mme Michel Cuvillier,
M. et Mme Marc Morabito,
M. et Mme Raymond Glatard,
M. et Mme Jacques Morabito,
Et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Floria MORABITO,

survenu le lundi 26 juillet 1993.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale le 31 juillet, à Neuilly-sur-Seine.

Une messe sera célébrée à l'automne en sa mémoire.

Des faire-part individuels seront envoyés.

3, avenue de Madrid,
92200 Neuilly-sur-Seine.

– Saint-Tropez. Paris.

M. Alexandre Raimon,
dit Alexandre de Paris,
Mme Guerrine Gastaldi,
M. et Mme Albert Ribuot,
M. et Mme Jospeh Gastaldi
et leur fils, Pierre-Gérard,
M. et Mme Serge Guiboux,
Les familles Raimon, Calixte,
Parentes et alliées,
La direction
Et le personnel des salons Alexandre de Paris,
ont la triste douleur de faire part du rappel à Dieu, après une longue maladie, de

M. Gérard SALDI,

survenu à Saint-Tropez, le 30 juillet 1993.

La messe de funérailles sera célébrée le mercredi 4 août, à 10 h 30, en l'église de Saint-Tropez, où l'on se réunira.

Suivant ses volontés, son corps sera incinéré dans l'intimité.

Une cérémonie religieuse à sa mémoire sera célébrée courant octobre en l'église Saint-Philippe du Roule, à Paris.

Villa La Mistralée,
1, avenue du Général-Leclerc,
83990 Saint-Tropez.
Alexandre de Paris,
3, avenue Matignon,
75008 Paris.

– Alexandre Tilleman-Pruncul,
son fils,
Pierre-Olivier,
Sophie et Yves,
ses petits-enfants,
font part du décès de

M. Pierre Waldemar
TILLEMAN-PRUNCUL.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église réformée de Neuilly-sur-Seine, 18, boulevard d'Inkermann, le 4 août 1993, à 15 h 30.

1, avenue Paul-de-Rutté,
92290 Châtenay-Malabry.

Anniversaires

– Pour le cinquième anniversaire de la mort de

Claude-Pierre BLANCHE,

le 4 août 1988, une affectueuse pensée est demandée à ceux qui gardent son souvenir.

– 4 août 1992,

Yvette CONRY.

Elle est présente à ses amis.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6097

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								■	
II									
III		■			■				
IV							■		
V		■				■		■	■
VI									
VII								■	
VIII				■		■			
IX	■						■		
X				■					
XI								■	

HORIZONTALEMENT

I. Instrument à corde. – II. Sont les premières en lecture. – III. Note. Peut enivrer quand on a une bonne descente. – IV. Au fond d'un endroit chaud et humide. Le régal du mâtin. – V. Poutre. – VI. Un homme qui « pioche » la terre. – VII. Assiette campagnarde. – VIII. Coupe à travers champ. Très clair. – IX. Une épreuve qui, pour certains, est un véritable plaisir. Conjonction. – X. Avant Ferré. Chambre. – XI. Une voie toute tracée.

VERTICALEMENT

1. Espèces de sacs. Bienheureux. – 2. Tout le monde et personne. Retirer du liquide. – 3. Libère certains cols – 4. Une manière de prendre sur le faîte. – 5. Négation. Engin de pêche. – 6. Est donc fort. Symbole. Cité. – 7. Vainqueur du tour. Ouvert à tous. Degré. – 8. Sujet de philosophie. Lisait couramment. – 9. Sont donc relevés de leur fonction pour raison d'état. Une apparition.

Solution du problème n° 6096

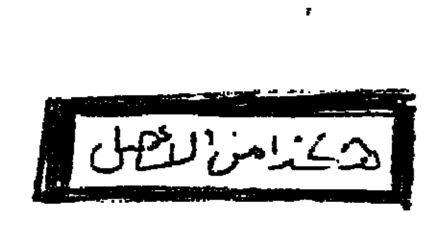
Horizontalement

I. Incendie – II. Orviétan. – III. Huées. Eue. – IV. Ure. Us. – V. Ir. LST.TT. – VI. Site. Apre. – VII. Scénarios. – VIII. Iénisséi. – IX. Er. Ni. CES – X. Ridelle – XI. Eu. Erses

Verticalement

1. Huissier. – 2. Nourricerie. – 3. Crée. Ten. DO. – 4. Eve. Lénine. – 5. Nisus. Asile. – 6. De. Stars. LR. – 7. Ite. Pièces. – 8. Eau. Troie. – 9. Nettes. SOS.

GUY BROUTY



ÉCONOMIE

BILLET

La charrue et l'ordinateur

Alors que l'expectative semble l'attitude la plus répandue parmi les responsables du monde paysan après la crise monétaire du week-end – on ne relève ni au CNJA, ni à la FNSEA, ni chez les leaders habituellement fougueux de la Coordination rurale de réaction officielle, – l'INSEE jette sur l'agriculture française, dans sa dernière livraison de juillet, un regard scientifique fort instructif en cette période d'agitation. Mais c'est pour indiquer que les agriculteurs sont un *«groupe social en profonde mutation»*.

L'INSEE rappelle qu'il n'y a plus en France qu'un million d'agriculteurs, soit 5 % de la population active. C'est toujours beaucoup plus qu'en Belgique, qu'au Royaume-Uni ou qu'aux Etats-Unis, mais moins qu'au Japon et beaucoup moins qu'en Grèce. L'agriculture devient plus conjugale, voire individuelle, que familiale, et les paysans, qu'ils soient exploitants ou salariés, résident de plus en plus souvent dans les villes ou leur périphérie. Selon un phénomène de vases communicants, on constate en même temps un besoin toujours plus pressant des citadins de «vivre au vert», à temps plein ou en week-end. Conséquence : le «monde rural» – selon l'expression générale employée trop souvent sans souci de précision par les spécialistes de l'aménagement du territoire – est constitué d'agents économiques très variés parmi lesquels les agriculteurs ne représentent plus que 16 % de la population active. D'où les tentatives des syndicats agricoles pour sortir de ce qu'ils nomment leur «ghetto», diversifier leurs messages au-delà de la stricte défense des produits et des subventions, et s'impliquer activement dans le débat sur l'avenir des villes, des campagnes et des régions.

L'étude de l'INSEE montre aussi que les exploitations agricoles tendent à se «professionnaliser». Les formes élaborées de gestion se multiplient, comme les formules sociétaires. Le nombre des groupements d'exploitation en commun (GAEC) est passé de 15 000 en 1979 à 38 000 en 1988, les associations père-fils en constituant plus de la moitié.

Deux remarques concluent l'analyse de l'INSEE, l'une inquiétante, l'autre encourageante. Les départs d'agriculteurs âgés sont de moins en moins compensés par l'entrée de jeunes dans la profession et la généralisation des préretraites risque d'accentuer le phénomène. En revanche, ces jeunes sont beaucoup mieux formés, manient l'ordinateur, le niveau moyen d'études dépassant celui des ouvriers.

L'agriculture a été longtemps une tradition, un état. C'est aujourdhui un métier sélectif, préparé et exercé avec les compétences qu'impose un monde moins protégé et plus exigeant.

FRANÇOIS GROSRICHARD

□ **Manifestations des producteurs de fruits et légumes dans le sud de la France.** – Lundi 2 août à Avignon, samedi 31 juillet à Perpignan, trois jours avant à Toulouse, les producteurs de fruits et légumes ont multiplié les coups de colère, déchargeant leur production sur les routes ou saccageant les fruits et légumes d'importation, irrités de voir les cours de leurs produits s'effondrer. La pêche jaune, qui sera vendue entre 10 et 15 francs le kilo sur les étals parisiens, est partie lundi 2 août du marché Saint-Charles de Perpignan entre 4,50 francs et 5 francs. Compte tenu d'un coût de conditionnement de 2,40 francs et d'une marge moyenne de 60 centimes pour le grossiste, le kilo de pêche est payé 1,50 franc au producteur, soit 1 franc de moins que son prix de revient, a expliqué Daniel Gomez, directeur du groupement Roussillon-Méditerranée.

La crise du SME

Comment la France et l'Allemagne se sont finalement entendues

La réunion, mardi 3 août à Paris, du comité économique et financier franco-allemand devait être l'occasion pour les responsables des deux pays de confirmer leur analyse commune sur le compromis de Bruxelles de lundi 2 août aux premières heures. Mardi 3 août, la Bundesbank a légèrement assoupli le crédit *(lire l'article de François Renard page 23)*. Pour Paris, Bonn et Francfort, avec l'élargissement des marges de fluctuation, le SME n'est pas mort, mais simplement assoupli. Le flottement des monnaies dans le système devrait être provisoire. Les personnalités qui se retrouvaient à Paris mardi ont joué un rôle-clé dans le psychodrame du week-end bruxellois. Le film de la crise en témoigne.

Tout a commencé par téléphone. Vendredi. La veille – une *«journée très ordinaire»* – le comité de crise réuni autour d'Edouard Balladur à 18 heures à Matignon a arrêté la stratégie française pour sauver le franc, après la décision de la Bundesbank de ne pas réduire son taux d'escompte. Objectif : faire comprendre aux Allemands ce qu'il en coûte de négliger les difficultés de ses partenaires. Stratégie : en cas d'attaques renouvelées sur le franc, laisser la monnaie française tomber à son plancher, pour obliger, selon les règles en vigueur dans le SME, la Buba à racheter tous les francs qui se présentent.

Vendredi dans la matinée, Paris espère encore un signe d'une prochaine baisse des taux allemands et défend encore le cours de 3,4180 francs pour un mark. Le signe ne vient pas. Jacques de Larosière, gouverneur de la Banque de France, fait alors savoir à son homologue à Francfort que la France va laisser monter le mark à 3,4305 francs, son plafond contre la monnaie française, et organiser une défense commune à ce niveau. Jamais, ces dernières années, une telle arme n'avait été utilisée.

A 11 heures ce vendredi, les cambistes de la Banque de France sont sur les dents. Bercy et Matignon aussi. Comment va réagir l'Allemagne à cette partie de bras de fer ? La Buba va-t-elle empêcher le franc de sortir du SME – comme l'y obligent les règles du système – ou va-t-elle laisser tomber la devise française (elle le fit avec d'autres devises déjà) ?

Un sauvetage coûteux

Soulagement : alors que les ventes de francs sont moins massives qu'escompté, la Buba respecte les engagements prévus par le SME. Elle sauve provisoirement le système. Mais cela lui coûte très cher. Elle a dû créer de la monnaie, difficile à recycler. Elle se trouve ainsi prise en contradiction avec ses propres objectifs.

Au total, la défense du franc aura fait sortir, par l'intermédiaire de la Banque de France, l'équivalent de 50 à 60 milliards de dollars (entre 300 et 360 milliards de francs). La bataille de septembre n'avait mobilisé «que» 30 milliards de dollars. Il faudra, au cours des prochaines semaines, faire rentrer l'argent sorti.

Irrités par ce coup des Français, les Allemands ne veulent plus être obligés de soutenir «à guichets ouverts», les monnaies attaquées du système, que ce soit le franc français, le franc belge ou la peseta espagnole. Pour régler cette crise générale du SME, les Allemands cherchent à sortir du face-à-face avec les seuls Français. Alors que le ministre espagnol des finances – peut-être irrité par ce jeu franco-allemand, car la peseta souffre également – estime, dès vendredi après-midi, publiquement nécessaire une consultation entre les autorités monétaires européennes, Bonn et Francfort prennent l'initiative de réunir le comité monétaire européen, ce groupe technique au sein duquel se retrouvent les directeurs du Trésor et les adjoints des gouverneurs des banques centrales des douze pays de la Communauté.

Averti dans la soirée, son président Jean-Claude Trichet fait le nécessaire pour que tous soient présents, samedi à Bruxelles.

Quinze heures, la réunion démarre. La France n'affiche alors aucune proposition. Elle attend. Les Allemands ont, eux, la solution : un élargissement des marges de fluctuation. Et ils évoquent le chiffre de 6 % – la marge dont avaient bénéficié un temps la lire et la livre et dont jouissent encore la peseta et l'escudo. Le projet provoque un rejet quasi général. Paris craint qu'une simple marge élargie ne conduise à une dévaluation du franc et surtout ne provoque très rapidement de nouvelles attaques spéculatives, les opérateurs menant le franc à son nouveau plancher. D'autres affichent leur préférence pour un flottement.

La sortie du mark ?

Samedi dans la nuit, une solution émerge : la sortie transitoire par le haut du deutschemark du SME. Puisque le problème européen, c'est le mark, c'est lui qui doit temporairement quitter le navire. Séduisante aux yeux de la délégation française, qui avait déjà eu l'occasion de l'envisager, l'idée recueille assez rapidement l'accord des Allemands.

Mais l'axe franco-allemand reconstitué n'arrive pas à surmonter les oppositions de plusieurs pays. Il est convenu que le florin sortira avec le mark. Ecartelés entre la France et l'Allemagne, les Luxembourgeois, les Belges et les Danois voudraient suivre la seconde. Le comité monétaire se sépare sur ce blocage. Les ministres des finances vont devoir trancher.

La réunion plénière des ministres démarre, dimanche, sur cette perspective. Les oppositions sont trop nombreuses. Malgré la multiplication de rencontres bilatérales, quadrilatérales et plénières, la négociation apparaît bloquée. Quel que soit le poids du couple franco-allemand, c'est à douze que l'on négocie à Bruxelles, et chacun y va de son avis. Il est 20 heures. L'hypothèse d'un flottement généralisé apparaît désormais inéluctable. La délégation britannique jubile. Les Anglais avaient eu raison trop tôt, en septembre.

L'un de ses membres se paie même le luxe de donner quelques recommandations à ses partenaires. Habitués peut-être des marathons agricoles bruxellois, certains envisagent d'arrêter l'horloge et de poursuivre la négociation au-delà du week-end en désamorçant le gong de l'ouverture des places asiatiques, à minuit. Mais quelques techniciens expliquent la difficulté, voire l'impossibilité, de fermer les marchés des changes.

A 23 heures, la mort du SME semble certaine. La séance est suspendue. Les délégations reprennent contact avec leurs capitales. Et puis, la lumière. Elle viendra de Paris, semble-t-il. Puisque le flottement généralisé paraît inévitable, organisons-le à l'intérieur d'un SME maintenu dans ses principes. Subtile dialectique. Au lieu d'une marge de 6 %, élargissons encore davantage. 10 %, 20 % ... 100 % ? Le curseur s'arrête à 15 %. A 1 heure du matin, la séance plénière reprend.

En quelques minutes, une quasi-unanimité se dégage sur l'avenir d'un système qui a fait ses preuves depuis dix ans. Tout le monde y trouve son compte. L'habillage est habile : il n'y aura de dévaluation officielle pour personne. Le SME est préservé dans ses principes. Et ceux qui veulent continuer à coller au deutschemark pourront le faire sans gêner les autres. Il ne reste plus qu'à rédiger le communiqué. Moins d'une heure y suffira. Et c'est en définitive une solution «franco-allemande» qui est adoptée. L'élargissement était une idée allemande, le très grand élargissement, une idée française !

ERIK IZRAELEWICZ
et FRANÇOISE LAZARE

La nouvelle grille de parités du mark

	plancher	pivot	plafond
En francs français	2,8881	3,35386	3,8948
En francs belges	17,7620	20,6255	23,9520
En couronnes danoises	3,28461	3,81443	4,42968
En florins néerlandais	0,970325	1,126730	1,30834
En livres irlandaises......................	0,357143	0,414757	0,481696
En pesetas espagnoles................	68,1200	79,1172	91,9120
En escudos portugais..................	85,1790	98,9177	114,8110

La nouvelle grille de parités consacre l'élargissement de la marge à 15 % de part et d'autre du cours pivot, qui reste inchangé. Ainsi, un mark pourra fluctuer à Paris entre 2,8881 francs (son plancher soit le plafond du franc) et 3,8948 (son plafond). En revanche, la nouvelle marge autorisée pour le florin ne sera pas utilisée, puisque la Hollande a déclaré son intention de respecter la marge antérieure de 2,25 % de part et d'autre de son pivot vis-à-vis du mark.

Les délais de fabrication de nos premières éditions du* Monde *du 3 août ne nous avaient pas permis de citer la parité précise du mark en francs.

La relance du débat sur la politique économique

Suite de la première page

La décision d'élargir considérablement les marges de fluctuation des monnaies prise dans la nuit du 1er au 2 août va avoir pour principal mérite de calmer la spéculation sur les monnaies du SME. Elle n'en laisse pas moins entier le problème qui empoisonne l'Europe : comment sortir de la crise économique actuelle – qui chaque jour prive d'emplois des milliers d'hommes et de femmes – sans remettre en cause les acquis de la construction européenne, ceux notamment qui concernent l'Union monétaire. Une union monétaire qui, faut-il le rappeler, était jugée indispensable il n'y a pas si longtemps pour permettre au marché unique de fonctionner correctement, marché unique dont le principe décidé fin 1985 devait favoriser la croissance économique, les créations d'emplois, la prospérité. Ces visions étaient-elles fausses, faut-il y renoncer parce que l'Europe traverse une grave récession et que son principal pilier, l'Allemagne, éprouve les pires difficultés à intégrer ses nouveaux Länder de l'Est ?

A écouter M. Balladur, ou M. Alphandéry ou encore M. Sarkozy, la réponse est sans équivoque : la construction européenne va se poursuivre, et pour la poursuivre le gouvernement français ne changera pas de politique économique. Une politique dont les composantes ont été soigneusement rappelées lundi par Nicolas Sarkozy, porte-parole du gouvernement : stabilité monétaire, lutte contre l'inflation, réduction des déficits. Enumération qui, bien sûr, ne doit rien à l'improvisation. Pour ce qui est de la baisse des taux d'intérêt, cheval de bataille des partisans d'une relance à tout prix, le porte-parole du gouvernement n'en a pratiquement pas soufflé mot, se contentant de répondre qu'il se gardait de tout pronostic.

Voilà pour la stratégie gouvernementale, qui non seulement ne va pas changer mais risque plutôt de se durcir. Si toutefois M. Balladur tire – ou peut tirer – les leçons que vient de lui administrer le marché des changes. Difficile en effet, probablement même impossible, de baisser fortement les taux d'intérêt en France, au point de les faire descendre sous les taux allemands, tout en parlant de soutien à l'économie. Qu'on le veuille ou non, les milliards de francs injectés par le budget pour relancer une activité défaillante creuseront probablement un peu plus le déficit public et l'endettement de l'Etat. Il y a là une contradiction que le gouvernement va devoir affronter plus courageusement qu'il ne l'a fait jusqu'à présent.

Comment imaginer que les marchés des changes auraient pu «avaler» sans sourciller les diverses mesures annoncées par le premier ministre sans y voir le jeu de forces politiques menant des analyses différentes ? Sans y voir le début d'une victoire de ceux qui préconisent un peu plus d'inflation et de déficit pour obtenir le retour de la croissance.

Forces politiques contraires

Le projet de «l'Union pour la France» présenté par l'actuelle majorité en février dernier était presque tout entier construit sur l'idée d'une relance nécessaire de l'activité et d'une baisse des impôts, mais les premières décisions de M. Balladur – celles contenues dans le «programme de redressement économique et social» du 10 mai – tendaient avant tout à réduire les déficits publics, ceux du budget et de la Sécurité sociale. Pour la relance, le gouvernement n'avait accordé que 14 milliards de francs. Quelques semaines plus tard, accusé de rigueur excessive et d'indifférence au chômage, le premier ministre complète son dispositif au point de lui donner une autre tonalité : le 25 mai, «le plan pour assainir notre économie au service de l'emploi» prévoit un peu plus de 25 milliards de francs supplémentaires.

Nous en sommes donc fin mai à une quarantaine de milliards de francs, ce qui fait passer le plan Balladur d'un effet légèrement restrictif sur l'activité à un effet légèrement négatif. Il y a eu alors, d'une certaine façon, changement de nature de la politique engagée. Depuis, avec une partie des fonds tirés des privatisations (une cinquantaine de milliards de francs), c'est un total de 90 milliards que le gouvernement va consacrer cette année à la relance.

Ces mesures ne sont pas critiquables car il apparaissait que l'économie française s'enfonçait dans la récession, ou n'était pas prête d'en sortir. Ce que les marchés des changes semblent avoir sanctionné en attaquant le franc est le manque de cohésion – le mot est faible – de la majorité sans cesse tiraillée entre «nationalistes» et «européens», les uns comme M. Séguin prônant une relance à tout prix, les autres s'arc-boutant pour préserver les acquis de la construction européenne. Coincé entre les deux tendances de sa trop large majorité, M. Balladur a dû composer. Probablement trop. Ou trop visiblement.

Le premier ministre va se voir de nouveau attaquer par son aile «nationaliste» quand il sera clair que le gouvernement ne se hâtera pas de faire baisser les taux d'intérêt. Des voix nombreuses – dont on perçoit les échos à l'intérieur même du gouvernement – s'élèvent déjà pour conseiller au premier ministre de profiter de la magnifique occasion offerte par l'élargissement des marges de fluctuation à l'intérieur du SME. M. Chirac est de ceux-là. Une occasion pour réduire fortement, en une seule fois, les taux courts français, et les ramener à 7 % ou même 6 %. Une stratégie à la britannique qui verrait le franc se déprécier mais rester à l'intérieur des nouvelles marges, pour probablement remonter par la suite.

Une stratégie de culot, pas déraisonnable mais que le premier ministre, pas plus que son ministre de l'économie, ne conduira pas. C'est le choix du sérieux, de la rigueur qui va être fait, et plus nettement réaffirmé, dans le but de calmer les marchés, de prouver qu'il était absurde d'attaquer le franc, une monnaie dont le très sérieux *Economist* pesait il y a quelques semaines les chances de devenir un jour le point d'ancrage du SME en lieu et place du mark.

A l'intérieur de la majorité le choc va donc être rude, les confrontations assassines. C'est bien pour les éviter ou en cacher le côté trop visible et dévastateur que Gérard Longuet, ministre de l'industrie et du commerce extérieur, a demandé lundi 2 août aux hommes politiques de faire preuve dorénavant d'une grande mesure. Le très grave échec qu'a enregistré l'Europe dans la nuit de dimanche à lundi aurait sans doute pu être évité si les gouvernements européens avaient modifié à temps le fonctionnement du SME, au lieu d'attendre que la spéculation impose ses volontés.

Car c'est aussi à la défaite grave d'un projet collectif face aux intérêts particuliers à que nous venons d'assister.

ALAIN VERNHOLES

Le piège

Suite de la première page

Exploitant le danger que représentait pour l'URSS un effondrement de la RDA, il a réussi à obtenir que Moscou accepte l'unification allemande et le maintien de l'Allemagne dans l'OTAN, un résultat qui eût paru impensable en 1985.

Mais, simultanément, le chancelier a commis une lourde erreur dans le traitement économique du dossier. En optant pour le symbole politique que constituait l'échange d'un ostmark contre un deutschemark, il a ruiné l'économie est-allemande, accru le coût de sa reconstruction. Ce geste généreux n'eût été concevable qu'avec une augmentation massive des impôts en Allemagne de l'Ouest. Helmut Kohl a sous-estimé le problème et n'a pas osé heurter ses concitoyens, contribuant ainsi au déficit du budget fédéral, au développement de l'inflation et au maintien en Allemagne de taux d'intérêt nominaux élevés. Dès lors, la maîtrise de l'économie allemande devenait outre-Rhin l'objectif principal, l'existence d'un SME avec des parités fixes mais ajustables un élément second.

DANS le même temps, Helmut Kohl n'a probablement pas perçu combien l'existence d'un marché mondial des capitaux fragilisait une coopération monétaire où les modifications de parité supposaient des décisions politiques.

Le chancelier a ainsi involontairement construit le piège qui s'est refermé il y a deux jours, sonnant le glas de sa politique européenne. Quant à l'entente franco-allemande à laquelle il est si attaché, qu'en reste-t-il, à part les institutions et une meilleure compréhension réciproque ? Les deux pays ne sont profondément d'accord ni sur le GATT et la politique commerciale commune, ni sur l'élargissement, ni sur l'attitude à l'égard des Etats-Unis, et ils ne sont sans doute plus disposés à se faire des concessions. Que signifie un marché intérieur avec des changes fluctuants ? Pourquoi s'épuiser à adopter des directives qui tentent d'homogénéiser un espace économique fractionné ? Aujourd'hui, seuls peuvent se réjouir ceux des Britanniques qui, se croyant toujours dans la première moitié du dix-neuvième siècle, rêvent, sans la moindre imagination, d'une Europe du libre-échange, comme si aujourd'hui le fonctionnement des marchés permettait de faire l'économie d'une définition politique de leur cadre institutionnel.

SI Helmut Kohl veut sauver son œuvre, il est grand temps qu'avec François Mitterrand, Edouard Balladur et Jacques Delors il redéfinisse une stratégie européenne. L'élaboration d'une telle stratégie devrait s'appuyer sur trois constatations :

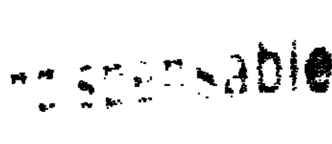
1) En l'absence de barrières aux mouvements de capitaux à court terme entre la Communauté et le reste du monde, il n'existe vraisemblablement aucun système monétaire stable entre la monnaie unique et les changes flottants ;

2) Sans une politique commerciale cohérente de la Communauté et une coordination des politiques macro-économiques assurant une stabilité suffisante des changes, le marché intérieur se dissoudra dans le marché mondial ;

3) Quelle que soit la bonne volonté des pays candidats, un élargissement prématuré ne fera que rendre ingérable la Communauté alors qu'il est devenu urgent de reconstituer un noyau dur.

Mais Helmut Kohl peut-il encore, dans le contexte de 1993, sauver le pilier européen de sa politique ?

JACQUES LESOURNE



ÉCONOMIE

et les réactions du monde politique

Le PS et l'UDF demandent la reprise de la marche vers la monnaie unique

Le président de la République n'a pas commenté la décision prise à Bruxelles, dans la nuit du 1er au 2 août, d'élargir les marges de fluctuation des devises du SME. On précise à l'Elysée, selon l'usage, que ce silence ne vaut ni approbation ni condamnation de la position défendue par Edouard Balladur face à ses partenaires européens. Apparemment le chef de l'Etat n'entend pas prendre le risque d'influer sur l'action des marchés par des déclarations susceptibles d'être mal interprétées. François Mitterrand pourrait toutefois intervenir mercredi au conseil des ministres afin de manifester la *« cohérence »* de ses analyses avec celles du premier ministre.

Edouard Balladur a indiqué en effet lundi, au cours de sa conférence de presse, qu'il s'était entretenu par téléphone *« quatre ou cinq fois »* dans la journée de dimanche avec le président de la République et qu'il l'avait appelé lundi matin *« pour échanger des impressions sur les résultats de la négociation ». « Il y a une chose à laquelle je suis profondément attaché*, a-t-il ajouté, *c'est que je considère que l'intérêt de la France, spécialement dans ces moments de crise, suppose la cohérence à la tête de l'Etat. Les Français n'ont pas d'inquiétude à se faire. Cette cohérence a été maintenue depuis quelques jours sans effort particulier et même de façon spontanée et naturelle. »*

Tout en laissant à Edouard Balladur la responsabilité du mot de *« cohérence »*, on confirmait, lundi après-midi, dans l'entourage du chef de l'Etat, les informations données par le premier ministre. Il semble que François Mitterrand, comme Edouard Balladur, tienne à mettre l'accent d'une part sur la sauvegarde du SME, d'autre part sur le maintien de bonnes relations avec l'Allemagne, qui seraient, selon lui, les deux acquis principaux du compromis de Bruxelles. Le président de la République considérerait en outre que, compte tenu de la situation, on ne pouvait guère envisager d'aboutir à une meilleure solution que celle qui a été trouvée. Toutefois, il imputerait pour une part au gouvernement actuel la responsabilité de la dégradation des relations franco-allemandes, qui a conduit à une certaine altération du climat de confiance entre les deux pays. Pour François Mitterrand, au lendemain de l'accord conclu entre les Douze, la priorité devrait être donnée à une relance de la construction européenne telle que la prévoit le traité de Maastricht.

« Serrer les rangs »

L'avenir de la Communauté est en effet, comme on pouvait le prévoir, au centre des débats suscités dans les milieux politiques par l'assouplissement du SME. Ceux qui ont appelé en 1992 à voter pour la ratification du traité de Maastricht redoutent que les derniers événements ne renforcent ceux qui se sont alors prononcés pour le « non ». De fait, les adversaires de Maastricht estiment que le sort réservé au SME leur donne *a posteriori* raison. Si Philippe Séguin, à la veille d'un voyage en Extrême-Orient, ne veut pas s'exprimer publiquement, Jean-Pierre Chevènement et le PC, à gauche, Jean-Marie Le Pen et Philippe de Villiers, à droite, dénoncent l'échec entraîné par la *« logique »* de Maastricht.

Certains des plus fervents partisans de l'Union monétaire s'en inquiètent et appellent le gouvernement à réagir. Valéry Giscard d'Estaing et l'ex-chancelier allemand Helmut Schmidt, dans un communiqué commun, constatent ainsi que l'accord de Bruxelles est *« en contradiction avec la poursuite de l'union monétaire de l'Europe »*. Aussi les deux anciens dirigeants, initiateurs du SME en 1979, souhaitent-ils que l'on rétablisse *« le plus rapidement possible »* son *« fonctionnement normal »*. L'ancien premier ministre Raymond Barre ne dit pas autre chose en déplorant le *« coup d'arrêt brutal »* donné au projet d'Union européenne et en invitant le gouvernement allemand à montrer *« la fermeté de son engagement européen »*. Chez les centristes, Bernard Stasi appelle, dans *le Figaro*, les partisans de l'Europe à *« serrer les rangs »* afin que la crise soit *« l'occasion d'un sursaut*.

Les socialistes ne sont pas en reste. Par la voix de son porte-parole Jean Glavany, le PS, tout en critiquant les *« erreurs économiques »* du gouvernement Balladur, n'en réaffirme pas moins *« son attachement à la stabilité monétaire mise en place avec succès de 1983 à 1993 et à la marche vers l'union économique et monétaire de l'Europe »*. De même, Elisabeth Guigou, ancien ministre délégué aux affaires européennes, demande que l'on ne perde pas *« le cap de la monnaie unique »* et Jack Lang, ancien ministre de l'éducation nationale et de la culture, juge *« plus que jamais impérieux l'idéal de la monnaie unique »*.

En revanche, si le RPR approuve l'accord de Bruxelles, il reste très discret sur la perspective de l'Union monétaire. Jacques Chirac *« approuve pleinement »* l'attitude d'Edouard Balladur mais se félicite surtout que la France s'apprête à *« retrouver, dans la gestion de son économie, les libertés dont elle a besoin afin de lutter pour l'emploi »*. Quant au RPR, il souligne que le compromis de Bruxelles va permettre une nouvelle baisse des taux d'intérêt.

Si chacun peut constater que *« l'Union monétaire a reculé »*, comme le note Yves Galland, au nom du Parti radical, il apparaît que tous ne s'en alarment pas, selon des lignes de clivage qui reproduisent à peu près exactement celles qu'a révélées il y a un an le débat sur le traité de Maastricht.

THOMAS FERENCZI

□ **Jacques Chirac (RPR) : *« Des mesures courageuses. »*** – Jacques Chirac, président du RPR, a estimé, lundi 2 août, dans un communiqué, que le gouvernement a pris *« des mesures courageuses pour lutter contre la spéculation et préserver la construction européenne »*. M. Chirac, qui fait *« personnellement toute confiance »* à Edouard Balladur *« pour conduire l'œuvre de redressement de notre pays, qu'il a déjà bien engagée »*, précise qu'il *« approuve pleinement l'attitude qui a été la sienne, notamment ces derniers jours, dans les négociations monétaires et son résultat »*. Il souligne que *« la France va retrouver, dans la gestion de son économie, les libertés dont elle a besoin afin de lutter pour l'emploi »*.

□ **Le RPR : *« Vive approbation. »*** – Le Rassemblement pour la République s'est félicité, lundi, dans un communiqué, de l'accord intervenu au sein de la Communauté européenne, *« qui constitue une réponse commune et solidaire à la spéculation internationale ». « La préservation du SME, qui est un des acquis de la construction européenne, mérite d'être saluée avec une vive approbation »*, a ajouté le RPR, qui considère que *« les aménagements apportés au fonctionnement du SME permettront au gouvernement de prendre les mesures adaptées à la situation de l'économie française en rendant possible à terme une nouvelle baisse des taux d'intérêt »*.

□ **Ladislas Poniatowski (UDF-PR) : *« Bénéfique. »*** – Ladislas Poniatowski, porte-parole du Parti républicain, a assuré lundi que le réaménagement des monnaies au sein du SME *« n'est pas un drame ». « Il sera bénéfique pour la France »*, a pronostiqué M. Poniatowski, à condition que le gouvernement français poursuive *« en priorité une baisse significative de ses taux d'intérêt »*.

□ **Jacques Barrot (UDF-CDS) : *« L'essentiel semble avoir été préservé. »*** – Jacques Barrot (UDF-CDS), président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, a estimé lundi dans un communiqué que *« l'essentiel semble avoir été préservé et que mieux vaut un SME réparé qu'une rupture aux conditions désastreuses »* M. Barrot a cependant constaté que *« les Douze ont marqué le pas dans la montée vers l'union économique et monétaire »*.

□ **Valéry Giscard d'Estaing (UDF) : *« Contradiction. »*** – Valéry Giscard d'Estaing, président de l'UDF, a affirmé lundi, dans un communiqué rédigé en commun avec l'ancien chancelier allemand Helmut Schmidt, que *« le fait de porter les marges de fluctuation* [des monnaies européennes] *à 15 % constitue une mise en congé du SME »*. Les deux anciens dirigeants demandent *« que cette mise en congé soit provisoire »* et que l'on revienne le plus rapidement possible au fonctionnement normal du SME. Ils affiment que l'accord de Bruxelles est *« évidemment en contradiction avec la poursuite de l'union monétaire de l'Europe* [qui] *constitue un objectif constant de la politique franco-allemande »*.

□ **Raymond Barre (UDF) : *« Coup d'arrêt brutal. »*** – Raymond Barre, député UDF du Rhône, a estimé lundi que *« les décisions de Bruxelles maintiennent en survie le système monétaire européen mais donnent un coup d'arrêt brutal au projet d'Union européenne »*. L'ancien premier ministre a ajouté qu'il appartiendra au gouvernement allemand *« de montrer dans les mois à venir la fermeté de son engagement européen, sur lequel l'attitude dogmatique de la Bundesbank a jeté une ombre »*. M. Barre a également assuré que *« la France, dont le comportement au sein du SME a été d'une constante loyauté, doit, conformément à son intérêt, poursuivre une politique de stabilité et retrouver la voie de l'expansion, sans céder aux illusions que crée la flexibilité des taux de change et sans considérer la baisse des taux d'intérêt comme la panacée de ses difficultés »*.

□ **Yves Galland (Parti radical) : *« L'union monétaire a reculé. »*** – Yves Galland, président du Parti radical, a estimé lundi que le gouvernement *« a évité le pire »* mais que *« l'union monétaire a reculé ». « La Communauté européenne devra faire preuve d'une autre volonté politique, assortie de réelles solidarités, pour redevenir crédible »*, a-t-il ajouté.

□ **Philippe de Villiers (UDF) : *« Maastricht, c'est fini. »*** – Philippe de Villiers, député UDF de la Vendée, a assuré lundi dans un communiqué que *« Maastricht c'est fini »* en soulignant *« l'implosion »* du SME à la suite de l'accord de Bruxelles. *« C'est le processus de Maastricht qui nous a conduits là où nous sommes. Maastricht reposait sur deux piliers : l'unité monétaire c'était une illusion, l'axe franco-allemand, on en voit le résultat. Le franc fort est devenu le franc faible »*, a conclu M. de Villiers.

□ **Jean-Marie Le Pen (FN) : *« La mort de Maastricht. »*** – Jean-Marie Le Pen, président du Front national, a affirmé lundi, dans un communiqué, que la décision de Bruxelles constitue *« une dévaluation déguisée* [qui] *signe peu ou prou la fin du SME »*. Selon M. Le Pen, qui demande que soit mis en place *« un nouveau protectionnisme seul capable de sauver (...) l'économie française »*, deux leçons sont à retenir : en premier lieu *« il faut repenser le couple franco-allemand sur des bases nouvelles »* et en second lieu *« il faut bien admettre que cette crise signe également le constat officieux de la mort de Maastricht »*.

□ **Jean Glavany (PS) : les *« erreurs économiques »* du gouvernement.** – Jean Glavany, porte-parole du PS, a déclaré lundi, dans un communiqué, qu'*« il aura donc suffi de quatre mois pour que le gouvernement Balladur recueille les premiers fruits de ses erreurs économiques »*. Le député des Hautes-Pyrénées engage le gouvernement à prendre *« les moyens de défendre notre monnaie pour que l'accord d'aujourd'hui ne tourne pas à une pitoyable et honteuse dévaluation du franc »*, et réaffirme *« son attachement à la stabilité monétaire mise en place de 1983 à 1993 et à la marche vers l'union économique et monétaire de l'Europe »*.

□ **Henri Emmanuelli (PS) : *« Les spéculateurs ont gagné. »*** – Henri Emmanuelli (PS) a affirmé lundi dans un communiqué que *« les spéculateurs ont gagné ». « Le SME n'est plus qu'une fiction et la dévaluation du franc, bien que camouflée techniquement, un fait »*, a ajouté l'ancien président de l'Assemblée nationale.

□ **Gisèle Moreau (PCF) : *« L'échec de la politique dite du franc fort. »*** – Gisèle Moreau, membre du bureau politique du PCF, a déclaré lundi dans un communiqué que les décisions monétaires prises à Bruxelles constituent *« pour la France l'échec de la politique dite du franc fort arrimé au mark, considéré comme l'axe de la politique européenne »*, et que *« ce sont les peuples qui devront payer la note de dévaluations qui n'osent pas dire leur nom »*.

□ **Alain Krivine (LCR) : *« La faillite de l'ultralibéralisme. »*** – Alain Krivine, porte-parole de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), a affirmé lundi dans un communiqué que *« l'actuelle tempête monétaire sanctionne la faillite de l'ultralibéralisme et du dogmatisme monétaire qui allient MM. Mitterrand et Balladur dans la cohabitation »*.

POINT DE VUE

L'indispensable stabilité monétaire

par Michel Sapin

J'AI beau tourner et retourner en tous sens les termes de l'accord monétaire de Bruxelles, j'ai beau y rechercher par tempérament les éléments positifs et porteurs d'avenir, je dois bien me résoudre à constater amèrement que ce compromis est tout simplement mauvais pour la France, et mauvais pour l'Europe.

Certes, d'autres issues, pires encore, ont été évitées. La dévaluation officielle eût été un billet sans retour vers de nouvelles dévaluations, renouant ainsi avec une triste facilité française. Une dissolution affichée du système monétaire européen aurait dressé l'acte authentique du décès de Maastricht.

Mais regardons les choses en face, entre le flottement généralisé des monnaies européennes et la fluctuation autorisée dans une marge de 30 %, entre une dévaluation officielle du franc et une dévalorisation effective, la différence est aussi mince qu'entre Dupont et Dupond.

La France a choisi la stabilité monétaire, d'abord parce que c'est son intérêt propre : Sans monnaie stable, il n'y a pas de croissance durable. La marche vers une Europe plus forte capable de tenir enfin tête au dollar tout-puissant risque d'être stoppée net si on ne réagit pas.

Deux questions alors se posent. Pouvait-on éviter d'en arriver là ? Peut-on éviter, à l'avenir, le désordre monétaire, l'incertitude économique et leur cortège de chômage et de pauvreté ?

Avec Pierre Bérégovoy, j'ai eu à faire face à deux crises monétaires majeures ; nous avons su les surmonter grâce à la coopération franco-allemande, aux efforts consentis et à l'acceptation constante, au nom de l'intérêt supérieur du pays, des conséquences politiques contraires à notre intérêt électoral immédiat.

Aujourd'hui, les responsabilités allemandes sont évidentes. Les décisions contradictoires de la Bundesbank ont pris à contre-pied des marchés trop surexcités. Et pourtant les taux d'intérêt ont baissé en Allemagne et, à l'évidence, continueront encore.

Mais on ne peut pas, en toute bonne foi, éviter de mesurer les responsabilités françaises. J'ai apprécié en connaisseur le sang-froid et la détermination dont a fait preuve le premier ministre au cours des dernières semaines. Et je ne doute pas qu'il ait exploré tous les moyens d'obtenir de notre partenaire allemand une nouvelle baisse des taux d'intérêt. Mais on ne peut pas oublier qu'une politique qui choisit délibérément la seule baisse des taux d'intérêt pour relancer l'activité présente une fragilité très vite décelée par les spéculateurs.

Et qui ne voit aussi combien les ambiguïtés et le scepticisme d'une part importante de la majorité ont pesé alors ? Combien les discours publics ou privés d'un Séguin, d'un Chirac, ou même de certains ministres ont rapidement miné la confiance en notre monnaie ? Que Jacques Chirac, dont la discrétion a été remarquée au cours de la crise, se réjouisse si rapidement des « libertés retrouvées » est dangereusement significatif. Il a manqué une vraie cohésion à cette majorité, si écrasante qu'elle s'en étouffe elle-même !

Relancer une dynamique européenne

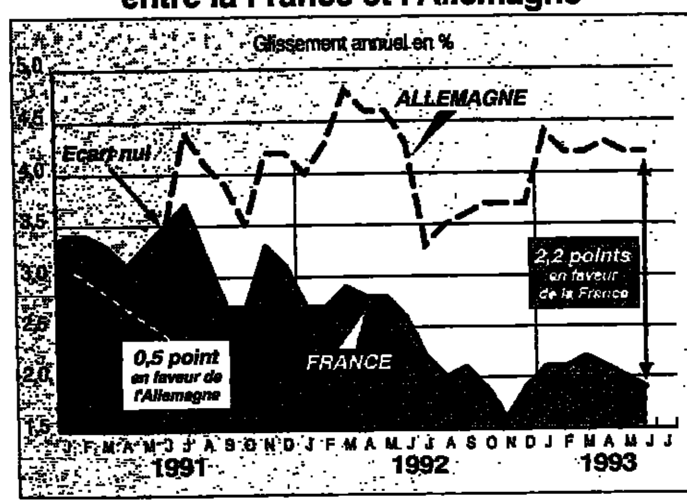
Et maintenant ? Maintenant, tout dépend de la gestion qui sera faite du flottement du franc. Ou bien il ouvre la voie à une remise en cause définitive des acquis de notre économie et de la construction européenne, suivant en cela l'exemple trompeur de la stratégie à l'anglaise. Après une euphorie passagère, après un relâchement général des disciplines nécessaires, revient très vite le temps des déséquilibres, de l'austérité, et de la récession.

Ou bien la France choisit de surmonter l'obstacle ; réaffirme et prouve son attachement à la stabilité monétaire ; redonne une visibilité et une sécurité aux entreprises pour qu'elles investissent et créent des emplois ; restaure la relation de confiance privilégiée avec l'Allemagne, en dépassant l'incompréhension de ces derniers mois ; relance une dynamique européenne en participant activement au rétablissement indispensable du système monétaire européen et à la création d'une monnaie unique. Alors, d'un mal peut naître un bien. Je suis sûr, à l'entendre, que le premier ministre appartient à ce camp-là. Il trouvera au sein de sa majorité ses principaux opposants. Il trouvera, sur ce plan-là au moins, des soutiens dans l'opposition.

Mais la tentation sera grande, les pressions immenses. La course est maintenant engagée. Les spéculateurs anglo-saxons l'ont emporté sur la détermination du gouvernement. Il appartient à M. Balladur de faire face maintenant aux impatients, aux agités, et aux petits bras de la Bourse, de la banque et de sa majorité.

► Michel Sapin est l'ancien ministre de l'économie et des finances du gouvernement Bérégovoy (1992-1993).

Ecart annuel d'inflation entre la France et l'Allemagne



C'est à partir du milieu de l'année 1991 que le taux annuel d'inflation en Allemagne est – phénomène nouveau – devenu plus rapide qu'en France. Cette accélération de la hausse des prix outre-Rhin, sous l'effet du boom économique né de la réunification, a été particulièrement sensible dans les services et les loyers, la demande de logements ayant littéralement explosé. Les coûts unitaires de production se sont également accélérés en Allemagne sous l'effet des fortes hausses de salaires. Pour toutes ces raisons, il n'est donc pas certain que la hausse des prix de détail se ralentisse nettement en Allemagne avant longtemps, ce qui laisse mal augurer d'une forte baisse des taux d'intérêt outre-Rhin au cours des mois à venir, cela malgré la récession qui fait sentir ses effets. En revanche, le taux d'inflation en France, deux fois moins élevé qu'en Allemagne (2 % l'an contre 4 %) devrait progressivement convaincre les cambistes que le franc n'était pas surévalué par rapport au mark.

« Nous disposons de la souplesse nécessaire pour gérer notre économie »

déclare M. Balladur

Au cours de sa conférence de presse, lundi 2 août *(nos dernières éditions du 3 août)*, Edouard Balladur a souligné que le gouvernement *« a tout fait pour tenter de préserver le SME et son mécanisme de change »*. Rappelant que *« des interventions considérables ont été opérées sur le marché des changes pour assurer le maintien de la parité de notre monnaie »*, le premier ministre a indiqué que la France avait proposé *« d'admettre une mise en congé provisoire du mark hors du mécanisme de change »* afin de *« donner à l'Allemagne la souplesse et le temps nécessaires pour gérer les conséquences de la réunification »*, mais que cette solution n'avait pas pu *« recueillir l'accord de l'ensemble de nos partenaires »*.

« Pour préserver la construction européenne, nous avons voulu éviter l'éclatement du système », a affirmé le premier ministre, qui a ajouté : *« Le SME demeure, la valeur du franc est maintenue, son cours-pivot ne change pas, et date est prise pour resserrer la coopération monétaire européenne. Nous disposons de la souplesse nécessaire pour gérer notre économie. Il faudra que puisse être construit sur de nouvelles bases un système monétaire européen. Ce système ne devra pas être sujet comme le précédent à des crises répétées incompatibles avec la poursuite du redressement de notre économie. Notre bilan, c'est : le franc préservé, une Europe préservée et une souplesse de gestion et une marge de manœuvre retrouvées. »*

Edouard Balladur a conclu : *« J'avais dit que le franc ne serait pas dévalué, il ne sera pas dévalué. J'avais dit que je serais hostile au protectionnisme, il n'y a pas de protectionnisme. J'avais dit qu'il n'y aurait pas d'aggravation du déficit budgétaire, il n'y aura pas d'aggravation du déficit budgétaire. Les grands axes de la politique économique que nous avions fixés il y a quatre mois demeurent inchangés. Cette politique continuera de s'appliquer, fidèle à ces principes. »*

ÉCONOMIE

La crise du SME et les réactions à l'étranger

Satisfaction en Grande-Bretagne

LONDRES

de notre correspondant

« Si les Français diminuent leurs taux d'intérêt, le franc va probablement s'affermir. Tant que le loyer de l'argent reste élevé et l'économie française déprimée, la pression sur le franc va se poursuivre » : cette réflexion d'un courtier londonien résume l'attente dans la City d'une baisse générale des taux d'intérêt en Europe, qui devrait accentuer la relance de l'activité sur le premier marché d'exportation du Royaume-Uni. Cette reprise dans la CEE compenserait la perte de compétitivité attendue à la suite de l'appréciation prévue de la livre sterling, perçue désormais comme l'une des devises les plus prometteuses.

Au lendemain du réaménagement du système monétaire européen (SME), la première Bourse de la Communauté européenne ne cache pas son optimisme. Les titres des valeurs les moins exposées aux soubresauts de la conjoncture allemande (compagnie d'électricité, composants automobiles, transports,...) sont désormais à la hausse. Seuls les secteurs de la chimie et de l'électronique, très sensibles à la concurrence européenne, font grise mine. L'expérience de la sortie de la livre du SME, en septembre 1992, a permis à la City d'accumuler un savoir-faire en matière de gestion de crise monétaire qui s'avère aujourd'hui très utile.

Vue des bords de la Tamise, la tempête du SME ne menace guère l'achèvement du marché unique. Que le premier ministre John Major juge désormais le calendrier de l'Union monétaire *« irréaliste »* n'inquiète guère les professionnels, qui n'ont jamais caché leur méfiance vis-à-vis du dispositif des changes fixes, préférant celui des parités flottantes.

La City rejette par ailleurs catégoriquement l'image présentée par certains milieux français de méchants spéculateurs anglo-saxons s'entendant pour étrangler le franc et empocher des super-bénéfices.

C'est mal connaître le fonctionnement du premier marché mondial des changes, insiste-t-on. A Londres, le volume quotidien des transactions sur devises en 1992 est estimé à 300 milliards de dollars, soit le tiers du volume mondial.

« Londres est un trop gros poisson pour qu'un ou plusieurs milliardaires à la recherche de gains rapides soient capables de modifier, à eux seuls, les données fondamentales de l'offre et de la demande », explique un responsable de Midland Global Market, l'un des principaux courtiers londoniens des opérations de change. – *(Intérim.)*

John Major juge « totalement irréaliste » le calendrier de l'UEM

Le calendrier de l'Union économique et monétaire (UEM) européenne est à présent *« totalement irréaliste »*, a estimé lundi matin 2 août le premier ministre britannique, John Major. *« Les événements de la semaine dernière et du week-end montrent que notre décision de suspendre la participation de la livre au mécanisme de change européen était parfaitement fondée »*, a déclaré M. Major dans un communiqué diffusé par Downing Street, avant d'écarter l'hypothèse d'un retour de la livre dans le SME *« dans un proche avenir »*. *« L'instabilité monétaire en Europe n'est pas dans l'intérêt du Royaume-Uni »*, a ajouté le premier ministre, qui a dit *« comprendre »* la décision d'augmenter les marges de fluctuation des monnaies plutôt que de suspendre le SME.

Le commissaire européen chargé des finances lance une mise en garde

Le commissaire européen à l'économie et aux finances, Henning Christophersen, a appelé les Etats membres de la CEE à ne pas profiter de l'élargissement des marges de fluctuations du SME pour pratiquer des dévaluations compétitives.

Au cours d'une conférence de presse, lundi 2 août à Bruxelles, il a estimé que l'appartenance de toutes les monnaies à la nouvelle bande large ou leur flottaison obligerait à une révision des prix agricoles *« tous les mois »* ou peut-être *« tous les trois jours »*.

« Les recettes de la CEE risquent d'être moindres »

En outre, il a estimé qu'il ne fallait *« pas s'attendre à ce que les taux baissent rapidement »*. Selon lui, la mise en œuvre de la deuxième phase de l'Union économique et monétaire n'est pas en péril, mais elle risque de durer plus longtemps que prévu. Enfin, *« si les monnaies sont dévaluées par rapport à l'écu, les recettes du budget de la CEE risquent d'être moindres »*, a estimé le commissaire.

Soulagement en Allemagne

BERLIN

de notre correspondant

En Allemagne, on a accueilli positivement les décisions monétaires prises à Bruxelles ce week-end. Le ministre des finances, Theo Waigel, a parlé lundi d'un « soulagement ». L'élargissement des marges de parité entre les monnaies européennes libère l'Allemagne d'inverventions coûteuses pour soutenir les monnaies en difficulté : 60 milliards de marks ont été déboursés par la Bundesbank au mois de juillet, dont la moitié dans la seule journée du vendredi 30 juillet, comme l'a précisé le président de la Bundesbank, Helmut Schlesinger.

Devant la presse, Theo Waigel a répété que le maintien du SME était un objectif prioritaire du gouvernement allemand, en affichant son optimisme quant à la réalisation, dès le 1er janvier 1994, de la deuxième étape de l'Union économique et monétaire prévue par le traité de Maastricht. Theo Waigel, qui a réussi à éviter une sortie du deutschemark du SME, telle qu'elle était souhaitée par la France, a déclaré que les marges de parité entre les monnaies européennes devraient être rapprochées au plus vite, au cours des six prochains mois. Cette période pourra être mise à profit, selon Theo Waigel, pour une baisse des taux d'intérêt allemands.

L'optimisme officiel est globalement partagé par les commentateurs de la presse d'outre-Rhin. On analyse les décisions de Bruxelles comme une « pause » bienvenue, qui permettra aux partenaires de la Communauté de poursuivre des politiques adaptées à leur situation économique particulière. En ce qui concerne l'Allemagne, *« les décisions de Bruxelles augmentent les chances d'une politique de stabilité (...) et sauvent la crédibilité de la Bundesbank »*, selon le quotidien des affaires *Handelsblatt*. Pour la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, *« l'élargissement des marges de parité ne signifie en rien un échec sur la voie de l'Europe unie au plan économique comme politique »*. Le quotidien souligne par ailleurs qu'en sauvant le SME les ministres des finances réunis à Bruxelles ont réussi à éviter le retour à une *« Europe du XIXe siècle, menacée en permanence par des axes et des coalitions hostiles »*.

Du côté de la classe politique, même analyse : en évitant la mort du SME, on a frôlé une catastrophe qui aurait signifié la fin de l'Europe, comme le souligne le député chrétien-démocrate Karl Lamers. Seule l'opposition social-démocrate et les milieux bancaires paraissent préoccupés par le risque que la réévaluation de fait du mark au sein du SME pourrait gêner les exportations allemandes et accentuer la récession dans le pays. – *(Intérim.)*

Scepticisme au Japon

TOKYO

de notre correspondant

Les autorités monétaires japonaises ont réagi favorablement à la décision d'élargissement de la marge de fluctuation des monnaies européennes, estimant que cette mesure devrait réduire les pressions à la hausse exercées sur le yen. Elles restent néanmoins sceptiques sur l'effet durable d'un tel réajustement. Les turbulences monétaires européennes ont peu d'effet direct sur les marchés japonais. La seule véritable préoccupation à Tokyo est le cours du dollar par rapport au yen et l'on craint un report de la spéculation mondiale sur la monnaie nipponne, déjà objet de fortes pressions américaines.

La tendance à la valorisation du yen, enregistrée lundi à Londres (où la monnaie nipponne a atteint un cours record de 104,20 yens pour un dollar) s'est confirmée, mardi, à la clôture du marché des changes à Tokyo : le cours de la monnaie nipponne a atteint 104,40 yens pour un dollar (après être monté jusqu'à 103,95 yens) en dépit de fortes interventions de la Banque du Japon. Au ministère des finances, on fait valoir qu'il est logique que le yen soit affecté par la volatilité des cours en Europe mais qu'un ralentissement de sa valorisation devrait intervenir rapidement.

Les analystes financiers sont moins certains de l'impact de la mesure prise à Bruxelles. Ils estiment que son effet est temporaire et qu'à moins que des remèdes soient apportés aux problèmes de l'Europe (déficit budgétaire et chômage), on ne peut guère espérer une stabilisation des monnaies. Le système monétaire européen est devenu une *« forme sans contenu »* écrit le quotidien *Asahi*.

Sur le marché des changes, on n'exclut pas que la monnaie japonaise puisse atteindre rapidement le cours de 100 yens pour un dollar. *« La tendance est là : non seulement les étrangers mais les investisseurs institutionnels japonais vont acheter du yen pour pallier les risques sur les monnaies européennes »*, estime M. Tatsuo Ohori, responsable des opérations de changes du Crédit suisse.

Le désordre monétaire renforce d'autre part le scepticisme des Japonais sur l'avenir de l'union européenne. *« L'élargissement de la marge de fluctuation des monnaies n'est pas une panacée qui permettra de restabiliser le SME »*, écrit le quotidien économique *Nihon Keizai* dans un éditorial. *« Ce n'est pas seulement la création d'une monnaie unique qui sera retardée mais le programme d'intégration européenne lui-même. »*

Ph. P.

Une bonne nouvelle pour les Etats-Unis

NEW-YORK

de notre correspondant

Le flottement *de facto* des monnaies les plus attaquées du système monétaire européen – et notamment le franc français, – décidé la veille à Bruxelles par les Douze, était interprété à New-York le 2 août comme *« la moins mauvaise réponse »* que la Communauté pouvait apporter à la plus grave crise que le SME ait connue en quatorze ans d'existence. Il a pour mérite de remettre en question le dogme de taux de change artificiellement soudés face à des économies qui évoluent en ordre dispersé, estiment les cambistes. *« L'habillage politique est habile. Mais les problèmes de fond demeurent et il faudra des mois, sinon davantage, avant que le système retrouve son cadre antérieur, ce qui repousse d'autant l'étape de l'union monétaire européenne et de la monnaie unique »*, souligne l'un d'entre eux.

Dans l'immédiat, l'instauration de marges de fluctuation pouvant atteindre 15 % de part et d'autre du cours-pivot a contribué à calmer les marchés new-yorkais, où le dollar, en hausse sensible depuis le déclenchement de la crise monétaire en Europe, a reperdu du terrain lundi en raison d'une simple correction technique. Le billet vert se traitait à 1,7085 mark en fin de séance contre 1,7415 mark le vendredi précédent. Pour les analystes, le dollar et, avec lui, l'économie américaine, devraient être les grands gagnants de ce qui a failli être l'enterrement du système monétaire européen.

Le renforcement du deutschemark risque de pénaliser dans un premier temps l'Allemagne, en renchérissant le coût de ses exportations à un moment où le pays est plongé dans la récession. En revanche, les autres pays européens devraient tirer profit de la baisse des taux d'intérêt qui devrait bientôt intervenir, relançant une demande dont les Etats-Unis entendent bien bénéficier, expliquent les spécialistes. *« Il s'agit là d'une réelle opportunité pour l'Amérique »*, estime Randall Henning, l'un des économistes de l'Institute for International Economics, à Washington.

Dans le même temps, la hausse du dollar (Merrill Lynch escompte un cours de 1,80 à 1,85 mark pour le billet vert d'ici à la fin de l'année) va donner un coup de pouce à l'industrie touristique américaine et abaisser les coûts des importations aux Etats-Unis, diminuant d'autant son déficit commercial.

S. M.

Approbation patronale et réserves syndicales

• **La CGT** estime que l'accord de Bruxelles sur le système monétaire européen *« relève du marché de dupes contre les peuples »* et *« exprime une fuite en avant dans la crise »*. *« La crise monétaire actuelle (...) accuse la logique de la construction européenne (...) où les convergences ne s'expriment que sur le dos des peuples, conjuguant austérité et régression économique. »*

• **Force ouvrière** constate que *« sous la pression de la spéculation, les ministres des finances des Douze viennent, sans l'avouer clairement, de renvoyer l'Union monétaire aux calendes grecques »*. Considérant que *« la libération des capitaux porte en germe toutes les conditions d'une crise durable »*, FO s'interroge sur l'opportunité d'une nouvelle *« taxation des mouvements de capitaux »*.

• **La CFDT** qualifie l'accord de Bruxelles de *« solution de moindre mal parce qu'elle écarte le flottement généralisé des monnaies et qu'elle permet à la France de retrouver incontestablement des marges de manœuvre »*. Mais *« cela ne peut être*, selon elle, *que provisoire »*, car *« au-delà, c'est le choix européen qu'il s'agit de confirmer »*.

• **La CFE-CGC** a exprimé sa *« très grande satisfaction »* après l'accord de Bruxelles. La France est désormais, selon elle, *« en situation de bénéficier pleinement de sa bonne santé économique »* et *« le combat contre le chômage peut se développer, grâce notamment à de fortes diminutions des taux d'intérêt »*.

• **Le CNPF** souhaite, pour sa part, qu'*« une fois le calme revenu la politique de baisse des taux d'intérêt engagée depuis plusieurs mois puisse être poursuivie »*.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 3 août ⬇ Consolidation

Après trois séances consécutives de hausses importantes (plus de 2 % chaque fois), et après avoir approché ses plus hauts records historiques, la Bourse connaissait mardi un mouvement de consolidation. L'indice CAC 40 qui avait perdu 0,87 % à l'ouverture se maintenait à ce niveau vers quatorze heures (2 110 points).

« Le marché se tient bien », estimait un intervenant, pour qui cette correction vient logiquement après la frénésie de jeudi, vendredi et lundi, et ne remet pas en cause l'humeur haussière de la place.

Les opérateurs attendent maintenant de savoir si les taux d'intérêt français vont baisser rapidement ou non, indiquait un opérateur précisant que la Bourse pourrait baisser plus durablement si cette baisse tardait à venir. « Le franc est stable et il n'y a pas de baisse des taux d'intérêt pour l'instant : il n'y a donc aucun élément de mouvement pour le marché », précisait un gestionnaire.

Cependant, « il faudra bien tôt ou tard abaisser les taux d'intérêt », indiquait-il, estimant que « les autorités attendront probablement la semaine prochaine pour ne pas donner l'impression d'agir sous la pression des marchés ».

Beaucoup de gérants attendaient également l'issue du conseil économique et financier franco-allemand.

Parmi les valeurs en hausse figuraient les AGF, le Bazar de l'Hôtel de Ville, Pernod-Ricard et Total. En baisse on notait Pechiney, Carnaud-Metalbox, Accor et Cap Gemini Sogeti.

NEW-YORK, 2 août ⬆ Nouvelle avancée

Wall Street a gagné du terrain lundi 2 août dans le sillage des places européennes, soutenue par l'élargissement des marges de fluctuation dans le système monétaire européen (SME) et la publication de bons chiffres économiques aux Etats-Unis. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a terminé à 3 560,99 points, en hausse de 21,52 points (0,61 %). L'activité était cependant modeste avec 229 millions de valeurs échangées, car plusieurs investisseurs ont préféré se tenir sur la réserve en attendant de nouveaux développements en Europe.

Le nombre de titres en hausse a été presque deux fois plus élevé que celui des valeurs en baisse : 1 200 contre 754, alors que 627 actions sont restées inchangées.

Selon des analystes, l'aménagement du SME, en augmentant la marge de manœuvre des pays européens, laisse espérer un relâchement des rênes du crédit, ce qui pourrait accélérer la reprise en Europe et augmenter du même coup la demande de produits américains. Une hausse de 1,2 % des dépenses de construction aux Etats-Unis en juin et une progression à 49,5 % de l'indice composite des directeurs des achats en juillet ont également bénéficié à la grande Bourse new-yorkaise.

Une légère baisse des taux d'intérêt sur le marché obligataire a encore accentué la reprise de Wall Street.

Le taux d'intérêt sur les bons à 30 ans, principale référence du marché obligataire, a reculé à 6,55 % contre 6,57 % vendredi soir.

VALEURS	COURS DU 30 juillet	COURS DU 2 août
Alcoa	71 3/8	71 3/4
ATT	63 3/8	63 3/4
Boeing	39 3/8	39
Chase Manhattan Bank	31 3/4	32
Du Pont de Nemours	46 7/8	46 7/8
Eastman Kodak	53 3/4	54 1/4
Exxon	65 5/8	66 1/8
Ford	52 7/8	54 5/8
General Electric	98 1/2	99
General Motors	48 1/2	49 5/8
Goodyear	41 3/4	42
IBM	44 1/2	44
ITT	88 3/4	90 1/4
Mobil Oil	75 5/8	74 5/8
Pfizer	59 1/2	59 7/8
Schlumberger	63 5/8	63 7/8
Texaco	62 7/8	63 1/4
UAL Corp. ex-Allegis	144	142 1/2
Union Carbide	18 3/4	18 5/8
United Tech.	54 1/4	55 7/8
Westinghouse	15 3/4	15 5/8
Xerox Corp.	73	73 1/4

LONDRES, 2 août ⬆ Progression

La réorganisation du système monétaire européen (SME) a stimulé les valeurs lundi 2 août au Stock Exchange dans l'anticipation de baisses des taux d'intérêt en Europe. Toutefois, les gains ont été réduits en fin de séance par des prises de bénéfices. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a clôturé en hausse de 15,2 points (0,5 %) à 2 941,7 après avoir atteint 2 954,5 points en début d'après-midi, niveau proche du record de clôture de 2 957,3 points établi le 8 mars. Le marché a été actif avec 691,2 millions de titres échangés contre 754,5 millions vendredi.

Les entreprises exportatrices et les titres liés à la consommation ont bénéficié des prévisions d'une baisse du loyer de l'argent en Europe continentale, qui devrait y relancer la croissance et stimuler la demande pour les exportations britanniques.

VALEURS	Cours du 30 juillet	Cours du 2 août
Allied Lyons	6,73	6,78
B.P.	3,08	3,10
B.T.R.	3,78	3,83
Cadbury	4,69	4,73
De Beers	12,93	13
Glaxo	5,47	5,32
G.U.S.	35,50	36,13
I.C.I.	6,68	6,69
Reuters	14,38	14,38
RTZ	6,72	6,89
Shell	6,41	6,45
Unilever	9,85	9,90

TOKYO, 3 août ⬆ Calme

Les valeurs japonaises ont clôturé sur une note légèrement positive, mardi 3 août, grâce à l'avance des banques, dans un marché qui table sur une prochaine baisse des taux d'intérêt. L'indice Nikkei a gagné 14,11 points, soit 0,07 %, à 20 357,64. Le volume d'échanges porté sur environ 270 millions de titres contre 216,5 lundi.

Les cours étaient en nette hausse dès l'ouverture sous l'effet d'achats de valeurs liées à l'indice, et le marché à terme a démarré sur une note ferme après les gains sur les contrats à terme du Nikkei enregistrés la veille à Chicago.

L'optimisme suscité par la réforme du SME risque d'être tempéré par les craintes d'une appréciation continue du yen. Les transactions ont été calmes, de nombreux opérateurs étant restés sur la touche à l'approche de la session extraordinaire du Parlement, qui désignera le successeur du premier ministre, Kiichi Miyazawa

VALEURS	Cours du 2 août	Cours du 3 août
Ajinomoto	1 370	1 380
Bridgestone	1 250	1 240
Canon	1 340	1 340
Fuji Bank	2 520	2 580
Honda Motors	1 360	1 380
Matsushita Electric	1 300	1 310
Mitsubishi Heavy	650	660
Sony Corp.	4 410	4 410
Toyota Motors	1 640	1 650

CHANGES

Dollar : 5,96 F ⬇

Le dollar fléchissait sensiblement à Paris le 3 août au matin, après sa forte progression engendrée par les troubles du SME. La monnaie américaine cotait 5,96 francs contre 6,04 francs la veille au cours indicatif de la Banque de France. Le mark se stabilisait autour de 3,50 francs.

FRANCFORT	2 août	3 août
Dollar (en DM)	1,7150	1,7130
TOKYO	**2 août**	**3 août**
Dollar (en yens)	104,61	104,35

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (3 août) .... 11 % - 12 %

New-York (2 août) .... 3 1/4 %

BOURSES

	30 juillet	2 août
(SBF, *base 100 : 31-12-81*)		
Indice général CAC	559,7	572,1
(SBF, *base 1000 : 31-12-87*)		
Indice CAC 40	2 085,88	2 129,03

NEW-YORK *(Indice Dow Jones)*	30 juillet	2 août
Industrielles	3 539,47	3 560,99

LONDRES *(Indice « Financial Times »)*	30 juillet	2 août
100 valeurs	2 926,50	2 941,70
30 valeurs	2 317,60	2 329
Mines d'or	249,20	247,30
Fonds d'Etat	99,17	99,29

FRANCFORT	30 juillet	2 août
Dax	1 803,23	1 815,08

TOKYO	2 août	3 août
Nikkei Dow Jones	20 343,53	20 357,64
Indice général	1 654,70	1 657,22

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
$ E-U	6,0018	6,0060	6,0680	6,0805
Yen (100)	5,7491	5,7562	5,8150	5,8287
Ecu	6,6581	6,6697	6,6562	6,6734
Deutschemark	3,5062	3,5103	3,5103	3,5171
Franc suisse	3,9980	4,0040	4,0224	4,0319
Lire italienne (1000)	3,7471	3,7526	3,7294	3,7383
Livre sterling	8,9744	8,9820	9,0064	9,0206
Peseta (100)	4,2580	4,2596	4,2043	4,2223

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
$ E-U	3 1/16	3 3/16	3 1/8	3 1/4	3 3/8	3 1/2
Yen (100)	3 1/8	3 1/4	3 1/8	3 1/4	3	3 1/8
Ecu	7 15/16	8 1/16	7 1/4	7 3/8	6 3/4	6 7/8
Deutschemark	6 5/8	6 3/4	6 9/16	6 11/16	6 1/2	6 5/8
Franc suisse	4 9/16	4 11/16	4 1/2	4 5/8	4 7/16	4 9/16
Lire italienne (1000)	9 1/8	9 3/8	8 7/8	9 1/8	8 5/8	8 7/8
Livre sterling	5 13/16	5 15/16	5 3/4	5 7/8	5 5/8	5 3/4
Peseta (100)	10 5/8	11 7/8	10 1/4	11 1/4	9 3/4	10 1/2
Franc français	8 3/8	9 1/4	7	7 3/4	6 1/4	7

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS DU 3 AOUT

Liquidation : 24 août
Taux de report : 12,00

Cours relevés à 13 h 31
CAC 40 : −0,89 % (2110,03)

Règlement mensuel

Montant coupon(1)	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	% + −
147,28	EDF-GDF 3%	5520	5530	+0,18
65,23	B.N.P. (T.P)	1077	1065	−1,11
75,05	Cr.Lyonnais(T.P.)	1019	1002	−1,67
93,78	Renault (T.P.)	2051	2060	+0,44
181,79	Rhone Poulenc(T.P)	2300	2299	−0,04
99,14	Saint Gobain(T.P.)	1090	1087	−0,28
82,24	Thomson S.A (T.P)	968	982	+1,45
18	Accor 1	706	685	−2,97
14	Air Liquide 1	789	778	−1,39
14,50	Alcatel Alsthom 1	692	687	−0,72
48	Alsac.Super (Ny) 1	2490	2320	−6,83
13	Alspi 1	342	342	—
12	AGF(Ass.gle.Fce) 1	593	615	+3,71
23	Axa 1	1480	1490	+0,68
6,80	Bail Equipement 1	54,75	55	+0,46
72,01	Bail Invest. 1	1074	1074	—
16	Bancaire (Cie) 1	570	580	−1,75
18	Banque Colbert C1	149	149,90	+0,60
16	Bazar Hot. Ville 1	680	680	+3,03
13	Berger (M) 1	1180	1200	+1,69
29	Bertrand Faure 1	430	426	−0,93
17	BIC 1	1300	1277	−1,77
4	BIS 1	127,50	127	−0,39
7,50	B.N.P. CI 1	561	559	−0,36
22	Bollore Techno.1	416	417	+0,24
61	Bongrain 1	2600	2531	−2,65
18	Bon Marche (Au) 1	589	580	−1,53
11	Bouygues 1	705	690	−2,13
4	BP France 1	111,20	110	−1,08
15	BSN 1	885	881	−0,45
25	Canal + 1	1230	1234	+0,33
7	Cap Gemini Sogeti1	208,90	202,40	−3,11
4	Carnaudmetalbox 1	226	218	−3,54
35	Carrefour 1	3118	3117	−0,03
5	Casino Guichard 1	155	151,70	−2,13
5,25	Casino Guich.ADP 1	108	106	−1,85
8,10	Castorama Dl (Li)1	659	655	−0,61
4	C.C.F. 1	257	253,60	−1,32
2,40	CCMC-Managix(Ly) 1	32	32	—
10	Cegid (Ly) 1	216	211	−2,31
16,61	Centrest (Ny) 1	31	31,50	+1,61
7,58	CEP Communication1	380	388	+2,11
70	Cerus Europ.Reun 1	89	88,80	−0,22
18	Cetelem 1	1199	1195	−0,33
32	CGIP 1	1170	1192	+1,88
28	Chargeurs 1	1145	1130	−1,31
3,40	Christian Dior	331,90	324	−2,38
15	CICA (M) 1	480	488	+1,67
17,50	Ciments Fr.Priv.B	317	315	−0,63
6,80	Clarins 1	569	552	−2,99
7	Club Mediterranee1	415	411,50	−0,84
22	Colas 1	1090	1086	+0,60
11	CGP (Papiers)(Ly)1	579	540	−6,74
7,50	Comptoir Entrep. 1	219	—	—
18,50	Comptoir Moder. 1	1325	1321	−0,30
15,50	CPR Paris.Reesc. 1	384	382	−0,52
37,50	Credit.F.France 1	1100	1093	−0,64
9,40	Credit Local Fce 1	425	423,60	−0,33
18	Credit Lyonn.CIP 1	729	729	—
40	Credit National 1	1405	1405	—
—	CSEE 1	440	437	−0,68

Montant coupon(1)	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	% + −
51	Damart 1	3986	4000	+0,35
6	Dassault-Aviation1	465	465	—
4,80	Dassault Electro 1	329,50	327	−0,76
45	De Dietrich 1	1540	1542	+0,13
5,50	Degremont 1	509	501	−1,57
5	Dev.R.N-P De Cal 1	38,30	37,50	−2,09
16,50	Dev.R.Sud-Est(Ly)1	81	—	—
4	DMC (Dollfus Mi)1	231,50	239	+3,26
9,50	Docks France 1	570	568	−0,35
3	Dynaction 1	112	111	−0,89
43	Eaux (Gle Des) 1	2347	2345	−0,09
17	EBF (Epeda B.) 1	686	680	−0,90
18	Ecco 1	500	501	+0,20
23,98	Eiffage(ex Foug.)1	990	1009	+1,92
13	Elf Aquitaine 1	442,80	438,80	−0,88
24	Elf Sanofi 1	991	981	−1,01
13	Erap-Elf CPet 1	364	357,10	−1,90
39	Eridania Beghin 1	770	765	−0,65
8,60	Essilor Intl 1	501	499	−0,40
9,40	Essilor Intl ADP 1	281	281	—
25	Esso 1	730	740	+1,37
47	Eurafrance 1	1909	1891	−0,94
0,68	Euro Disney 1	59	59,70	+1,19
10,75	Euro RSCG W.W	574	583	+1,57
15	Europe 1-1	1035	—	—
—	Eurotunnel 1	37,85	38,30	+1,19
12	Filipacchi Medias	758	765	+0,92
8	Finextel 1	143	138	−3,50
—	Fives-Lille 1	352	342	−2,84
32	Fromageries Bel 1	4420	4355	−1,47
11	Galeries Lafayet.1	1710	1700	−0,58
4	GAN 1	550	535	−2,73
10	Gascogne (B) 1	369,40	369	−0,11
55	Gaz Eaux(Fin.Ind)1	1748	1725	−1,32
1	Geophysique 1	622	622	—
5,50	Groupe Andre S.A.	833	825	−1,26
16,58	Groupe De La Cite1	830	825	−0,79
7	GTM-Entrepose 1	468	470	+0,43
22	Guyenne Gascogne 1	1570	1565	−0,32
8	Havas 1	459,50	458	−0,33
7	IDIA 1	207	206,50	−0,24
9,30	Imetal 1	478	468	−2,09
2	Immob.Phenix 1	147	143	−2,72
1	Ingenico 1	151	151,20	+0,13
23	Ins.Merieux Int. 1	10530	10510	−0,19
43,50	Interbail 1	523	519	−0,76
23,50	Intertechnique 1	480	480	—
25	Jean Lefebvre 1	1192	1180	−1,01
33,50	Klepierre 1	621	622	+0,16
21,50	Labinal 1	670	654	−2,39
9	Lafarge Coppee 1	429,10	421,60	−1,75
2,20	Lagardere (MMB) C1	119,80	118,20	−1,34
3,70	Lapeyre C1	218,90	212	−3,15
7	Lebon 1	255,10	255	−0,04
28,50	Legrand 1	4720	4700	−0,42
45,80	Legrand ADP 1	2840	2842	+0,07
8	Legris indust. 1	185	185,10	+0,05
70,50	Locindus 1	935	930	−0,53

Montant coupon(1)	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	% + −
50,50	LVMH Moet Vuitton1	4194	4159	−0,83
10	Lyon.Eaux-Dumez 1	518	502	−1,57
12,50	Marine Wendel 1	344,70	343	−0,49
2,20	Matra-Hachette 1	144,50	144,50	—
4	Metaleurop 1	79	77,20	−2,28
2,50	Metrologie Intl 1	14,70	14,90	+1,36
1,50	Michelin 1	178,90	178	−0,50
4	Moulinex 1	108,20	106	−2,03
40	Navigation Mixte 1	975	990	+1,54
5,20	Nord-Est 1	137,50	136,10	−1,02
—	Nordon (Ny) 1	447,90	447,90	—
—	Olipar 1	34,30	34	−0,87
9,60	Oreal 1	1108	1079	−2,44
12	Paribas 1	494,50	486,60	−1,60
10	Pechiney CIP 1	372	365	−1,88
5	Pechiney Intl 1	225	217	−3,58
4,50	Pernod-Ricard 1	388	396	+2,06
10	Peugeot 1	692	680	−1,73
21,20	Pinault-Printemps 1	720	723	+0,42
6,50	Plastic-Omn.(Ly) 1	764	750	−1,83
5,50	Poliet	305	304	−0,33
14,70	Primagaz 1	788	780	−1,02
7	Promodes 1	838	837	+0,12
15	Radiotechnique 1	320	313,20	−2,13
95	Redoute(S.A.La)1	7500	7500	—
4,42	Remy Cointreau 1	202,30	200	−1,14
8,20	Rexel(ex.CDME) 1	519	514	−0,96
3	Rhone Poulenc A 1	161,50	158	−2,17
1,20	Rochette (La) 1	28,80	29,70	+3,13
11	Roussel Uclaf 1	560	561	+0,18
88	Rue Imperiale(Ly)1	3280	3225	+0,78
11	Sade (Ny) 1	160,10	180	−0,06
18,50	Sagem 1	1688	1693	+0,30
14,50	Saint-Gobain 1	599	590	−1,50
32	Saint-Louis 1	1307	1307	—
8	Salomon (Ly) 1	1750	1750	—
16	Salvepar (Ny) 1	375	376	+0,27
22	Sat 1	1748	1725	−0,86
25	Saupiquet (Ns) 1	990	992	+0,22
13	Schneider 1	746	745	−0,13
—	SCOA 1	12,80	12,95	+1,17
6	SCOR S.A 1	620	618	−0,32
7,50	S.E.B.1	460	463	+0,65
28,50	Sefimeg 1	494	493	−0,20
12,60	Selectibanque 1	161	160,70	−0,19
7	Sextant Avionique1	194,50	192	−1,29
32	SFIM 1	801	801	—
5	SGE 1	231	231,50	+0,22
31,15	Simco 1	529	528	−0,19
6	S.I.T.A 1	639	620	−2,97
10	Skis Rossignol 1	1350	1325	−1,85
9	Sligos 1	484,90	480	−1,01
15	Societe Gale A 1	662	652	−1,51
5	Sodecco (B) 1	43	41	−4,65
8,85	Sodero (Ns) 1	74,50	74	−0,67
21	Sodexho 1	1015	1025	+0,99
2	Sogenal (Ny) 1	114,80	112,70	−1,66
33	Sommer-Allibert 1	1649	1639	−0,61

Montant coupon(1)	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	% + −
39,38	Sophia 1	544	541	−0,55
34,50	Sovac 1	1490	1471	−1,28
10,50	SPEP 1	500	491	−1,80
17	Spie Batignolles 1	372,50	366	−1,74
23	Strafor Facom 1	510	520	+1,96
8,20	Suez 1	336	334	−0,60
14,50	Synthelabo 1	237	231	−2,53
8	Thomson-CSF 1	188	182,50	−2,93
7	Total 1	305,40	312	+2,16
8	UAP 1	624	607	−2,72
10	UFB Locabail 1	389	389	—
5	UGC DA(ex Robur)M1	249	248,50	−0,20
25	UIC 1	520	521	+0,19
33	UIF 1	593	599	+1,01
73,30	UIS 1	855	850	−0,58
26	Unibail 1	440	438	−0,45
7	Valeo 1	956	944	−1,26
6,30	Vallourec 1	195,20	196,40	+0,61
9	Via Banque 1	325	325	—
7	Worms & Cie 1	283	276	−2,47
28	Zodiac 1	1790	1780	−0,56
56	Elf Gabon	968	961	−0,72
0,47	Amax 1	147,50	149,30	+1,22
0,17	American Barrick 1	168,80	170	+0,71
1,16	American Express 1	200,90	197,60	−1,64
1,64	A.T.T. 1	372	380,40	+2,26
3,93	Anglo American 1	205,10	196,30	−4,29
7,61	Amgold 1	513	488	−4,87
1,94	Banco Santander 1	265	269	+1,51
25,27	B.A.S.F. 1	854	881	+3,16
27,79	Bayer 1	1025	1035	+0,98
0,25	Blenheim Exhibit 1	42,70	42,50	−0,47
2,32	Buffelsfontein 1	73,60	71,40	−2,99
1,39	Chase Manhattan 1	196	192,20	−1,94
32,76	Daimler Benz 1	2313	2370	+2,46
—	De Beers 1	116	112,50	−3,02
37,80	Deutsche Bank 1	2605	2640	+1,34
30,34	Dresdner Bank 1	1380	1410	+2,17
0,85	Driefontein 1	78	76,75	−1,60
2,07	Du Pont Nemours 1	280	281	+0,36
2,45	Eastman Kodak 1	318	324	+1,89
—	East Rand 1	22,60	21,80	−3,54
0,16	Echo Bay Mines 1	83	82,55	−0,54
3,29	Electrolux 1	190	190,10	+0,05
1,82	Ericsson 1	270	267	−1,11
3,33	Exxon Corp. 1	398	394,60	−0,85
1,83	Ford Motor 1	325	328,10	+0,95
2,04	Freegold 1	77	75,50	−1,95
0,23	Gencor Limited 1	15,90	15,35	−3,46
3,11	General Electric 1	605	592	−2,15
0,93	General Motors 1	297,30	295,90	−0,47
13,77	Generale Belgique1	431	431,10	+0,02
0,64	Grd Metropolitan 1	38,30	37,20	−2,87
0,71	Guinness Plc 1	41,10	41,60	+1,22
0,25	Hanson Plc 1	21,40	21,40	—
0,33	Harmony Gold 1	30,15	29,55	−1,99
1,24	Hewlett-Packard 1	436	433	−0,69
0,22	Hitachi 1	48,80	48	−1,64

Montant coupon(1)	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	% + −
22,73	Hoechst 1	952	950	−0,21
2,50	I.B.M 1	270,30	265,80	−1,66
2,83	I.C.I 1	61	60	−1,64
2,41	I.T.T. 1	532	545	+2,44
0,77	Ito Yokado 1	260,90	259,30	−0,61
0,28	Matsushita 1	74,50	74,75	+0,34
0,52	Mc Donald's 1	315	308,60	−2,03
1,22	Merck and Co 1	190	187,80	−1,16
3,89	Minnesota Mining 1	645	—	—
0,18	Mitsubishi Corp 1	61,10	61,05	−0,08
3,70	Mobil Corporat. 1	456,10	444,50	−2,54
2,97	Morgan J.P. 1	442,60	438,70	−0,88
57,18	Nestle SA Nom.	4201	4188	−0,31
0,70	Nippon Meat Packer	89	86,15	−3,20
2,02	Norsk Hydro 1	157,50	156,30	−0,76
5,34	Olsil 1	203	192	−5,42
34,47	Petrofina 1	1565	1580	+0,96
3,23	Philip Morris 1	289	282,20	−2,35
3,13	Philips N.V 1	96,20	100	+3,95
0,28	Placer Dome Inc 1	134	134	—
1,27	Procter Gamble 1	294,80	290,80	−1,36
8,48	Quilmes 1	210	213	+1,43
8,50	Randfontein 1	58,50	57,10	−2,39
1,09	Rhone Poul.Rorer 1	296	289,10	−2,33
18,93	Royal Dutch 1	577	577	—
1,14	R T Z 1	61,10	61,70	+0,98
—	Saatchi & Saatchi	14,30	14,70	+2,80
0,62	Sega Enterprises	645	645	—
0,31	Saint-Helena 1	51,60	51,80	+0,39
1,72	Schlumberger 1	385,30	382,50	−0,73
1,06	Shell Transport 1	57,40	57,60	+0,35
33,14	Siemens 1	2255	2280	+1,11
1,13	Sony Corporation 1	252,30	250,40	−0,75
0,19	Sumitomo Bank 1	139,50	141,60	+1,51
1,13	T D K 1	239	228,20	−4,52
1,15	Telefonica 1	59,85	60,35	+0,84
0,23	Toshiba 1	40,50	39,60	−2,22
9,68	Unilever 1	590	599	+1,53
2,09	Unit.Technologie 1	327,90	332,90	+1,52
9,62	Vaal Reefs 1	523	523	—
5,03	Volkswagen A.G 1	1225	1250	+2,04
3,97	Volvo (act.B) 1	333,90	321	−3,86
3,31	Western Deep 1	224,20	219,10	−2,27
3,66	Xerox Corp. 1	444	437	−1,58
0,36	Yamanouchi 1	130,20	133,80	+2,76
—	Zambia Copper 1	5,45	5,35	−1,83

Comptant (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp.Etat 10,8%79	—	9,863
CNA 9% 4/92 CB	113	2,244
EDF 8,6% 92 C1	114	2,733
Emp.Etat 6%7/93-97	101,24	0,296
Em.Etat 13,4%83 CA	102,45	8,280
Em.Etat10,26%86 CA	110,30	4,048
OAT 9,98% 12/97 CA	115,86	8,320
OAT TMB 81/99 CA	98,80	4,972
OAT 10% 5/00 CA	120,32	1,883
OAT 81 TME CA	101,30	3,455
OAT 8,5%11/02 CA	114,29	5,845
OAT 8,50% 19 CA	115,50	6,587
OAT 8,50% 92-23 CA	116,20	2,329
BFCE 9% 91-02	115,55	6,707
CEPME 8,5% 88 CB	108,65	0,768
CEPME 9% 89 CA	114,15	8,805
CEPME 9% 92-06 TSR	112,50	1,011
CFD (CCCE)8,7%90CB	117,55	4,757
CFD exCCCE8,6%92CB	112,45	4,108
CFF 10% 88-98	116,95	7,888
CRH 8,5% 87-88 CA	110,79	3,516
CFF 9% 88-97 C1	110,80	7,498
CFF 10,25% 90 C1	117,30	3,980
CRH 8,6% 92-93 CB	112	0,825
CLF 8,9% 88 C1	113,70	1,834
CLF 9%88-93/98 C1	111,40	4,572
EDF 8,6% 88-89	111,95	3,982
Financder 9%91C2#	118,15	6,164
Finansd.8,6%92 #C2	113,10	4,430
Floral9,75% 90 C1	117,55	0,267
PTT 11,2% 85 CB#	111,72	6,932
SNCF8,8% 87-93C1	111,90	4,388
	—	—
	—	—

Actions

VALEURS	Cours Préc.	Dernier cours
Arbel 2	291	289
Bains C.Monaco 1	930	920
B.Hypoth.Europ.	174	—
B.N.P Intercont.2	490	498
Benedictine	3040	—
Bidermann Intl	380	—
B T P (la cie) 2	32	31,70
Cambodge	828	828
Carbone Lorraine	369	377
Case Poclain 2	2,10	—
CBC 2	329	317
Centenaire Blanzy	320	321
Caragen Holding	22	22
Champex (Ny)	8	8
CIC Un.Euro.CIP 1	282	268,10
C.I.T.R.A.M. (B)	2895	3000
Cpt Lyon Alem.2	379,90	383
Concorde-Ass Risq2	780	707
Constr.Met.Prov.	11,50	—
Credit Gen.Ind.	112	112
Darblay	590	—
Didot Bottin	557	—
Eaux Bassin Vichy	2405	—
Ecia 2	361	368,40

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Ent.Mag. Paris	3800	3800
Eridania Beghin CI	602	608
Fidei(ex Immofice)2	370	370
Finalens	359	360
F.I.P.P.	149,20	—
FNAC 2	2880	—
Fonciere (Cie)	591	600
Foncina	400	404
France I.A.R.D	400	400
France S.A 1	1780	1780
From. Paul-Renard	2050	—
Gaumont 2	525	531
Gerafim	320	326
Gevelot	472	—
G.F.C. 2	460	460
Groupe Victoire	1408	—
G.T.I (Transport)	220,30	—
Immobail 2	447	446,10
Immobanque 2	830	830
Im.Marseillaise	5100	5000
Invest.(Ste Cle.)2	2900	2900
Lille Bonnieres	1000	1000
Locafinanciere	490	—
Louvre 1	2219	2184
Lucia	170,80	—
Machines Bull 2	26	25,10
Mag.Uniprix	180	181
Metal Deploye	250	—
Mors 2	37,20	37,50
Navigation (Nle)	130	134
Optorg 2	270	270
Oreal (CI)	767	790
Origny-Desvroise	749	750
Monoprix	1220	1255
Paluel-Marmont	390	400
Parfinance	190	—
Paris Orleans	201	—
Piper Heidsieck	650	680
Porcher	195	194,50
Promodes (CI)	850	655
Publicis 2	749	747
Rochefortaise Com.	161	166
Rosario 2	170	170
Rougier	219,90	224,50
S.A.F.A.A.	210	—
S.A.F.I.C Alcan	198	—
Saga	348	—
Salins du Midi 2	579	—
Savoisienne M.	155	—
Silic 2	749	732
S.I.P.H.	83	82
Sofal 2	470	—
Soffo	256,50	—
Sofitam	55,30	—
Sofragi 2	3440	3460
Soudure Autogene	678	664
Sovabail	393	—
Stemi	852	—
Taittinger 1	1900	1877
Testut-Aequitas	180	—
Tour Eiffel	250	249,10
Ufiner Cofreth	1370	1370
Vicat 2	439,50	447
Viniprix	1700	—
Virax	114	—
	—	—
	—	—
	—	—

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G. AG	470	—	Kubota Corp.	34,50	—
Akzo NV	505	520	Noranda Mines	95	—
Alcan Aluminium	110	111	Olivetti Priv.	5,70	—
American Brands	199	—	Pfizer Inc.	370	355,50
Arbed	475	476	Ricoh Cy	40	—
Asturienne Mines	113	—	Robeco	360	359
Banco Pop. Espanol	625	631	Rodamco N.V.	186,50	179,50
Banque Regl.Inter.	39000	39100	Rolinco	359,50	358
Chrysler Corp.	281	—	Saipem SPA	5,10	—
C.I.R SPA	3,20	—	Sema Group Plc	29,55	31
Commerzbank AG	1050	1096	SKF Aktiebolaget	82,50	78,50
Dow Chemical Co.1	350	361	Tenneco Inc.	285	—
Fiat Ord.	23,25	24,15	Toray Ind.	33,40	—
G.B.L (Brux.Lamb.)	550	550	West Rand Cons.	5,80	6
Gevaert	1190	1220		—	—
Glaxo Holdings Plc	47,40	48,80		—	—
Goodyear T.& R.Cy	250	—		—	—
Honeywell Inc.	200	—		—	—
Johannesburg Cons.	80,10	—		—	—

Hors-cote (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Bque Hydro Energie	312	—	Lecteurs Monde+ *	185,10	—
Blanzy-Ouest*	826	—	Nicolas nom	689	—
Brasseries Maroc	408	—	Off.Com.Pharm. *	950	—
Calciphos*	62,10	—	Paris France	215	—
Canadien Pacifique	91	—	Partic.Percier *	289,10	—
CGH Cogeshor ech.*	7	—	Rorento	291,80	—
CEGF (Ent.Ga.Fri.)	525	—	S.A.C.E.R.	630	—
Cie Industrielle*	4482	—	St-Dominique(Fin)2	154	—
Coparex Inter.*	551	—	St Gobain Emball.*	1550	—
Cr.Universel (Cie)	278,30	—	Schlumberger Ind.*	425	—
CEAC*	75,85	—	SEPR *	1202	—
GFF (Grpe Fon.F) 2	4,50	—	SMCI (M)	58	—
Grace and Co	236	—	SPR "B" nom.	250	—
Table France*	343	—	Waterman *	1100	—
Koninkl. Pakhoed	75,10	—		—	—

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cable 1	593	596	Idianova	62	63
B.A.C.	23,70	—	Immob.Hotel. 2 #	1208	1200
Boiron (Ly) 2 #	477,70	480	Int. Computer	135	—
Boisset (Ly)	208	208	IPBM	39	38,90
CRCAM Paris IDF 1	890	885	Molex	187	—
Calberson	271	284,50	N.S.C Schlum.Ny 2	674	650
Cardif SA 2	950	995	Seribo	138	137
CEGEP	155	155	Sopra	305	304
CFPI	179	178,50	TF1-1	483	485,10
C.N.I.M 2	1180	1180	Thermador Hold(Ly)	327	330
Codetour	305	305	Unilog	228	230
Creeks	315	115	Viel et Compagnie	177	175,20
Dauphin OTA	260	260	Yves St Laurent 1	730	750
Devanlay 2	1160	1158		—	—
Labor.Dolisos	116	—		—	—
Editions Belfond	132	—		—	—
Europ Propulsion 2	245	245		—	—
Finacor	159,10	160,20		—	—
G.L.M. S.A.	680	685		—	—
Gravograph	155	155		—	—
Guintoli 2	900	—		—	—
I.C.C.	235	230		—	—

Sicav (sélection) 2 août

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Actilion	257,58	250,69
Actimonetaire C et D	31766,71	31766,71
Améri-gan	8422,64	8098,69
Amplitude	745,98	724,17
Antigone trésor	727004	727004
Arbitr. Court Terme	8069,62	8069,62
Associa Première	33228,34	33228,34
Associc	1178,76	1178,76
Atout Futur	514,04	501,50
Aurecic	1890,20	1835,15
Avenir Alizes	2007,63	1968,26
Axa Capital	205,75	199,76
Axa Court Terme	8908,76	8908,76
Axa Cro.Ex.Dr.Inve	1155,56	1121,90
Axa.Ep.Fr.Ex Ageparg	910,99	884,46
Axa Europe	139,40	135,34
Axa Investiments	133,47	129,58
Axa NPI	139,53	135,47
Axa Ob.Fr.Extrans	162,24	157,51
Axa.Ob.In.Ex Mo.U.Se	168,30	161,46
Axa Prem.Ex.Agepre	127,07	123,37
Axa Sél.Ex.Dr.Sele	159,22	154,58
Axa Valeurs PER	144,25	140,05
Cadence 1	1121,39	1099,40
Cadence 2	1126,93	1104,83
Cadence 3	1120,63	1098,66
Capimonetaire	6980,59	6973,62
Capioblig	7678,77	7528,21
Capitacic	1572,58	1549,34
Coexus	1533,54	1504,95
Comptavalor	3919,42	3913,55
Credinter	511,43	496,53
Credit Mutuel Capital	1470,28	1441,45
Cred.Mut.Ep.Cour.T.	742,52	742,52
Cred.Mut.Ep.Ind. Cap	110,70	107,74
Cred.Mut.Ep.Ind. Dis	108,78	105,87
Cred.Mut.Ep.J.	77463,70	77463,70
Cred.Mut.Ep.long.T	233,47	227,22
Cred.Mut.Ep.Monde	1428,31	1390,08
Cred.Mut.Ep.Quatre	1169,71	1138,40
Dieze	1590,54	1560,88
Drouot France	998,77	969,68
Drouot Sécurité	276,86	268,02
Ecocic	1189,95	1155,29 ◆
Ecupar	138,16	134,14
Ecur. Capitalisation	3021,09	2991,18
Ecur. Expansion	538959,19	538151,96
Ecur. Géovaleurs	2634,79	2558,05
Ecur. Investissement	162,72	157,98 ◆
Ecur. Monepremière	74938,46	74938,46
Ecur. Monetaire	21957,65	21957,65
Ecur. Tresorerie	2704,38	2704,38
Ecur. Trimestriel	2159,54	2138,16
Elancel	123,09	119,50 ◆
Energia	441,58	421,56
Eparcic	4029,56	4029,56
Eparcourt-Sicav	4358,95	4340,10
Epargne Associat.	26242,93	25944,13
Epargne-Unie	1524,64	1487,45
Eofi Cash capi.	8819	8819 ◆
Eurco Solidarité	1202,77	1190,96
Eurocic Leaders	1202,90	1167,86
Eurodyn	1329,59	1297,16
Euro Gan	7159,67	6894,30
Fonsicav	16179,81	16147,51
France-gan	11991,99	11530,76
France Garantie	281,88	261,32
France Obligations	492,64	487,76
Francic	520,98	505,81

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Francic Pierre	126,38	122,60
Francic-Regions	1230,35	1194,51
Fructi-Associations	39,05	39,05
Fructi-Capi	48,72	48
Fructidor	254,30	250,54
Fructifrance action C	217,23	211,93
Fructifrance action D	207,87	202,80
GAN Rendement	5658,29	5566,79
Gestilion	17057,82	17057,82
Gest.Associations	202,98	198,51
Horizon	1551,38	1506,19
HLM Monetaire	15588,99	15588,99
Indicia	1219,08	1195 ◆
Indust.Fse.Court.T	1648,04	1648,04
Intensys	104,95	104,69
Interepar	113183,90	109887,28
Interoblig	17447,33	17105,23
Interselection Fce	571,56	560,35
Japacic	199,79	193,97
Jeunepargne	329,56	324,69
Latitude	2505,04	2501,29
Lion Association	11951,47	11951,47
Lion Institution	35629,13	35540,26
Lionplus	1180,96	1157,80
Lion Tresor	2363,48	2340,08
Livret Bourse Inv	613,83	595,95 ◆
Livret Portefeuil.	792,60	769,51 ◆
Méditerranée	200,50	194,66
Mensuel CIC	10436,45	10332,13
Moneden	76207,53	76207,53
Mone.J	40269,93	40269,93
Monévalor	45798,20	45798,20
Mutualité dépôts	15400,23	15369,49
Natio Court Terme	106067	105745
Natio Court Terme2	318615	318615
Natio Epargne	30356,27	30154,72
Natio Ep. Capital	12733,74	12507,66
Natio Ep. Croissance	2073,51	2018,01
Natio Ep Obligations	218,63	212,79
Natio-Ep Retraite	143,76	139,91
Natio Ep Tresor	9040,42	9022,38
Natio Epargn. Valeurs	515,35	501,55
Natio-Francindex	1179,68	1148,11
Natio-Imm.	1352,91	1316,70
Natio-Inter	1814,88	1766,23
Natio-Monétaire	28022,17	28022,17
Natio-Opportunités	1258,76	1225,07
Natio-Patrimoine	1603,92	1560,99
Natio-Perspectives	1255,02	1221,43
Natio-Placements	65907,83	65907,83
Natio-Revenus	1118,36	1107,29
Natio Sécurité	12306,02	12306,02
Natio-Valeurs	985,42	959,05
Nippon-Gan	7665,21	7370,39
Nord Sud Dévelop	1890,81	1887,04
Obli-Associations	182,91	180,10
Oblicic-Mondial	3101,40	3055,57
Oblicic-Regions	1052,70	1076,55
Oblifutur	3366,74	3303,96
Oblig. des cais.	212,30	209,06
Oblilion	1742,31	1725,06
Oblisécurité Sicav	14423,40	14423,40
Oraction	1238,22	1764,12
Paribas Capitalisation	1819,08	1783,24
Paribas Opportunités	147,14	142,85
Paribas Patrimoine	665,44	648,57
Patrimoine Retraite	252,53	247,53 ◆
Pervalor	650,24	647,29
Planinter	1370,52	1337,09 ◆

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Plénitude	154,34	149,84
Poste Croissance	6092,29	6085,20
Poste Gestion	73579	73579
Premiere Oblig.	11077,90	11056,83
Prévoy. Ecureuil	111,99	110,88
Pro Associations	32758,62	32758,62
Proficius	1017,70	998,72
Quarz	154,31	150,55
Rentacic	170,94	163,41
Revenus Trimestr.	5691,09	5634,74
Revenu-Vert	1219,57	1196,83
St Honoré Vie & Santé	1082	1032,94
St Honore Bons du Tr.	12498,24	12436,06
St Honore Invest.	864,66	844,54
St Honoré Pacifique	836,87	798,92
St Honoré Real	16702,19	16635,65
Securicic	1930,86	1930,86
Sécuri-Gan	13439,27	13175,75
Securitaux	1547,23	1547,23
Sicasden	753,80	742,66 ◆
Sicav Associations	3049,62	3049,62
SFI-CNP Assur	772,24	749,75
S.G. Fr. opport. C et D	1403,38	1375,66
Sicav 5 000	494,65	481,42
S.I. Est	1639,34	1591,59
Slivafrance	785,52	764,50
Slivam	466,90	454,40
Slivarente	235,39	230,77
Slivinter	549,93	535,21
S.N.I.	1275,78	1229,62
Sogenfrance C	1347,08	1320,67
Sogenfrance D	1301,33	1275,81
Sogepargne	354,93	347,97
Sogeinter	1598,74	1567,39
Soleil Investissements	691,89	665,28
Solstice	2255,29	2279,59
State Street Act. Eur	11133,68	10757,16 ◆
State Street Act. Frce	12355,88	11996
St. Str. Act.Japon	17665,83	17069,43
State Street Emer. Mts	15072,69	14347,95 ◆
St.Street OAT Plus	12390,60	12147,64 ◆
Stratégie Actions	978,56	940,92
Stratégie Rendement	1624,50	1573,46
Techno-Gan	6477,63	6228,49
Thesora	763,64	763,22
Tresor Plus	1503,95	1454,04
Tresor Trimestriel	1100,02	1059,13
Tresoricic	145558,70	145555,70
Trilion	5633,74	5457,65
Uni-Associations	124,32	124,82
Uni-Foncier	1416,39	1331,84
Unifrance	655,32	633,54
Uni-Regions	1293,11	1261,57
Univar	260,09	260,03
Univers Actions	1553,82	1516,02
Univers Obligations	2158,97	2118,71
Valorg	2234,70	2235,42
Valreal	59412,57	59353,23
Winterthur St-Honoré	252,50	241,05

Marché des Changes

Cours indicatifs	Cours préc.	Cours 02/08	Cours des billets achat	Cours des billets vente
Etats Unis (1 usd)	5,9705	6,0465	5,60	6,10
Ecu	6,5345	6,6380	—	—
Allemagne (100 dm)	343	349,3100	330	350
Belgique (100 F)	16,3845	16,5160	15,95	16,95
Pays-Bas (100 fl)	304,5000	310,3700	292	312
Italie (1000 lires)	3,8955	3,7405	3,40	3,90
Danemark (100 krd)	87,9500	86,0900	84	92
Irlande (1 iep)	8,2625	8,3745	7,90	8,65
Gde-Bretagne (1 L)	8,8395	8,9610	8,35	9,15
Grèce (100 drachmes)	2,4970	2,5050	2,89	3,09
Suisse (100 f)	390,8700	398,4500	374	394
Suède (100 krs)	71,9100	74,2400	68	77
Norvège (100 k)	79,9900	80,9300	75	84
Autriche (100 sch)	48,7390	49,6510	47	50
Espagne (100 pes)	4,1395	4,1970	3,95	4,55
Portugal (100 esc)	3,3350	3,3750	3,05	3,85
Canada (1 $ can)	4,6463	4,7080	4,45	4,90
Japon (100 yens)	5,7244	5,7559	5,32	5,62

Marché libre de l'or

Monnaies et devises	Cours préc.	Cours 02/08
Or fin (kilo en barre)	76500	78800
Or fin (en lingot)	76550	79300
Napoléon (20f)	435	450
Pièce Fr (10 f)	390	...
Pièce Suisse (20 f)	437	446
Pièce Latine (20 f)	439	444
Souverain	552	555
Pièce 20 dollars	2660	3000
Pièce 10 dollars	1440	1580
Pièce 5 dollars	735	...
Pièce 50 pesos	2855	2950
Pièce 10 florins	455	470

Matif (Marché à terme international de France)

2 août 1993

NOTIONNEL 10 %
Nombre de contrats estimés : 148 663

Cours	Mars 94	Sept. 93	Déc. 93
Dernier	123,44	121,72	121,02
Précédent	123,06	121,12	120,60

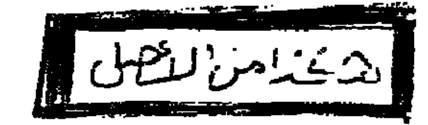
CAC 40 A TERME
Volume : 26 481

Cours	Août 93	Sept. 93	Oct. 93
Dernier	2140	2150	...
Précédent	2115	2121	...

RÈGLEMENT MENSUEL (1)
Lundi : Pourcentage de variation 31/12 — Mardi : Montant du coupon
Mercredi : Date paiement dernier coupon — Jeudi : Compensation
Vendredi : Quotités de négociation

ABREVIATIONS
B = Bordeaux — Li = Lille
Ly = Lyon — M = Marseille
Ny = Nancy — Ns = Nantes

SYMBOLES
1 ou 2 = catégorie de cotation - sans indication catégorie 3 - * valeur éligible au PEA
■ coupon détaché - ● droit détaché - ◇ cours du jour - ◆ cours précédent
o = offert - d = demandé - ↓ offre réduite - ↑ demande réduite - # contrat d'animation



AGENDA

CINÉMA

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

MERCREDI

Jeune public : les Quatre Cents Coups (1959), de François Truffaut, 14 h 30 ; l'Espionnage, un genre impur : Coplan Fx 18 casse tout, v.f.), de Riccardo Freda, 19 h ; le Mur des espions (1965, v.o. s.t.f.), de Gerd Oswald, 21 h.

LES EXCLUSIVITÉS

A TOUTE ÉPREUVE (Hongkong, v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).
ALARME FATALE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26 ; 36-65-70-67) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16 ; 36-65-70-82) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93 ; 36-65-70-23) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94 ; 36-65-70-14) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; 36-65-70-18) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59 ; 36-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95 ; 36-65-70-45) ; Mistral, 14e (36-65-70-41) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40 ; 36-65-70-47).
AMANTS (Esp., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36).
ANGLE MORT (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26 ; 36-65-70-67) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40 ; 36-65-70-81).
ANTONIA & JANE (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34).
L'ARBRE, LE MAIRE ET LA MÉDIATHÈQUE (Fr.) : Denfert, 14e (43-21-41-01).
ARIZONA DREAM (A.-Fr., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26 ; 36-65-70-67) ; Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) ; Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; George V, 8e (45-62-41-46 ; 36-65-70-74) ; Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).
AU BÉNÉFICE DU DOUTE (A., v.o.) : Gaumont Hautefeuille, 6e (36-68-75-55) ; George V, 8e (45-62-41-46 ; 36-65-70-74) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; 36-65-70-18) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95 ; 36-65-70-45).
BAD LIEUTENANT (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Utopia, 5e (43-26-84-65).
BASIC INSTINCT (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71 ; 36-65-72-05) ; UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50 ; 36-65-70-76).
LA BATAILLE DE SALAMMBO (Fr.) : La Géode, 19e (40-05-80-00).
BEAUCOUP DE BRUIT POUR RIEN (Brit., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57 ; 36-65-70-83) ; Gaumont Opéra - ex-Impérial, 2e (36-68-75-55) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30 ; 36-65-70-68) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94 ; 36-65-70-73) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15 ; 36-68-75-55) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40 ; 36-65-70-88) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16 ; 36-65-70-61) ; v.f. : Montparnasse, 14e (36-68-75-55).
BEIGNETS DE TOMATES VERTES (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50 ; 36-65-70-76).
BENNY & JOON (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (36-68-75-55) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30 ; 36-65-70-72) ; George V, 8e (45-62-41-46 ; 36-65-70-74) ; Gaumont Parnasse, 14e (36-68-75-55) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; 36-65-70-18) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59 ; 36-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95 ; 36-65-70-45).
BIG MAN (Brit., v.o.) : Le Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).
BLADE RUNNER-VERSION INÉDITE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).
C'EST ARRIVÉ PRÈS DE CHEZ VOUS (Bel.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).
CHUTE LIBRE (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46 ; 36-65-70-74).
CŒUR SAUVAGE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26 ; 36-65-70-67) ; George V, 8e (45-62-41-46 ; 36-65-70-74).
COMMENT FONT LES GENS (Fr.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30 ; 36-65-70-62).
LA CRISE (Fr.) : UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50 ; 36-65-70-76).
CUISINE ET DÉPENDANCES (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).
LES DÉCOUVREURS (A.) : La Géode, 19e (40-05-80-00).
DRACULA (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).
L'ENFANT LION (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26 ; 36-65-70-67) ; Rex, 2e (42-36-83-93 ; 36-65-70-23) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94 ; 36-65-70-14) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30 ; 36-65-70-72) ; George V, 8e (45-62-41-46 ; 36-65-70-74) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59 ; 36-65-70-84).
LES EPICES DE LA PASSION (Mex., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Le Balzac, 8e (45-61-10-60).
EPOUSES ET CONCUBINES (Fr.-Chin., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34).
ET AU MILIEU COULE UNE RIVIÈRE (A., v.o.) : Club Gaumont (Publicis Matignon), 8e (42-56-52-78 ; 36-68-75-55) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).
FANFAN (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (36-68-75-55) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8e (36-68-75-55) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55) ; Les Montparnos, 14e (36-65-70-42).
FIORILE (It., v.o.) : Reflet Médicis II (ex Logos II), 5e (43-54-42-34).
GRANDEUR ET DESCENDANCE (A., v.o.) : Gaumont Parnasse, 14e (36-68-75-55).
HENRY V (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).
IMPITOYABLE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).
JAMBON JAMBON (Esp., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94 ; 36-65-70-73) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40 ; 36-65-70-81) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; v.f. : Gaumont Parnasse, 14e (36-68-75-55).
LE JEUNE WERTHER (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).
JIMI HENDRIX AT WOODSTOCK (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88).
KALAHARI (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46 ; 36-65-70-74) ; v.f. : Rex (le Grand Rex), 2e (42-36-83-93 ; 36-65-70-23) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94 ; 36-65-70-14) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95 ; 36-65-70-45).
LA LEÇON DE PIANO (Austr., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (36-68-75-55) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94 ; 36-65-70-73) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40 ; 36-65-70-81) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13e (36-68-75-55) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16 ; 36-65-70-61) ; v.f. : Gaumont Opéra - ex-Impérial, 2e (36-68-75-55) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43 ; 36-65-71-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33) ; Montparnasse, 14e (36-68-75-55).
LOUIS, ENFANT ROI (Fr.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).
MA SAISON PRÉFÉRÉE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (36-65-70-38).
MAD DOG AND GLORY (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Gaumont Hautefeuille, 6e (36-68-75-55) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).
MADE IN AMERICA (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40 ; 36-65-70-81) ; v.f. : Miramar, 14e (36-65-70-39).
MAMAN J'AI ENCORE RATÉ L'AVION (A., v.f.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).
MOI IVAN, TOI ABRAHAM (Fr., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77 ; 36-65-70-43).
MY OWN PRIVATE IDAHO (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09).
NIAGARA, AVENTURES ET LÉGENDES (A.) : La Géode, 19e (40-05-80-00).
NOM DE CODE : NINA (A., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75) ; v.f. : Gaumont Opéra - ex-Impérial, 2e (36-68-75-55).
LA NUIT SACRÉE (Fr.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).
LES NUITS FAUVES (Fr.) : UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50 ; 36-65-70-76).
L'ODEUR DE LA PAPAYE VERTE (vietnamien, v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15 ; 36-68-75-55) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (36-65-70-38).
L'ŒIL DE VICHY (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Reflet Médicis I (ex Logos I), 5e (43-54-42-34).
L'ŒIL ÉCARLATE (Fr.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).
PANIC SUR FLORIDA BEACH (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (36-68-75-55) ; Gaumont Hautefeuille, 6e (36-68-75-55) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75) ; Gaumont Parnasse, 14e (36-68-75-55) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (36-68-75-55) ; Gaumont Gobelins, 13e (36-68-75-55) ; Pathé Wepler II, 18e (36-68-20-22).
PETER'S FRIENDS (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40 ; 36-65-70-81) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).
POSSE, LA REVANCHE DE JESSIE LEE (A., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (36-68-75-55) ; Miramar, 14e (36-65-70-39).
PROPOSITION INDÉCENTE (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46 ; 36-65-70-74) ; v.f. : Les Montparnos, 14e (36-65-70-42).
QIU JU UNE FEMME CHINOISE (Chin., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34).
4 NEW-YORKAISES (A., v.o.) : Gaumont Hautefeuille, 6e (36-68-75-55) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8e (36-68-75-55) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).
RESERVOIR DOGS (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Utopia, 5e (43-26-84-65).
RETOUR A HOWARDS END (Brit., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).
ROBOCOP 3 (A., v.f.) : Gaumont Grand Ecran Italie, 13e (36-68-75-55) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).
ROI BLANC, DAME ROUGE (russe, v.o.) : Reflet Médicis II (ex Logos II), 5e (43-54-42-34).
SANTA SANGRE (Mex., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86).
SIDEKICKS (A., v.o.) : Gaumont Marignan-Concorde, 8e (36-68-75-55) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (36-68-75-55) ; Gaumont Gobelins, 13e (36-68-75-55) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55) ; Montparnasse, 14e (36-68-75-55) ; Gaumont Convention, 15e (36-68-75-55) ; Pathé Wepler, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44).
SNIPER (A., v.o.) : Gaumont Marignan-Concorde, 8e (36-68-75-55) ; v.f. : Bretagne, 6e (36-65-70-37) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40 ; 36-65-70-44).
LE SOUPER (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).
SWING KIDS (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (36-68-75-55) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23 ; 36-68-75-55) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; 36-65-70-18) ; Gaumont Gobelins, 13e (36-68-75-55) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55) ; Montparnasse, 14e (36-68-75-55) ; Gaumont Convention, 15e (36-68-75-55) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44).
LE SYNDICAT DU CRIME 1 (Hongkong, v.o.) : Le Balzac, 8e (45-61-10-60).
LE SYNDICAT DU CRIME 2 (Hongkong, v.o.) : Le Balzac, 8e (45-61-10-60).
TALONS AIGUILLES (Esp., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71 ; 36-65-72-05) ; Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).
THE CRYING GAME (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) ; Cinoches, 6e (46-33-10-82).
THELMA ET LOUISE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Cinoches, 6e (46-33-10-82).
LES TORTUES NINJA 3 (A., v.f.) : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94 ; 36-65-70-14) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8e (36-68-75-55) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95 ; 36-65-70-45) ; Mistral, 14e (36-65-70-41) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).
TOUS LES MATINS DU MONDE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).
TOUT ÇA POUR ÇA (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57 ; 36-65-70-83) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94 ; 36-65-70-14) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30 ; 36-65-70-72) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8e (36-68-75-55) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16 ; 36-65-70-82) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; 36-65-70-18) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33) ; Gaumont Gobelins bis, 13e (36-68-75-55) ; Montparnasse, 14e (36-68-75-55) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40 ; 36-65-70-47) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16 ; 36-65-70-61) ; Pathé Clichy, 18e (36-68-20-22).
TRACES DE SANG (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26 ; 36-65-70-67) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30 ; 36-65-70-68) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16 ; 36-65-70-82) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93 ; 36-65-70-23) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94 ; 36-65-70-14) ; Mistral, 14e (36-65-70-41).
UN JOUR SANS FIN (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57 ; 36-65-70-83) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30 ; 36-65-70-68) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40 ; 36-65-70-81) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40 ; 36-65-70-44) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93 ; 36-65-70-23) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94 ; 36-65-70-14) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95 ; 36-65-70-45) ; Mistral, 14e (36-65-70-41) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40 ; 36-65-70-47) ; Pathé Clichy, 18e (36-68-20-22).
UNE BRÈVE HISTOIRE DU TEMPS (Brit.-A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).
VERSAILLES RIVE GAUCHE (Fr.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).
LES VISITEURS (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26 ; 36-65-70-67) ; Gaumont Opéra, 2e (36-68-75-55) ; Rex, 2e (42-36-83-93 ; 36-65-70-23) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30 ; 36-65-70-72) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23 ; 36-68-75-55) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59 ; 36-65-70-84) ; Gaumont Gobelins, 13e (36-68-75-55) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55) ; Les Montparnos, 14e (36-65-70-42) ; Gaumont Convention, 15e (36-68-75-55) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16 ; 36-65-70-61) ; Pathé Wepler II, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

Nous publions le *mardi* les films qui seront à l'affiche à Paris, à partir du *mercredi*. Les commentaires concernant les *films nouveaux* ainsi qu'une sélection commentée des exclusivités et des grandes reprises figurent dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté *jeudi*).

LES FILMS NOUVEAUX

AU-DESSUS DE LA LOI. Film américain de Vic Armstrong, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57 ; 36-65-70-83) ; George V, 8e (45-62-41-46 ; 36-65-70-74) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93 ; 36-65-70-23) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94 ; 36-65-70-14) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40 ; 36-65-70-44) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59 ; 36-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95 ; 36-65-70-45) ; Mistral, 14e (36-65-70-41) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40 ; 36-65-70-47) ; Pathé Clichy, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44).

CALIFORNIA MAN. Film américain de Les Mayfield, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57 ; 36-65-70-83) ; George V, 8e (45-62-41-46 ; 36-65-70-74) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; 36-65-70-18) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59 ; 36-65-70-84) ; Gaumont Gobelins, 13e (36-68-75-55) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55) ; Montparnasse, 14e (36-68-75-55) ; Gaumont Convention, 15e (36-68-75-55) ; Pathé Wepler II, 18e (36-68-20-22).

DUEL A ICHIJOJI. Film japonais d'Hiroshi Inagaki, v.o. : Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88).

LA LÉGENDE DE MUSASHI. Film japonais d'Hiroshi Inagaki, v.o. : Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88).

LA LOI SAUVAGE. Film suisse de Francis Reusser : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

LOVE AFFAIR. Film américain de Sam Pillsbury, v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43 ; 36-65-71-88) ; Les Montparnos, 14e (36-65-70-42) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44).

MUSASHI, UN FILM EN TROIS ÉPOQUES. Film japonais d'Hiroshi Inagaki, v.o. : Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88).

UN CRIME. Film français de Jacques Deray : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57 ; 36-65-70-83) ; Rex, 2e (42-36-83-93 ; 36-65-70-23) ; Bretagne, 6e (36-65-70-37) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30 ; 36-65-70-68) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43 ; 36-65-71-88) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16 ; 36-65-70-82) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40 ; 36-65-70-44) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59 ; 36-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95 ; 36-65-70-45) ; Mistral, 14e (36-65-70-41) ; Gaumont Convention, 15e (36-68-75-55) ; Pathé Wepler, 18e (36-68-20-22).

UN FLIC ET DEMI. Film américain d'Henry Winkler, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (36-68-75-55) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8e (36-68-75-55) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; 36-65-70-18) ; Gaumont Gobelins bis, 13e (36-68-75-55) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55) ; Miramar, 14e (36-65-70-39) ; Gaumont Convention, 15e (36-68-75-55) ; Pathé Wepler II, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44).

UNE BALLE DANS LA TÊTE. Film Hongkong de John Woo, v.o. : Gaumont Kinopanorama, 15e (43-06-50-50 ; 36-68-75-55).

LA VOIE DE LA LUMIÈRE. Film japonais d'Hiroshi Inagaki, v.o. : Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88).

LES SÉANCES SPÉCIALES

ALPHA BRAVO (A., v.f.) : Cinaxe, 19e (42-09-34-00) film mer., jeu., ven., sam., dim., mar., de 11 h à 19 h toutes les 15 mn.
L'ARGENT (Fr.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) mer. 17 h 30, lun. 13 h 50.
ATTACHE-MOI ! (Esp., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71 ; 36-65-72-05) mer., sam. 20 h, dim. 20 h 30.
AU FEU... LES POMPIERS (Tch., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71 ; 36-65-72-05) mer., ven. 16 h.
LES AVENTURES DE ZAK ET CRYSTA (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer. 15 h 45.
BÉRUCHET DIT LA BOULIE (Fr.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71 ; 36-65-72-05) mer. 14 h.
CASABLANCA (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer., lun. 18 h 15, sam. 21 h.
CERCLE DE FEU (A.) : La Géode, 19e (40-05-80-00) film mer., jeu., ven., sam., dim., mar. à 19 h, 21 h.
DES JOURS ET DES NUITS DANS LA FORÊT (Ind., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65) mer., ven., dim., mar. 18 h 10.
LES ENFANTS DU SILENCE (A., v.o.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44) mer., jeu., ven., sam., dim., lun. à 20 h.
FLESH (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) mer. 10 h 50.
LA GUERRE DES BOUTONS (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer., sam. 13 h 45.
LES HAUTS DE HURLEVENT (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer., lun. 18 h 15.
HISTOIRES DE FANTOMES CHINOIS (Hongkong, v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71 ; 36-65-72-05) mer. 16 h, ven. 20 h 10, sam. 14 h.
HISTOIRES DE FANTOMES CHINOIS II (Hongkong, v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71 ; 36-65-72-05) mer. 18 h, ven. 16 h.
L'HOMME BLESSÉ (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) mer. 10 h 35.
INDOCHINE (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer., sam., mar. 21 h.
JE T'AIME, MOI NON PLUS (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) mer. 10 h 45.
MALCOLM X (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) mer. 18 h, jeu. 20 h 15, sam. 18 h 25, dim. 16 h 20, lun. 19 h 50.
LE MÉPRIS (Fr., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77 ; 36-65-70-43) mer., ven., dim., mar. à 12 h.
LE MIRAGE (Fr.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) mer. 12 h.
ORPHÉE (Fr.) : Reflet Médicis I (ex Logos I), 5e (43-54-42-34) mer. 12 h 10.
PORTIER DE NUIT (It., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71 ; 36-65-72-05) mer. 22 h.
QUERELLE (Fr.-All., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) (version anglaise) mer. 10 h 40.
REGGAE SUNSPLASH (All., v.o.) : Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) mer., jeu., ven., sam., dim., lun. 20 h, 22 h.
LE ROI ET L'OISEAU (Fr.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) mer., sam. 13 h 50.
LE SECRET DE MOBY DICK (danois, v.f.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) mer. 10 h, jeu. 13 h 50.
LA STRADA (It., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer. 18 h 15.
TINTIN ET LE LAC AUX REQUINS (Fr.-Bel.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer. 13 h 45.
TO BE OR NOT TO BE (A., v.o.) : Reflet Médicis I (ex Logos I), 5e (43-54-42-34) mer., dim. 12 h 05.
ZABRISKIE POINT (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer. 21 h.
ZAZIE DANS LE MÉTRO (Fr.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) mer. 15 h 30, dim. 13 h 50.

LES GRANDES REPRISES

ABYSS (A., v.o.) : Gaumont Grand Ecran Italie, 13e (36-68-75-55).
AN ANGEL AT MY TABLE (néo-zélandais, v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).
L'ANGE BLEU (All., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77 ; 36-65-70-43).
BAMBI (A., v.f.) : Gaumont Opéra - ex-Impérial, 2e (36-68-75-55) ; Rex, 2e (42-36-83-93 ; 36-65-70-23) ; George V, 8e (45-62-41-46 ; 36-65-70-74) ; Gaumont Gobelins, 13e (36-68-75-55) ; Mistral, 14e (36-65-70-41) ; Montparnasse, 14e (36-68-75-55) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40 ; 36-65-70-47) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44).
CE PLAISIR QU'ON DIT CHARNEL (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30 ; 36-65-70-62).
LA DAME DE SHANGHAI (A., v.o.) : Racine Odéon, 6e (43-26-19-68).
L'EMPIRE DES SENS (Fr.-Jap., v.o.) : Espace Saint-Michel, 5e (44-07-20-49) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).
FEMMES AU BORD DE LA CRISE DE NERFS (Esp., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (36-68-75-55) ; Gaumont Opéra, 2e (36-68-75-55) ; Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Gaumont Parnasse, 14e (36-68-75-55) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).
FIVE EASY PIECES (A., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77 ; 36-65-70-43).
LES GAMINS D'ISTANBUL (turc, v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).
IF (Brit., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86).
LE LAURÉAT (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83).
LORD JIM (Brit., v.o.) : L'Arlequin, 6e (45-44-28-80).
MEAN STREETS (A., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77 ; 36-65-70-43).
1900 (It., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).
MY FAIR LADY (A., v.o.) : Escurial, 13e (47-07-28-04).
L'OR DE NAPLES (It., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77 ; 36-65-70-43).
ORANGE MÉCANIQUE (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).
LE QUATRIÈME HOMME (Hol., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86).
SALO OU LES 120 JOURNÉES DE SODOME (It., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86).
LE SALON DE MUSIQUE (Ind., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).
SWEETIE (A.-Austr., v.o.) : Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25).
LE TEMPS DES GITANS (Youg., v.o.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).
THÉORÈME (It., v.o.) : Espace Saint-Michel, 5e (44-07-20-49).
LES TUEURS (A., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).
LA VIE DE CHATEAU (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77 ; 36-65-70-43).

PARIS EN VISITES

MERCREDI 4 AOUT

« Sept des plus vieilles maisons de Paris », 14 h 30, devant la mairie, place Baudoyer (Paris autrefois, L.-A. Lavigne).

« Cours et jardins du quartier Mouffetard », 14 h 30, métro Monge, escalator (M.-C. Lasnier).

« L'île Saint-Louis pas à pas », 14 h 30, sortie métro Pont-Marie (D. Fleuriot).

« Hôtels, auberge et palais du Marais », 15 heures, place de l'Hôtel-de-Ville, devant la poste (P.-Y. Jaslet).

« Hôtels et jardins du Marais. Place des Vosges », 15 heures, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

Exposition : « Miyabi, l'art courtois du Japon ancien », 15 heures, entrée du Musée Guimet, 6, place d'Iéna (Paris et son histoire).

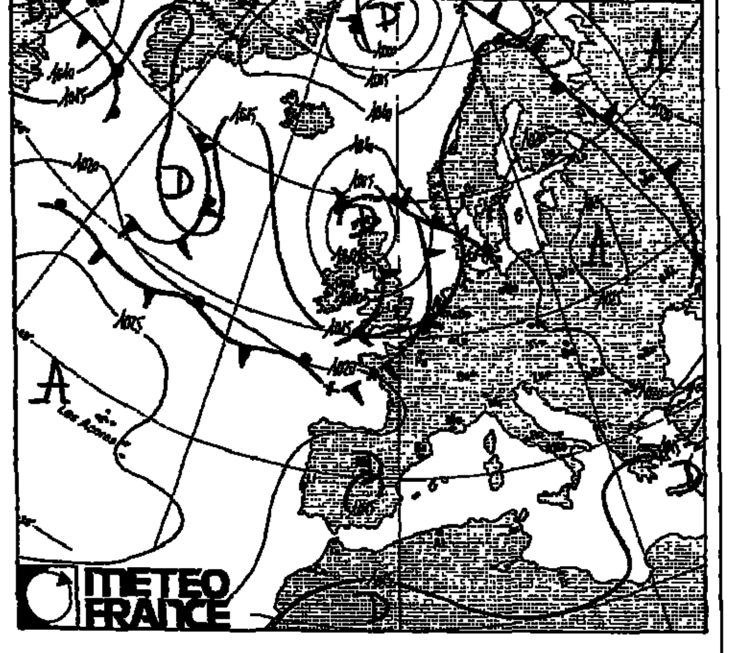
CONFÉRENCES

Maison de La Villette, angle du quai de la Charente et de l'avenue Corentin-Cariou, 15 h 30 : « Le parc de La Villette, ou la genèse d'un parc urbain, 1974-1982 », par A. Orlandini (Maison de La Villette).

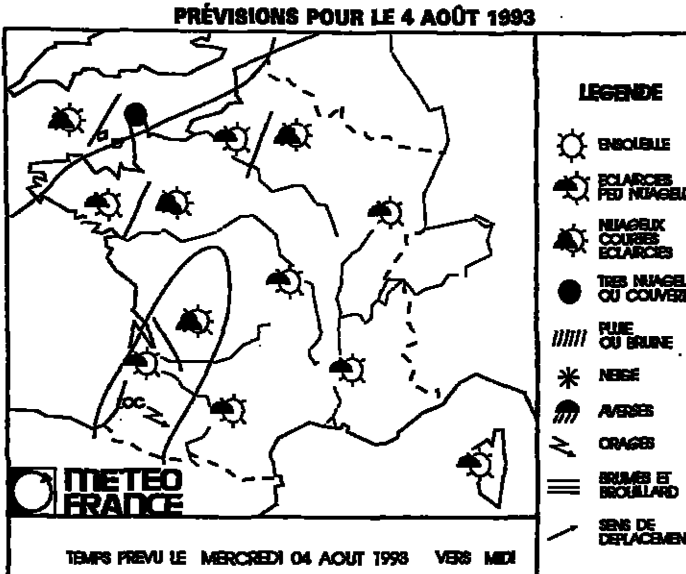
11 *bis*, rue Keppler, 19 h 30 : « Comment programmons-nous notre vie posthume ? ». Entrée libre (Loge unie des théosophes).

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 3 AOÛT A 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 4 AOÛT 1993



Mercredi : temps chaud et orageux. – Sur les côtes de la Manche, le ciel restera le plus souvent très nuageux avec des pluies en fin d'après-midi.

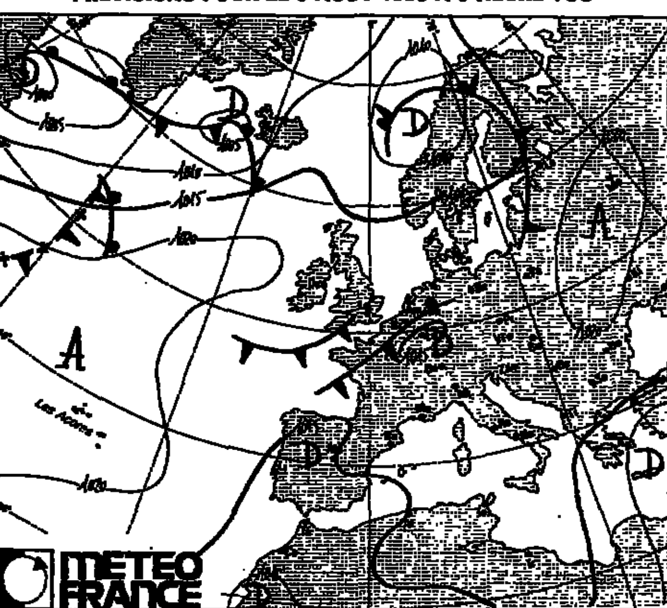
Des pays de Loire à la Picardie et au Nord-Pas-de-Calais le ciel sera variable, laissant place à de belles éclaircies. Le matin on pourra avoir des résidus orageux du Sud-Ouest au Massif Central et au Jura. Ces orages reprendront en fin de matinée sur les Pyrénées et l'Aquitaine. Ils gagneront progressivement vers le Limousin, l'Auvergne, le Centre, l'Ile-de-France et plus tard dans la soirée sur le quart nord-est du pays. Ces orages pourront être localement violents avec de la grêle.

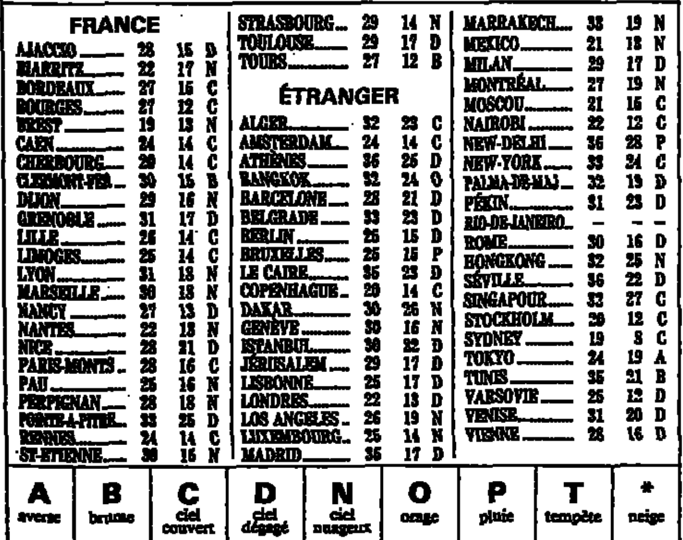
Plus au sud, le temps sera chaud et bien ensoleillé. Des orages isolés pourront éclater en fin d'après-midi sur les reliefs.

Les températures matinales seront de l'ordre de 14 degrés à 18 degrés sur la moitié nord, 16 degrés à 20 degrés sur la moitié sud.

L'après-midi, le thermomètre atteindra 21 degrés près des côtes de la Manche, 26 degrés à 31 degrés sur la moitié nord, 30 degrés à 35 degrés sur la moitié sud.

PRÉVISIONS POUR LE 5 AOÛT 1993 A 0 HEURE TUC





TEMPÉRATURES maxima – minima et temps observé le 03-8-1993

Valeurs extrêmes relevées entre le 02-8-1993 à 18 heures TUC et le 03-8-1993 à 6 heures TUC

FRANCE

AJACCIO	28	15	D
BIARRITZ	22	17	N
BORDEAUX	27	15	C
BOURGES	27	12	C
BREST	19	13	N
CAEN	24	14	C
CHERBOURG	20	14	C
CLERMONT-FER.	30	15	B
DIJON	29	16	N
GRENOBLE	31	17	D
LILLE	26	14	C
LIMOGES	25	14	C
LYON	31	18	N
MARSEILLE	30	18	N
NANCY	27	13	D
NANTES	22	18	N
NICE	28	21	D
PARIS-MONTS.	28	16	C
PAU	26	16	N
PERPIGNAN	28	18	N
POINTE-A-PITRE	33	25	D
RENNES	24	14	C
ST-ETIENNE	30	16	N
STRASBOURG	29	14	N
TOULOUSE	29	17	D
TOURS	27	12	B

ÉTRANGER

ALGER	32	23	C
AMSTERDAM	24	14	C
ATHÈNES	36	25	D
BANGKOK	32	24	O
BARCELONE	28	21	D
BELGRADE	33	23	D
BERLIN	25	15	D
BRUXELLES	25	15	P
LE CAIRE	35	23	D
COPENHAGUE	20	14	C
DAKAR	30	26	N
GENÈVE	30	16	N
ISTANBUL	30	22	D
JÉRUSALEM	29	17	D
LISBONNE	25	17	D
LONDRES	22	13	D
LOS ANGELES	26	19	N
LUXEMBOURG	25	14	N
MADRID	35	17	D
MARRAKECH	38	19	N
MEXICO	21	18	N
MILAN	29	17	D
MONTRÉAL	27	19	N
MOSCOU	21	15	C
NAIROBI	22	12	C
NEW-DELHI	36	28	P
NEW-YORK	33	24	C
PALMA-DE-MAJ.	32	19	D
PÉKIN	31	23	D
RIO-DE-JANEIRO	–	–	–
ROME	30	16	D
HONGKONG	32	25	N
SÉVILLE	36	22	D
SINGAPOUR	33	27	C
STOCKHOLM	20	12	C
SYDNEY	19	8	C
TOKYO	24	19	A
TUNIS	35	21	B
VARSOVIE	25	12	D
VENISE	31	20	D
VIENNE	28	16	D

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

Rendez-vous

LA télévision est un genre pauvre. Les idées d'une chaîne ne suscitent pas l'émulation mais le pillage. Christine Ockrent avait, la première, divisé l'écran de télévision en deux pour les entretiens du journal du soir sur France 3. A l'étranger, certains le faisaient déjà, mais c'est une autre histoire. La tête blonde de la présentatrice juxtaposée à celle de la personnalité du jour, se répondaient sans se voir. Chacun ne parlant qu'à une image de l'autre : la télévision tous les soirs s'intermédie elle-même.

Lundi 2 août, lors d'un « 20 heures » de TF 1 focalisé sur le flottement des monnaies au sein du SME, Dominique Bromberger à repris le truc des cases mais pour le compliquer. L'écran n'était pas divisé en deux mais en trois. En haut à gauche, la mini-tête de Nicolas Sarkozy, ministre fétiche de TF 1 – il est là tout le temps – répondait à la mini-tête de Jean-Pierre Chevènement, en haut à droite. En bas de l'écran, dans une case au milieu, les mini-yeux de Dominique Bromberger roulaient d'une aménité à l'autre, comme à Roland-Garros. Comptait-il les coups? Cherchait-il un creux pour intervenir? On était anxieux pour lui.

Le pillage à pris la forme d'un affrontement en début de soirée. France 2 programmait le énième épisode de son premier feuilleton d'été, le « Château des Oliviers ». Le feuilleton d'été, c'est une idée de TF 1 reprise par France 2. En juillet-août 1992, la Une avait embrasé la France avec ses « Cœurs brûlés ». Cette année, elle récidive encore avec les « Grandes Marées ». Allait-on assister au combat du feuilleton contre le feuilleton, les mêmes soirs, aux mêmes heures? La concurrence aurait été insupportable et les programmateurs des deux chaînes l'ont bien senti. Alors, pour casser l'audience des « Oliviers », TF 1 à essayé *Rambo 3*, le soir du premier épisode du « Château des Oliviers ». Echec, puis « Navarro », série à fort succès. Pas mieux. Lundi 2 août, c'était au tour de « l'Inspecteur Moulin », incarné par le sympathique Yves Rénier, d'entrer en compétition avec le charme de Brigitte Fossey. Pour quelles parts de marché chacun? Peu importe. A force de se piller l'une l'autre, force est de constater que les grandes chaînes de télévision gratuites réinventent au jour le jour la base même de leur métier : l'éternel retour. Pour peu qu'on nous offre des héros sympathiques et charnels, on est prêts à être fidèles, soir après soir, à toutes leurs péripéties financières et amoureuses. Peu importe la chaîne, nos domiciles deviennent alors une maison pour le rendez-vous.

YVES MAMOU

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 3 août

TF 1

20.45 **Cinéma : Le Gendarme de Saint-Tropez.** □ Film français de Jean Girault (1964).
22.25 **Série : Le Triplé gagnant.** Le Crime de Neuilly, de Claude Barrois.
23.55 **Journal et Météo.**
0.05 **Série : Paire d'as.**
0.55 **Magazine : Reportages.** Deux femmes dans la police (rediff.).

FRANCE 2

20.50 **Cinéma : Coup de foudre.** ■■ Film français de Diane Kurys (1982).
22.40 **Magazine : De quoi j'ai l'air?** Traditionnel ou moderne? Invités : Jean-Paul Gaultier, Lova Moor, Philippe Sollers.
23.50 **Journal et Météo.**
0.15 **Série : Un privé sous les tropiques.**

FRANCE 3

20.40 **Série : Guerres privées.** Au nom de la rose, de William M. Finkelstein.
21.30 **Planète chaude.** L'Histoire oubliée. 2. Les parachutistes indochinois (rediff.).
22.30 **Journal et Météo.**
23.00 **Documentaire : Les Chemins des hommes.** Roland Petit (1re partie), de Catherine Dupuis.
23.55 **Musique : Portée de nuit.**

CANAL PLUS

20.35 **Cinéma : L'Arme absolue.** □ Film américain d'Eric Karson (1988).
21.55 **Flash d'informations.**
22.05 **Cinéma : New Jack City.** ■ Film américain de Mario Van Peebles (1990) (v.o.).
23.40 **Cinéma : Le Chaud Lapin.** ■ Film français de Pascal Thomas (1974).

ARTE

20.40 **Soirée thématique : L'Espagne, une nation et des morceaux de nations.**
20.41 **Entretien avec Ramon Jauregi.**
20.50 ▶ **Documentaire : On ne vit qu'une fois.** Abécédaire de la Movida.
21.50 **Entretien avec Javier Arenas.**
22.00 **Documentaire : La Rumba de Barcelone.**
22.40 **Entretien avec Jordi Pujol.**
22.50 **Documentaire : Montalban et la Catalogne, regards croisés.**
23.30 **Entretien avec Alejandro Rojas Marco.**
23.40 **Documentaire : Séville, un parfum de nards et de narcisses.**
0.20 **Entretien avec Jose Maria Ardanza et Manuel Fraga Iribarne.**
0.35 **Concert : Milladoiro, musique celtique de Galice.**

M 6

20.45 **Magazine : Grandeur nature.**
20.50 **Série : Les Aventures de Tintin.** L'Ile noire ; Le Sceptre d'Ottokar.
22.25 **Série : Mission impossible.**
23.25 **Les Stars en noir et blanc.**
0.15 **Six minutes première heure.**
0.25 **Musique : Flashback.**

FRANCE-CULTURE

20.50 **Ecrire au temps de la communication.** Les VIIes Rencontres d'écrivains francophones de la Communauté des radios publiques de langue française. 2. L'écriture à l'épreuve des images.
21.50 **Dramatique.** Haute performance, de John Tobias, adaptation d'Elisabeth Janvier (rediff.).
22.40 **Musique : Nocturne.** Festival de Radio-France et Montpellier. Concert donné le 27 juillet, cour des Ursulines, par le Quartet de Philippe Petrucciani : jazz.
0.05 **Du jour au lendemain.**
0.50 **Musique : Coda.** Arthur H.

FRANCE-MUSIQUE

20.15 **Concert** (en direct du château du Kiel) : Concerto pour piano et orchestre no 1 en si bémol mineur op. 23, de Tchaïkovski ; Symphonie no 8 en ut mineur op. 65, de Chostakovitch, par l'Orchestre du Théâtre Marinski, dir. : Valery Gergiev.
23.00 **Concert** (donné le 11 juillet lors du Festival de Beaune) : Requiem, d'Ockeghem, par l'Ensemble Organum, dir. Marcel Pérès.
0.35 **Bleu nuit.**

Mercredi 4 août

TF 1

15.20 **Série : Hawaii, police d'Etat.**
16.10 **Jeu : Une famille en or.**
16.40 **Club Dorothée vacances..**
18.05 **Série : Chips.**
18.55 **Série : Premiers baisers.**
19.25 **Série : Hélène et les garçons.**
19.50 **Tirage du Loto** (et à 20.40).
20.00 **Journal et Météo.**
20.45 **Téléfilm : Lady Di.** De Kevin Connor. La « *tragédie* » *du couple princier.*
23.35 **Sport : Patinage artistique.** Masters professionnels, à Bercy. Avec Claudia Leistner (Allemagne) ; Charlène Wong (Canada) ; Denise Biellmann (Suisse) ; Caryn Kadavy (Etats-Unis) ; Hartshorn-Sweiding (Etats-Unis) ; Valova-Vassiliev (Russie) ; Hough-Ladret (Canada) ; Bechke-Petrov (Russie) ; Scott Williams (Etats-Unis) ; Brian Orser (Canada) ; Paul Wylie (Etats-Unis) ; Petr Barna (République tchèque) ; Isabelle et Paul Duchesnay (France).
1.10 **Journal et Météo.**

FRANCE 2

15.30 **Série : Les deux font la paire.**
16.20 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
16.45 **Série : L'Equipée du Poney Express.**
17.35 **Magazine : Giga.**
18.30 **Série : Riptide.**
19.20 **Jeu : Que le meilleur gagne plus.**
20.00 **Journal, Journal des courses et Météo.**
20.45 **Jeu : Fort Boyard.** Avec l'équipe de l'ARC, Association pour la recherche sur le cancer.
22.25 **Hommage au roi Baudoin.** Etoiles, Baudoin et Fabiola.
23.30 **Journal et Météo.**
23.50 **Série : Un privé sous les tropiques.**

FRANCE 3

15.40 **Série : La croisière s'amuse.**
16.30 **Variétés : 40e à l'ombre.** En direct de Collioure.
18.25 **Jeu : Questions pour un champion.**
19.00 **Le 19-20 de l'information.** De 19.09 à 19.31, le journal de la région.
20.05 **Feuilleton : Une famille pas comme les autres** (22e épisode).
20.40 **Feuilleton : Le Roi Mystère.** La Guillotine, de Paul Planchon (1er épis.). *Dans le Paris du Second Empire, la fille d'un condamné à mort veut sauver son père.*
22.00 **Journal et Météo.**
22.35 **Série : Les Mystères de l'Ouest.**
23.20 **Magazine : Aléas.** Papy moto ; Aller simple ; Les bannis ; Amer réveillon.
0.15 **Musique : Portée de nuit.**

CANAL PLUS

15.15 **Téléfilm : L'Affaire Kate Willis.** De Lou Antonio.
16.45 **Les Superstars du catch.**
17.35 **Canaille peluche.**

En clair jusqu'à 21.00

18.30 **Série animée : Batman.**
18.55 **Le Top.**
19.29 **Série animée : Tam-tam.**
19.30 **Flash d'informations.**
19.35 **Magazine : Nulle part ailleurs.**
20.30 **Le Journal du cinéma du mercredi.**
21.00 **Cinéma : Rien à perdre.** ■ Film américain de Gary Sinise (1988).
22.40 **Flash d'informations.**
22.50 **Cinéma : Rebel.** □ Film australo-américain de Michael Jenkins (1985).
0.20 **Sport : Athlétisme.** Réunion de Zurich, en différé.

ARTE

Sur le câble jusqu'à 19.00

17.00 **Magazine : Mégamix** (rediff.).
17.55 **Chronique : Le Dessous des cartes.** De Jean-Christophe Victor (rediff.).
18.00 **Documentaire : Histoire parallèle** (rediff.).
19.00 **Magazine : Rencontre.** Gianfranco Ferre/Gae Aulenti.
19.30 **Documentaire : Portraits.** D'Alain Cavalier. L'Archetière.
19.45 **Documentaire : Vivre dans le sultanat d'Oman.** De Jürgen Schneider.
20.30 **8 1/2 Journal.**
20.40 **Musica journal.** La Création du monde ; Détruit par les nazis ; Le blues est au cœur du jazz ; Petit mais bien ; Ragtime. *« Musica » se met à l'heure du baroque en compagnie de grands interprètes.*
21.10 **Musique : L'Ensorceleuse.** Fantaisie musicale. Avec Kiri Te Kanawa, Rinus Sprong, Jeannette Zingg. Airs d'opéras de Haendel, chorégraphie d'Ed Wubbe, Marshall Pynkoski, Jeannette Zingg. Par le Scapino Ballet, l'Opéra atelier, The Academy of Ancient Music.
22.05 **Documentaire : Retour au baroque.** 1. A la recherche du son perdu, de Stéphane Loison.
23.00 **Documentaire : Le Monde souterrain.** *Canalisations, cavernes, puits ou caves...*
0.00 **Magazine : Intérieur nuit.** L'Europe à Bruxelles.

M 6

15.30 **Magazine : Fréquenstar.** William Sheller.
16.30 **Magazine : Nouba.**
17.05 **Variétés : Multitop.**
17.35 **Série : Rintintin Junior.**
18.00 **Série : O'Hara.**
19.00 **Série : Deux flics à Miami.**
19.54 **Six minutes d'informations, Météo.**
20.00 **Série : Cosby Show.**
20.35 **Magazine : Ecolo 6.**
20.45 **Téléfilm : Prisonnières des Japonais.** De Buzz Kulik.
22.30 **Série : Mission impossible.** Les 40 millions du président.
23.30 **Magazine : Vénus.**
0.00 **Informations : Six minutes première heure.**
0.10 **Magazine : Etat de choc.** Mise à prix ; le tireur fou ; le geste qui sauve ; la voix de l'assassin ; marchand de mort.

FRANCE-CULTURE

20.50 **Ecrire au temps de la communication.** Les VIIes Rencontres d'écrivains francophones de la Communauté des radios publiques de langue française. 3. Fin de siècle, fin de l'écrit?
21.50 **Dramatique.** Dialogue à mi-voix, de Delphine Paviot (rediff.).
22.40 **Musique : Nocturne.** Festival de Radio-France et Montpellier. Concert donné le 28 juillet, à l'Opéra Berlioz-Le Corum, par l'Orchestre français des jeunes, dir. Marek Janowski ; sol. Jeffrey Swann, piano. Œuvres de Schumann, Liszt, Chostakovitch, Ravel.
0.05 **Du jour au lendemain.** Entretien avec notre collaborateur Michel Cournot (rediff.).
0.50 **Musique : Coda.**

FRANCE-MUSIQUE

19.30 **Concert** (donné le 10 septembre 1992 lors du Festival de Berlin) : Wozzeck (extraits), de Berg ; Symphonie en ut mineur, de Suk, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Simon Rattle ; Elise Ross, soprano.
22.00 **Concert** (en direct de Montpellier) : Adagio et fugue pour cordes en ut mineur K 546, de Mozart ; Le Banquet de Platon, sérénade pour violon, harpe, percussion et cordes, de Bernstein ; Carmen, suite pour orchestre à cordes et percussion, de Bizet, par les Solistes de Montpellier-Moscou et le New European Strings, dir. Leo Winland.
0.35 **Bleu nuit.** Festival de Montpellier. Claude Tissandier et son orchestre.

Le Monde

Au lendemain de l'élargissement des marges de fluctuation des monnaies

La Bundesbank abaisse à 6,85 % le taux de ses pensions

Au lendemain de l'annonce d'un compromis sur l'avenir du système monétaire européen, prévoyant un élargissement des marges de fluctuation des monnaies à 15 %, la Bundesbank a légèrement assoupli le taux de ses prises en pension, ramené de 6,95 % à 6,85 %. La Banque d'Espagne a abaissé son taux d'intervention de 11 % à 10,5 %. Le cours du mark après être monté lundi jusqu'à 3,53 francs, oscillait mardi matin autour de 3,50 francs.

La Banque fédérale d'Allemagne (Bundesbank) a fait un geste, mardi 3 août dans la matinée, pour détendre l'atmosphère en Europe et aider la France à maintenir les cours de sa monnaie. Elle a ramené de 6,95 % à 6,85 % le taux de ses pensions à court terme (14 jours), le Repo, qui constitue un de ses trois taux directeurs, et en fait le plus significatif puisqu'il s'applique aux liquidités que la banque centrale allemande fournit régulièrement aux banques.

La semaine dernière, la Bundesbank avait déjà ramené de 7,15 % à 6,95 % le taux de son Repo, sans toutefois, on le sait, toucher à son taux d'escompte, maintenu à 6,75 %. Ce qui avait, on le sait également, déclenché une tempête sur les marchés des changes. Lundi 2 août, Helmut Schlesinger, président de la Bundesbank, avait indiqué que son établissement pourrait, éventuellement, faire baisser le taux de ses pensions à court terme au dessous du taux d'escompte. C'est presque fait, et cela constitue un gage évident de bonne volonté de la Bundesbank à l'égard des partenaires européens de l'Allemagne du *« changement de situation sur les marchés des changes »*

Faciliter le retour des devises

Immédiatement, les taux d'intérêt à court terme sur la place de Paris se sont un peu détendus, le loyer de l'argent au jour le jour revenant à 10 % environ après être monté au-dessus de 11 %. Ce loyer s'est tendu à la suite des déclarations d'Edmond Alphandéry, ministre de l'économie, suivant lesquelles la France ne saurait abaisser ses taux d'intérêt dans l'immédiat, afin de ne pas nuire à la tenue du franc et de faciliter le retour des devises perdues au profit de la spéculation, la semaine dernière.

Dans ces conditions, le geste de la Bundesbank a été très apprécié, donnant l'impression qu'à Francfort, siège de la banque, on ne reste pas insensible aux malheurs des partenaires. Il répond notamment au vœu du gouvernement français, exprimé par Nicolas Sarkozy, ministre du budget mardi matin : *« La logique serait que les Allemands abaissent leurs taux d'intérêt. »* C'est fait.

A Paris, la tenue du franc est considérée comme satisfaisante, le cours du mark retombant, mardi, au-dessous de 3,50 francs, ce qui représente une dépréciation de 2 % seulement par rapport à son ancien cours plafond de 3,43 francs.

Lundi 2 août, après un démarrage à 3,48 francs, cours de clôture à Tokyo, il s'était élevé un moment à 3,53 francs . (près de 3 % de dépréciation), avant de revenir à moins de 3,49 francs et d'osciller ensuite autour de 3,50 francs. George Soros, le célèbre financier américano-hongrois, a félicité le gouvernement français pour l'élargissement des marges de fluctuation du franc, assurant qu'il ne spéculerait pas contre notre monnaie, et réclamant une baisse des taux en Europe pour ramener le calme, ce qui semble s'amorcer. Comme nous le signalions lundi, dans nos éditions datées du mardi 3 août, l'ampleur inattendue des nouvelles marges de fluctuation (15 %) déconcerte la spéculation qui n'ose plus guère s'engager, tant l'incertitude est grande sur les possibilités d'intervention des banques centrales à un moment ou à un autre.

F. R.

□ **Nouvelle fuite radioactive à Tcheliabinsk.** – Une fuite radioactive est survenue lundi 2 août à l'unité 22 du complexe nucléaire Mayak, spécialisé dans le retraitement du combustible irradié, à Tcheliabinsk-40, en Sibérie, a annoncé, mardi 3 août, le ministère russe de l'énergie nucléaire. Il s'agit du second incident de ce type en moins de trois semaines : un incident similaire s'était produit le 17 juillet à Tcheliabinsk-65, une autre unité du centre Mayak (*le Monde* du 21 juillet). *(AFP.)*

SOMMAIRE

La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 3 août 1993 a été tiré à 485 286 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

« Arts et Spectacles » : Vlado Perlemuter

Rencontre avec le pianiste Vlado Perlemuter, au lendemain de son quatre-vingt-neuvième anniversaire, et de ses adieux à la scène. Alain Lompech trace le portrait d'un des plus grands pianistes du siècle. Et aussi : deux expositions de peintres flamands, à Metz et à Dijon, et les nouveautés du Futuroscope de Poitiers, haut lieu des images de l'avenir.

Succession à la tête de la première entreprise française

Un nouveau président préparera la privatisation d'Elf-Aquitaine

Le conseil d'administration d'Elf Aquitaine devait se réunir mardi 2 août dans la soirée pour coopter comme administrateur Philippe Jaffré, directeur général du Crédit agricole et le proposer à la présidence en remplacement de Loïk Le Floch-Prigent. Ce dernier devait remplacer Francis Gutmann qui, le même jour, a démissionné de la présidence de Gaz de France.

« Le bons sens commande qu'on n'attende pas éternellement. » Au ministère de l'économie, cette formule policée revenait souvent ces derniers temps pour évoquer le remplacement de Loïk Le Floch-Prigent à la présidence d'Elf-Aquitaine. Et, de fait, la décision a été prise très rapidement, quinze jours après la promulgation de la loi de privatisation, suivie le 21 juillet par la décision du gouvernement d'engager la cession de quatre sociétés : Elf-Aquitaine, la Banque nationale de Paris (BNP), Rhône-Poulenc et la Banque Hervet.

Depuis le changement de gouvernement en mars dernier, pas moins d'une dizaine de noms de patrons de grandes entreprises ont circulé pour ce siège très convoité.

Plutôt qu'un industriel, les pouvoirs publics ont retenu à la surprise générale un banquier, inspecteur des finances, Philippe Jaffré, pour mener à bien la cession en Bourse du groupe.

Son côté stratège financier et son expérience des privatisations acquise au Trésor en 1986 quand Edouard Balladur était ministre des finances, ont primé dans le choix. Les pouvoirs publics n'entendent pas échouer dans cette opération de désengagement qui est la plus importante du programme des vingt et une privatisables. Elf-Aquitaine est non seulement la première entreprise française, mais aussi la première valeur boursière.

La nécessité d'être « en harmonie »

La mise en vente des 50,7 % détenus par l'Etat pourrait rapporter – s'ils sont cédés entièrement – 50 milliards de francs. Reste aux pouvoirs publics à déterminer la date, les modalités de cette cession, en bloc ou entièrement, et à élaborer un montage permettant d'assurer la pérennité et l'indépendance du huitième groupe pétrolier mondial en créant une action spécifique (golden share). Pour cela la nécessité d'être *« en harmonie »* avec le président de l'entreprise s'impose et les pouvoirs publics justifient ainsi leur décision de se séparer de Loïk Le Floch-Prigent.

S'il n'a pas *« démérité »*, à leurs yeux, sa destitution était nécessaire aussi pour une question d'*« image »*. *« L'homme qui a été l'un des artisans de la nationalisation de l'industrie française en 1981 ne peut être celui de sa dénationalisation »*, entend-on dans les ministères. Si sa gestion du groupe dans son ensemble ne lui est pas reprochée, les critiques visent *« différentes prises de participation et des politiques de diversification qui n'ont pas donné des résultats immédiats »*. Sans doute cette remarque concerne-t-elle le rachat de la maison de couture Yves Saint Laurent par la Sanofi, filiale santé du groupe.

Même si Loïk Le Floch-Prigent retrouve la présidence d'un grand groupe public, Gaz de France, ces coups de griffe donnés au passage confèrent à l'opération un relent feutré de *« chasse aux sorcières »* même si chacun s'en défend. Une impression confortée par le départ anticipé de Francis Gutmann, soixante-deux ans, connu pour ses sympathies socialistes, dont le mandat s'achevait en juin 1995. Il devrait néanmoins se voir confier la présidence de l'Institut français du pétrole (IFP).

DOMINIQUE GALLOIS

Un mort et trois blessés lors d'une fusillade au Caire

Un communiqué du ministère égyptien de l'intérieur a annoncé, mardi 3 août, qu'un passant a été tué et trois autres personnes ont été blessés, lundi soir au Caire, lors d'une fusillade déclenchée par deux hommes, présumés islamistes, dont l'un a été arrêté. Des habitants du quartier d'el-Amireya, au nord du Caire et des policiers ont pourchassé les deux hommes, qui ont tiré sur la foule.

Il s'agit de la deuxième fusillade en deux jours au Caire. Deux membres présumés de l'organisation clandestine de la Jamaa islamiya avaient été arrêtés lundi et l'un d'eux blessé après des échanges de tirs avec la police dans un autre quartier populaire. – *(AFP.)*

Philippe Jaffré : un financier inventif

Après quatre ans et demi passés en tant que directeur général de la caisse nationale de crédit agricole, Philippe Jaffré va se lancer dans le pétrole. Une mutation supplémentaire pour cet inspecteur des finances qui passe de la banque à l'industrie après quatorze années de hautes fonctions publiques, ce qui révèle une forte capacité d'adaptation à de nouveaux métiers.

Mèche en bataille, cravate souvent relâchée, goût prononcé pour la plaisanterie, Philippe Jaffré cache ses quarante-huit ans sous une minceur d'adolescent, des airs de potache chahuteur, une élocution rapide et un caractère parfois changeant. Remarquable machine intellectuelle, souple et précise, l'homme a été l'un de ceux qui ont le plus contribué à libéraliser l'économie française. Chef du bureau des marchés financiers au Trésor, il y a déployé ses facultés inventives, faisant souffler le grand vent de la déréglementation, portant sur les fonts baptismaux, les fameuses sicav court terme, dites « de trésorerie ».

En 1983, M. Jaffré définira même, pour ses sicav, un *« code de bonne conduite »* imposant à leurs gérants, à l'époque, à détenir 75 % d'obligations dans leurs portefeuilles pour obtenir l'autorisation de relever les plafonds de souscription. Plus tard, comme banquier, il déplorera non pas tout à fait l'essor foudroyant de cet instrument d'épargne liquide, mais les privilèges fiscaux qui leur furent attribués en 1988 par le biais de la capitalisation.

Chef de service au Trésor en 1986, M. Jaffré va organiser le



ballet des privatisations chères à Edouard Balladur, alors ministre des finances. Là encore, sa créativité va se donner libre cours, jusqu'au krach boursier d'octobre 1987, qui mettra à mal les cours des actions des sociétés privatisées, et stoppera, pratiquement, le processus. *« Il mène ses collaborateurs à cent à l'heure : plus les problèmes sont complexes, plus il est heureux »*, disait de lui un de ses proches en 1987.

Changement de clocher

Sa mission accomplie, M. Jaffré se sent « barré » pour les hautes fonctions après le retour de la gauche en 1988. Il quitte le Trésor pour une présidence éclair (trois mois) à la banque Stern. En septembre 1988, Yves Barsalou, président de la caisse nationale du Crédit agricole, vient le chercher pour remplacer à la direction générale Bernard Auberger, tombé en disgrâce. Le voilà à la banque verte, dont, ironie du sort, il voulait banaliser les prêts bonifiés quand il était au Trésor, et dont il doit, maintenant, préserver le statut.

« J'ai changé de clocher, assure-t-il. *Je ne savais pas, quand j'étais en face, ce qu'il y avait dedans, et, aujourd'hui, je vois midi à ce clocher-là. Quand vous êtes dans une maison, vous prenez à cœur ses intérêts, sinon à quoi servez-vous ? »* Il saura s'adapter aux subtils équilibres de l'établissement, et en déjouer les pièges, notamment celui des relations avec les caisses régionales (93 à l'époque) : *« Elles sont les patrons. Leurs liens spéciaux avec la caisse nationale engendrant toutefois des tensions créatrices »*.

En quittant le Crédit agricole, numéro un de la banque française, Philippe Jaffré le laisse en bon état : des fonds propres portés de 57 milliards de francs fin 1988 à 101 milliards de francs fin 1992, des résultats de 5,2 milliards de francs contre 3,9 milliards de francs en 1989, et une position prééminente dans les produits d'épargne, comme dans le financement du logement. C'est une référence tout à fait convenable pour la présidence d'un établissement pétrolier qui a, pour la rentabilité, une prédilection particulière.

FRANÇOIS RENARD

Loïk Le Floch-Prigent : l'ascension d'un « usurpateur »

L'histoire se répète. Et, pour Loïk Le Floch-Prigent, elle le fait en mêlant l'ironie amère à une certaine injustice. En 1986, la droite revenue au pouvoir dans la foulée des élections législatives, l'ancien directeur de cabinet de Pierre Dreyfus, lorsqu'il était ministre de l'industrie, était *« démissionné »* de la présidence du groupe chimique Rhône-Poulenc. Il le fut sans élégance : son fauteuil suscitait trop de convoitise.

Celui de numéro un d'Elf, conquis par Loïk Le Floch-Prigent en mai 1989 – il est alors âgé de quarante-six ans !, – un an après la réélection de François Mitterrand à l'Elysée, l'est bien davantage. Qui dirige Elf gère des centaines de milliards de francs par an, pèse sur la politique industrielle du pays et sur la politique tout court – moins celle de l'Hexagone que la politique des pays africains producteurs de pétrole qui sont autant de chasses gardées du groupe. Plus puissant qu'un ministre – et traité comme tel lorsqu'il se déplace à l'étranger, – le patron d'Elf ne pouvait échapper au jugement d'autrui. Quelques maladresses dans les nominations de responsables, un train de vie prêtant le flanc à la critique, une indépendance ombrageuse à l'égard de Bercy ont avivé les critiques.

En sursis depuis la victoire de la droite aux législatives de mars, M. Le Floch-Prigent n'est pas remercié pour sa gestion à la tête du plus grand groupe industriel français. De son prédécesseur, Michel Pecqueur, il avait hérité une entreprise, certes un peu assoupie, mais à l'endettement dérisoire. Volontaire et ambitieux, M. Le Floch-Prigent a su tirer profit de cette marge de manœuvre. En quatre ans de présidence, il a accru largement le domaine minier d'Elf, de l'Afrique à l'ex-Union soviétique, en passant par la mer du Nord, remodelé la branche raffinage du groupe, restructuré sa chimie, et construit un pôle « santé » de taille mondiale.

Une stratégie classique

Derrière cet activisme un peu débridé, se cachait une stratégie au fond des plus classiques : mettre le groupe à l'abri des fluctuations du prix du brut, en asseyant son développement sur des métiers proches mais évoluant à des rythmes différents. S'il est vrai que jusqu'ici les résultats financiers sont quelque peu décevants – témoin le cours de Bourse – il est trop tôt pour porter un jugement définitif. Pour être honnête, le bilan des « années Le Floch » ne pourra être tiré avant plusieurs années.

Le numéro un d'Elf est-il alors victime de son étiquette socialiste ? De ses liens personnels avec François Mitterrand ? Cela ne fait guère de doute. Alors que les états-majors politiques préparent la course à l'Elysée, il était inimaginable que la droite – et plus particulièrement les gaullistes « propriétaires naturels » d'Elf – ne tente pas de reprendre le contrôle d'un groupe qui, par sa taille et ses réseaux, constitue une « pompe à finances » sans équivalent.

Le patron d'Elf tombe aussi victime de ses origines. M. Pecqueur était issu du corps des mines. Son prédécesseur, Albin Chalandon, venait de l'inspection des finances. M. Le Floch-Prigent n'est issu d'aucun de ces deux corps. Diplômé de l'Institut national polytechnique de... Grenoble, il était, aux yeux de certains de ses adversaires, un usurpateur, une sorte d'accident dans l'histoire d'un groupe pétrolier. M. Le Floch-Prigent avait mal vécu les conditions abruptes de son éviction de Rhône-Poulenc. Ressenti comme une injustice, le coup l'avait meurtri. Aujourd'hui, la situation n'est plus la même. Ses compétences reconnues de dirigeant et sa notoriété à l'étranger lui permettent de se voir attribuer la présidence de Gaz de France.

JEAN-PIERRE TUQUOI